



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – septembre 2020

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 16 novembre 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel
Septembre 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le douzième cycle de l'étude, qui s'est déroulé entre le 2 et le 29 septembre 2020 comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – September 2020.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/12-2020F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-36746-0

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

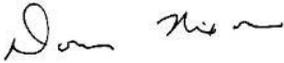
CP22-185/12-2020E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-36747-7

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 16 novembre 2020

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Situation actuelle entourant la COVID-19 (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta)	5
Changements de comportement (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, aînés de villes de taille moyenne du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones, Autochtones de Winnipeg et de la RCN, petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT).....	5
Soutiens financiers (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT).....	8
Économie (grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)	9
Écoles (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)	10
Évaluation de concepts sur la grippe saisonnière (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)	11
Évaluation de concepts sur la vaccination des enfants (parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)	12
Opioïdes (parents de grandes villes de la Saskatchewan)	13
Assurance-médicaments (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta).....	14
Questions autochtones (Autochtones de Winnipeg et de la RCN)	16
Discours du Trône (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT).....	18
 Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	 21
Chronologie des annonces en septembre.....	21
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	23
Dépistage de la COVID-19 dans les collectivités (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT).....	24
La COVID-19 dans l'actualité (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)	25

L'application Alerte COVID (parents de villes de taille moyenne de l'Ontario).....	25
Situation actuelle entourant la COVID-19 (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta).....	25
Changements de comportement (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, aînés de villes de taille moyenne du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones, Autochtones de Winnipeg et de la RCN, petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)	26
Expérience des parents	27
Expérience des aînés	29
Incidence sur le budget et les dépenses des ménages	29
Points de vue sur une deuxième vague	30
Impacts de la COVID-19	31
Soutiens financiers (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)	31
Économie (grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones).....	36
Écoles (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)	37
Connaissance des plans de rentrée scolaire	37
Intentions, difficultés et inquiétudes des parents	38
Sécurité des écoles.....	39
Évaluation de concepts sur la grippe saisonnière (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones).....	41
Vue d'ensemble.....	42
Concept numéro 1 – « Cette année »	44
Concept numéro 2 – « Planifiez »	48
Énoncé complémentaire.....	51
Évaluation de concepts sur la vaccination des enfants (parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones).....	52
Version 1 de la vidéo.....	53
Version 2 de la vidéo.....	54
Masques	54
Opioides (parents de grandes villes de la Saskatchewan).....	54
Assurance-médicaments (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta)	56
Connaissance et perception relative à l'importance.....	56
À quoi ressemblerait le régime d'assurance-médicaments.....	58

Questions autochtones (Autochtones de Winnipeg et de la RCN)	61
Le gouvernement du Canada et les questions autochtones.....	61
La pêche en Nouvelle-Écosse.....	61
La DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones)	62
Le racisme	63
L'eau potable.....	64
Discours du Trône (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)	66
Le rappel du discours du Trône.....	66
Les piliers du gouvernement du Canada.....	67
Les priorités du gouvernement du Canada (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.)	68
Les réactions générales aux quatre piliers du discours du Trône (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT).....	70
Le déficit budgétaire du gouvernement du Canada (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)	70
Annexe A – Questionnaires de recrutement	72
Questionnaire de recrutement, version anglaise	73
Questionnaire de recrutement, version française	82
Annexe B – Guides du modérateur	91
Guide du modérateur, version anglaise.....	92
Guide du modérateur, version française	113
Annexe C – Concepts publicitaires.....	137
Concepts destinés aux aînés.....	138
Concepts destinés aux parents/aux femmes enceintes	140
Concepts destinés aux jeunes adultes.....	142
Évaluation de concepts sur la vaccination des enfants	144
Version 1 de la vidéo.....	144
Version 2 de la vidéo.....	144
Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves	145

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 29 septembre 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, dans les Prairies, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a surtout porté sur la COVID-19. La recherche a permis d'examiner de près une foule de questions connexes, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à ce sujet, leur opinion concernant le degré de maîtrise de la pandémie, l'évolution de leurs comportements, et les points d'intersection entre la COVID-19 et l'économie, en particulier les aides financières fédérales et la transition de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) à l'assurance-emploi. Des discussions ont aussi eu lieu dans certains groupes représentant des segments précis de la population, par exemple les parents, pour savoir ce qu'ils pensaient du retour en classe de leurs enfants.

Outre les questions liées à la pandémie, la discussion a englobé d'autres sujets tels que la crise des opioïdes, l'assurance-médicaments, les questions autochtones et le discours du Trône. Au cours du mois, on a également testé auprès des participants plusieurs concepts créatifs visant à promouvoir la vaccination contre la grippe saisonnière et, auprès des parents, une série de concepts axés sur la vaccination des enfants.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés en fonction du lieu.
- Certains groupes se composaient de répondants appartenant à des sous-groupes de la population, par exemple des femmes enceintes ou espérant tomber enceinte dans la prochaine année, des parents de jeunes enfants et des enfants d'âge scolaire, des aînés âgés de 55 ans ou plus, des personnes autochtones et des bénéficiaires de la PCU.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes de discussion se composaient de membres de la population générale habitant respectivement : de grandes villes du Canada atlantique, de petites villes du Québec et les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique.
- Les huit autres groupes réunissaient des participants appartenant à des sous-groupes particuliers, soit :
 - Des femmes enceintes ou qui espèrent tomber enceintes d'ici un an ainsi que des parents d'enfants de 6 ans ou moins habitant de grandes villes de l'Ontario et de grandes villes francophones;

- Des parents ayant des enfants d'âge scolaire habitant de grandes villes de la Saskatchewan et des villes de taille moyenne de l'Ontario;
- Des Autochtones habitant à Winnipeg ou dans la région de la capitale nationale (RCN);
- Des bénéficiaires de la PCU habitant la Grande région de Montréal (GRM) et la Région du Grand Toronto (RGT);
- Des aînés de villes de taille moyenne du Québec et de grandes villes de l'Alberta.
- Les discussions de groupe tenues au Québec et auprès de francophones (habitant à Winnipeg/Saint-Boniface, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Ontario) se sont déroulées en français, alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 80 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Saskatchewan (Regina/Saskatoon)	1	Anglais	2 sept.	19 h-21 h	Parents (enfants de prématernelle à 6 ^e année)	8
Ontario (villes de taille moyenne)	2	Anglais	3 sept.	18 h-20 h	Parents (enfants de 7 ^e à 12 ^e année)	8
Québec (villes de taille moyenne)	3	Français	8 sept.	18 h-20 h	Aînés (55 ans+)	6
Canada atlantique	4	Anglais	9 sept.	17 h-19 h	Population générale	7
Alberta (Calgary/Edmonton)	5	Anglais	10 sept.	20 h-22 h	Aînés (55 ans+)	6
Ontario (grandes villes)	6	Anglais	14 sept.	18 h-20 h	Parents (enfants de 6 ans ou moins), femmes enceintes ou comptant l'être d'ici un an	5
Winnipeg/Saint-Boniface, Québec, Nouveau-Brunswick, Ontario	7	Français	15 sept.	18 h-20 h	Francophones	7
RCN, Winnipeg	8	Anglais	22 sept.	19 h-21 h	Autochtones (Premières nations, Métis, Inuits)	7
Québec (petites villes)	9	Français	24 sept.	18 h-20 h	Population générale	6
C.-B. (Vancouver et basses-terres continentales)	10	Anglais	24 sept.	20 h-22 h	Population générale	6
GRM	11	Français	28 sept.	18 h-20 h	Bénéficiaires de la PCU	6
RGT	12	Anglais	29 sept.	18 h-20 h	Bénéficiaires de la PCU	8
Nombre total de participants						80

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu aux nouvelles au sujet du gouvernement du Canada, les participants ont surtout mentionné des informations liées à la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et à la COVID-19.

En ce qui concerne la PCU, certains participants étaient au courant de sa migration prochaine vers l'assurance-emploi, et quelques-uns avaient l'impression que les nouveaux programmes se voulaient plus accessibles et profiteraient à des personnes jusqu'à présent non couvertes. La majorité, cependant, n'avait que vaguement entendu parler de l'échéance de la PCU. Quelques participants ont aussi mentionné les répercussions financières du programme et donné leur point de vue sur son impact, tant positif que négatif, sur le budget fédéral.

Au chapitre des nouvelles sur la COVID-19, beaucoup avaient entendu parler des diverses mesures adoptées par le gouvernement du Canada, entre autres la prolongation de la fermeture de la frontière canado-américaine, le financement consacré à la sécurité des écoles, les sommes engagées pour assurer l'accès à des vaccins contre la COVID-19, les messages publicitaires sur la transmission de la COVID-19 et la promotion de l'application Alerte COVID.

Les participants ont eu besoin d'un temps de réflexion plus long lorsqu'on leur a plus précisément demandé s'ils avaient entendu parler de ce que faisait le gouvernement du Canada concernant la pandémie actuelle de COVID-19. En définitive, peu de gens ont pu fournir des détails.

Dépistage de la COVID-19 dans les collectivités (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Les groupes de résidents de la Grande région de Montréal (GRM) et de la Région du Grand Toronto (RGT) ont été invités à dire ce qu'ils avaient entendu au sujet des capacités et des procédures de dépistage de la COVID-19 dans leur ville. Se sont classés en tête des mentions les délais d'attente considérables – aussi bien pour subir les tests que pour en connaître le résultat –, l'augmentation de la demande de dépistage et la mobilisation de personnel hospitalier pour prêter main-forte dans les centres de dépistage de la COVID-19. Les participants ont suggéré plusieurs solutions pour remédier au manque de capacités en matière de dépistage, y compris l'idée, assez populaire, d'ouvrir davantage d'unités de dépistage mobiles et à l'auto.

La COVID-19 dans l'actualité (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)

Dans deux groupes formés de parents, les participants devaient indiquer ce qu'ils avaient entendu aux actualités au sujet de la COVID-19. La plupart ont mentionné le report possible de la rentrée scolaire en raison de la COVID-19 et le nouveau protocole prévu pour éviter une deuxième vague.

L'application Alerte COVID (parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)

Dans le groupe de parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, tout le monde ou presque connaissait l'application Alerte COVID lancée par le gouvernement du Canada, et une majorité l'avait téléchargée. Dans les rares cas où l'application n'avait pas été téléchargée, c'était pour deux raisons principales : les participants jugeaient l'application inutile étant donné le faible nombre de cas dans leur région, ou ils craignaient qu'elle ne recueille et conserve des renseignements personnels les concernant.

Situation actuelle entourant la COVID-19 (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta)

Dans quelques groupes tenus dans les premières semaines de septembre, les participants ont exprimé un fort sentiment d'incertitude, teinté d'appréhension et de stress, lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de la situation actuelle entourant la COVID-19 au Canada. Leurs réponses ont surtout porté sur le caractère imprévisible de l'évolution des cas au pays.

Certains croyaient que les Canadiens étaient devenus trop complaisants à l'égard du port du masque et du respect de la distanciation physique, alors que d'autres considéraient que le manque d'uniformité des messages sur les protocoles à suivre semait la confusion. Certains trouvaient également que les communications du gouvernement du Canada s'espaciaient, ce qui leur donnait l'impression d'un manque général de coordination et de surveillance.

Tout en reconnaissant que le Canada avait mieux géré la pandémie que d'autres pays, la plupart des participants étaient d'avis que la propagation de la COVID-19 n'était pas encore maîtrisée. Beaucoup s'inquiétaient particulièrement de la trajectoire du virus dans les villes densément peuplées du Canada.

Changements de comportement (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, aînés de villes de taille moyenne du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones, Autochtones de Winnipeg et de la RCN, petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

En septembre, les participants ont été nombreux à signaler des changements dans leurs comportements et leurs activités quotidiennes en réaction à la montée du nombre de cas dans leur province ou leur ville, et à prendre davantage de précautions. C'était d'autant plus le cas s'ils se

rangeaient dans la catégorie des personnes « à risque » ou si des membres de leur famille avaient des problèmes de santé.

Les participants qui vivaient dans des régions moins touchées, en revanche, ont fait état des comportements opposés. Ils ont indiqué qu'ils élargissaient leur cercle de fréquentations et sortaient plus volontiers dans les magasins et au restaurant. Par ailleurs, certains parents dont les enfants allaient bientôt reprendre l'école ont mentionné qu'ils sortaient davantage avec leurs enfants pour mettre en place une routine plus normale.

Expérience des parents

Interrogés sur leur expérience de parent pendant la pandémie, les participants ont brossé un tableau varié. Certains trouvaient l'expérience épuisante et stressante, en particulier les télétravailleurs. Ceux qui étaient de retour au bureau ont mentionné la difficulté de trouver une garderie. Tous les parents avaient du mal à divertir leurs enfants tout en naviguant les tâches et les pressions du travail.

Malgré les contraintes et les difficultés décrites, certains parents ont dit que les liens avec leurs enfants s'étaient renforcés et approfondis pendant la pandémie. Quelques autres, par contre, ont noté que l'isolement prolongé avait suscité chez leurs enfants de la réserve, de l'anxiété et une surdépendance à leur égard, et ils s'inquiétaient donc de la transition vers l'école et des conséquences psychologiques de tout cela à plus long terme.

Les participantes qui étaient enceintes au moment de la tenue du groupe de discussion ont indiqué que la pandémie avait un impact sur leur expérience en limitant la participation de leur partenaire, en les obligeant à prendre des précautions supplémentaires pour se prémunir contre la COVID-19 et en les privant des fêtes prénatales et autres célébrations. Pour leur part, celles qui préoyaient avoir un enfant dans un avenir rapproché ont affirmé que la pandémie ne leur avait pas fait changer d'idée.

Expérience des aînés

Invités à dire s'ils se reconnaissaient comme un groupe « vulnérable » parce qu'ils avaient plus de 55 ans, les aînés ont diversement réagi, mais la plupart ne souhaitaient pas faire l'objet d'un traitement à part. Ils estimaient que toute personne ayant des problèmes de santé préexistants devrait recevoir l'aide et l'attention nécessaires.

À la question de savoir comment ils décriraient leur expérience de la pandémie à un jeune dans la vingtaine, certains aînés ont dit qu'ils lui conseilleraient un surcroît de prudence, en insistant sur le fait que les jeunes courent autant de risque que les autres.

Incidence sur le budget et les dépenses des ménages

Pratiquement tous les participants avaient vu leurs habitudes de dépenses changer depuis le début de la pandémie. Certains ont fait état d'une baisse, expliquant qu'ils avaient surveillé de plus près leurs finances personnelles et résolu de couper dans les frais non essentiels. D'autres ont indiqué que leurs dépenses mensuelles avaient grimpé, principalement à cause du coût accru des aliments et de certains articles de maison dont la pénurie avait gonflé le prix. Cette hausse découlait aussi du fait que de

nombreux participants avaient souscrit un meilleur forfait Internet afin de faciliter la vie des membres de leur ménage qui devaient désormais travailler ou étudier de la maison. Plusieurs participants ont d'ailleurs signalé une augmentation de leurs frais d'électricité pour cette raison.

Points de vue sur une deuxième vague

Les signes d'une deuxième vague étaient manifestes aux yeux de la plupart des participants. Selon la région, il s'agissait à leurs dires d'une amorce de deuxième vague ou déjà d'une montée en puissance. Les participants attribuaient le phénomène à une série de facteurs comportementaux, notamment un certain laxisme concernant le port du masque, la lassitude face à la pandémie qui perdure et le désir de retrouver famille et amis. Beaucoup croyaient également que le nombre de cas n'avait pas encore atteint son sommet et craignaient que la situation ne s'aggrave durant l'hiver, et peut-être aussi sous l'effet de la grippe saisonnière.

En ce qui concerne l'état de préparation du Canada face à une deuxième vague, les participants étaient partagés. De l'avis de certains, les gouvernements, les organismes et le public étaient mieux préparés maintenant qu'ils avaient franchi les premières phases de la pandémie. D'autres, au contraire, pensaient que les Canadiens s'ajusteraient plus difficilement à une deuxième vague, car ils auraient peut-être moins de craintes quant aux effets du virus ou banaliseraient la situation. Quoi qu'il en soit, plusieurs participants s'attendaient à ce qu'une deuxième vague cause davantage de stress et de problèmes de santé mentale, surtout en cas de nouvel ordre de rester chez soi.

Bien que les participants ne s'entendaient pas sur l'efficacité des confinements généralisés, ils croyaient généralement qu'un resserrement des restrictions était probable. La plupart jugeaient utile de limiter les voyages à l'étranger et de maintenir la fermeture des frontières, et certains s'attendaient à ce que les restaurants et les bars doivent à nouveau fermer. Certains participants souhaitaient que les gouvernements provinciaux prennent des mesures plus fermes : imposition d'amendes aux particuliers et aux entreprises en cas de non-respect des consignes sur le port du masque et l'éloignement physique, application plus uniforme des règles au sein des provinces et entre elles, et mise en quarantaine obligatoire de deux semaines. D'autres recommandaient une application plus ciblée des mesures de ce type, en réponse à des événements précis ou à des « points chauds » considérés comme des sources de transmission.

Impacts de la COVID-19

En ce qui concerne l'avenir, la plupart des participants appréhendaient les conséquences de la COVID-19 pour eux-mêmes, leur famille et les entreprises locales. Ils ont cité parmi leurs sujets de préoccupation la sécurité d'emploi, le taux de chômage et la situation des entreprises et de l'économie en général.

Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le plan de la santé mentale et les effets amplificateurs à craindre lors d'une deuxième vague ont spontanément été soulevés. Il a été question de l'inquiétude constante pour les proches assurant des services essentiels ou dont l'emploi comportait des risques accrus d'exposition au virus. Ou encore, de la détresse psychologique que

provoquaient chez certains le bouleversement de leur routine quotidienne et l'absence d'activités sociales et spirituelles dans leur vie.

Soutiens financiers (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Opinions sur le passage de la PCU à l'assurance-emploi et aux prestations de relance

Plusieurs groupes se sont livrés à une discussion approfondie qui devait permettre de cerner les opinions des participants sur des aspects précis des soutiens financiers offerts par le gouvernement du Canada. Les participants ont commencé par lire un extrait de l'annonce, faite à la fin du mois d'août 2020, décrivant la transition qui aurait lieu de la PCU à un régime d'assurance-emploi simplifié ou à l'une des trois prestations de relance : la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique.

La plupart des participants ont fait bon accueil à cette approche, indiquant qu'elle serait avantageuse pour un plus grand nombre de personnes qui auparavant n'étaient peut-être pas admissibles à la PCU. En particulier, ils ont salué les options et la couverture supplémentaires offertes aux travailleurs autonomes, aux proches aidants et aux personnes contraintes de prendre un congé de maladie. Le montant des prestations leur paraissait raisonnable et, autre point positif, clairement défini. Certains ont noté que le montant était comparable à celui de la PCU, qu'ils jugeaient acceptable. Par contre, les participants qui touchaient la PCU étaient plus dubitatifs, car ils croyaient que certains bénéficiaires auraient du mal à payer leurs factures mensuelles. Le montant leur semblait notamment insuffisant pour les personnes handicapées ou sans assurance-médicaments.

Malgré quelques inquiétudes au sujet des dépenses publiques fédérales, les participants étaient d'avis que le redémarrage de l'économie atténuerait les pressions financières exercées sur le gouvernement du Canada et le nombre de personnes faisant appel à ces soutiens.

Les participants des groupes tenus en Saskatchewan et en Ontario devaient se prononcer sur les éléments à privilégier durant la transition de la PCU à l'assurance-emploi. La plupart croyaient primordial de veiller à ce qu'il n'y ait aucune période d'attente lors du passage de l'ancien au nouveau système. Selon le consensus, les bénéficiaires de la PCU devaient pouvoir compter sur un soutien financier fiable et ininterrompu. Quelques participants privilégiaient d'autres considérations – soit s'assurer que les demandeurs admissibles à la PCU ont également accès à l'assurance-emploi ou aux nouvelles prestations, soit tâcher de réduire les montants d'aide versés et le déficit.

Durée de l'assurance-emploi et des prestations de relance

Au chapitre de la durée souhaitable des prestations, les participants ont eu des réponses variées qui témoignaient d'une grande incertitude face à l'avenir et à l'évolution de la situation. Quelques-uns estimaient qu'il fallait les maintenir en place « aussi longtemps que nécessaire », alors que d'autres

pensaient qu'elles pourraient prendre fin une fois qu'un vaccin serait disponible ou que les restrictions en matière de distanciation sociale et d'isolement à domicile auraient été levées.

Lorsqu'on a avisé les participants que le régime d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance avaient une durée prévue d'un an et ouvraient droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique), ils se sont généralement dits à l'aise avec ce délai. Bon nombre hésitaient cependant à se prononcer et ont suggéré que cette période soit réévaluée ultérieurement à la lumière des circonstances ou modifiée en fonction du secteur d'activité. En définitive, les participants en ont conclu qu'étant donné la fluidité de la situation, il était difficile de déterminer une durée appropriée pour le maintien de ces prestations. Ils se sentaient incapables de prédire avec certitude la vitesse du rebond économique et la situation au printemps 2021.

Inquiétudes au sujet de la transition (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Dans la plupart des cas, la transition vers l'assurance-emploi ne préoccupait pas les bénéficiaires de la PCU, encore que beaucoup d'entre eux aient reconnu ne pas être au courant du processus dans ses détails. Certains ont fait remarquer que la transition semblait assez bien se passer, mais quelques autres ont signalé des questions laissées sans réponse, des retards dans la réception des formulaires et la question des répercussions fiscales pour les bénéficiaires.

Économie (grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)

Les participants étaient moyennement au courant des activités de relance économique du gouvernement du Canada, sauf pour quelques-uns qui ont rapidement pu citer des mesures de stimulation comme la PCU, l'aide financière aux étudiants et à d'autres groupes et les subventions salariales destinées aux entreprises.

La discussion a porté sur quatre énoncés décrivant les objectifs possibles de la reprise économique du Canada :

- Les quatre groupes ont accordé leur préférence à l'énoncé *Nous devons reconstruire en mieux*. Ils ont mentionné sa portée générale et son caractère rassembleur ainsi que les notions de renforcement et de rétablissement de l'économie, dans la perspective de son amélioration, qu'il renfermait. L'idée d'accéder à une position de force et de retrouver une économie revitalisée et améliorée à l'issue de la pandémie trouvait des échos chez maints participants. Seul reproche fait à cet énoncé, il était déjà utilisé dans le contexte de la campagne électorale américaine ainsi qu'au Royaume-Uni.
- Un nombre plus modeste de participants ont choisi la phrase *Nous avons besoin d'un pays plus résilient*. Beaucoup aimaient l'idée d'une économie plus résiliente, qu'ils définissaient comme une économie plus autonome, capable supporter les chocs, y compris une autre pandémie. La

résilience évoquait selon eux un mouvement prospectif, alors que « reconstruire en mieux » supposait un regard rétrospectif.

- Quelques participants ont retenu l'énoncé *Nous avons besoin d'une relance verte*, car ils estimaient le moment venu d'investir dans les technologies écologiques et ce type de relance cadrerait avec leur attachement à la protection et à la durabilité de l'environnement.
- Les participants ont le plus trouvé à redire à l'énoncé *Nous avons besoin d'un nouveau pacte vert*. L'énoncé leur semblait suggérer un redémarrage complet de l'économie et viser tout spécialement l'économie albertaine. Par ailleurs, le terme anglais « new deal » était associé dans leur esprit à des initiatives américaines, tant contemporaines que datant de la Grande Dépression.

Écoles (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)

Connaissance des plans de rentrée scolaire

Les parents étaient bien renseignés sur les plans de rentrée scolaire applicables dans leur région et sur les initiatives provinciales pertinentes. Les résidents de la Saskatchewan avaient parcouru le Plan de la Saskatchewan pour des écoles sécuritaires et savaient qu'il avait fait l'objet d'une mise à jour pour tenir compte de l'évolution des cas et donner plus de précisions au public. Ceux de l'Ontario savaient que le plan provincial était affiché en ligne et que les parents pouvaient s'inscrire par courriel pour recevoir les dernières nouvelles. Ils trouvaient toutefois préoccupant que les plans varient d'un conseil scolaire à l'autre et frustrant que les informations leur aient été communiquées par bribes.

Les parents des deux groupes étaient au courant du report du début de l'année scolaire, de l'ouverture échelonnée des écoles et de la mise en place d'une série de mesures de distanciation (p. ex., places vides à bord des autobus, annulation des activités de groupe et formation de petites cohortes internes) et de procédures sanitaires (p. ex., protocoles pour le port du masque et postes d'hygiène des mains).

Intentions, difficultés et inquiétudes des parents

Après avoir reçu un complément d'information sur les plans de leur province respective pour la rentrée scolaire, les participants ont été invités à dire s'ils comptaient envoyer leurs enfants à l'école en présentiel. La plupart ont répondu par l'affirmative, invoquant diverses raisons. Certains parents étaient limités dans leur choix par l'absence de cours à distance, alors que d'autres priorisaient davantage la santé mentale et les besoins sociaux de leurs enfants ainsi qu'un milieu d'apprentissage optimal. La reprise des classes en personne revêtait une importance particulière pour les parents qui travaillaient et qui espéraient ainsi être plus productifs à la maison ou pouvoir retourner au bureau.

Cela dit, il ne faut pas en conclure que les parents étaient rassurés de voir leurs enfants reprendre le chemin de l'école. Leurs motifs d'inquiétude étaient nombreux, par exemple : le fait de dépendre des précautions prises par les autres parents et familles, le risque que les enfants ne suivent pas à la lettre les protocoles de santé et de sécurité, ou l'incapacité perçue des écoles à correctement mettre en œuvre les mesures de distanciation. Certains parents ont confié que la décision de renvoyer leurs

enfants à l'école en contexte de pandémie était l'une des plus difficiles qu'ils aient eu à prendre. Ils avaient l'impression qu'ils se sentiraient coupables quoi qu'ils fassent. D'une part, ils ne voulaient pas sciemment mettre leurs enfants en danger et s'inquiétaient du risque accru de contamination et des séquelles possibles du virus à plus long terme. D'autre part, ils craignaient tout autant les effets d'un isolement prolongé sur les comportements de leurs enfants. De nombreux parents redoutaient aussi que leurs enfants soient un vecteur d'infection dans la communauté, et appréhendaient les conséquences possibles pour d'autres membres de la famille comme les grands-parents.

Sécurité des écoles

Invités à suggérer des moyens de rendre les écoles plus sécuritaires, les parents se sont surtout attardés à la réduction de la taille des classes, à l'embauche d'un plus grand nombre d'enseignants et à l'espacement des élèves. De l'avis général, la réduction de la taille des classes serait la mesure la plus utile, mais les parents ont lancé une foule d'autres idées, par exemple les « journées décalées », la tenue de classes dans des espaces peu ou pas utilisés, et les possibilités d'enseignement à l'extérieur. Ils avaient conscience de la double difficulté qu'il y aurait à accroître le nombre d'enseignants et à trouver de nouveaux locaux si la taille des classes était réduite.

La plupart des parents avaient entendu parler de l'annonce du gouvernement du Canada concernant l'amélioration de la sécurité dans les écoles, sans toutefois se rappeler les détails. Ils avaient généralement compris qu'il s'agissait d'un apport de financement aux provinces, une contribution jugée utile, mais estimaient qu'une fois l'enveloppe de 2 milliards de dollars répartie, le montant restant serait insuffisant. Lorsqu'on a demandé aux participants ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre à cet égard, quelques suggestions ont été mises de l'avant : la prestation de services de dépistage rapide, l'offre d'incitatifs pour l'enseignement à la maison, et peut-être le plafonnement du nombre d'élèves par classe.

Partie II : Autres enjeux

Évaluation de concepts sur la grippe saisonnière (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)

Dans les cinq groupes, on a présenté aux participants deux concepts composés chacun d'une série de trois images de bannières que le gouvernement du Canada est en train de développer pour une éventuelle campagne publicitaire sur la vaccination saisonnière.

Les participants ont accueilli différemment les concepts et aucun consensus n'a été dégagé quant à savoir lequel des deux serait le plus efficace pour encourager la population canadienne à se faire vacciner contre la grippe. Dans l'ensemble, les participants trouvaient que le public cible était évident et que le message principal était clair – se faire vacciner contre la grippe. Toutefois, les commentaires

des participants laissaient entendre que l'efficacité respective de chaque concept pour les motiver à se faire vacciner variait d'un groupe à l'autre et au sein de chaque groupe.

Les réactions au concept numéro 1, « Cette année », ont été mitigées ou négatives. De façon générale, le ton du concept numéro 1 était considéré comme plus affirmatif et coercitif et il a induit une certaine culpabilité chez les participants qui ne s'étaient pas encore fait vacciner contre la grippe. Les participants ont exprimé des réserves à propos de la question posée dans la première image – « *On s'est fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ?* » – qu'ils estimaient trop directive et insistante. Certains la jugeaient contraignante et susceptible de créer un clivage – en favorisant une dynamique du « nous contre eux » (c.-à-d. ceux qui se sont fait vacciner et les autres). Par ailleurs, les participants ont bien accueilli l'idée de protéger sa famille ou encore de limiter les risques de complications de grippe (les messages des deuxième et troisième images), qui renforçaient toutes deux l'importance du vaccin contre la grippe dans le contexte actuel de COVID-19. Concernant le fait que les gens portent des masques dans les concepts, les participants se rangeaient dans deux clans. Certains trouvaient cela pertinent, car ça renforçait l'importance de se faire vacciner contre la grippe, mais d'autres pensaient que les masques prêtaient à confusion, étant donné que les personnes habitent probablement à la même adresse et n'ont pas à en porter un quand elles sont ensemble.

En revanche, de nombreux participants étaient d'avis que le ton et l'approche du concept numéro 2 étaient plus orientés vers l'avenir et engageants, et servaient à rappeler qu'il fallait penser à se faire vacciner, par exemple en prenant un rendez-vous. Les opinions sur ce concept ont été dans l'ensemble plus favorables. Les participants ont aimé l'aspect de planification qui leur rappelait poliment d'accorder la priorité à la vaccination contre la grippe. Ils trouvaient qu'une telle planification témoignait avant tout d'un engagement à se faire vacciner et que l'utilisation du verbe « planifiez » encourageait la population à prendre des mesures particulières. Selon eux, la mention de la grippe dans les trois images renforçait la clarté du message.

En général, la simplicité de ces concepts et leur style minimaliste, à commencer par le texte, le contraste des couleurs et les images réconfortantes qu'ils emploient, ont trouvé un écho favorable chez les participants.

Un exemple de message qui pourrait accompagner les concepts – *Cet automne, protégeons notre communauté, notre système de santé et nous-mêmes contre la grippe Gardons tout le monde en santé* – a été bien accueilli. Les participants le trouvaient motivant, direct et au service des concepts, car il évoquait un sentiment d'inclusion et d'appartenance à la collectivité.

Évaluation de concepts sur la vaccination des enfants (parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)

On a montré à deux groupes de parents deux vidéos de courte durée qui pourraient faire partie d'une éventuelle campagne publicitaire sur la vaccination des enfants. Les vidéos ont toutes deux suscité des réactions positives chez les participants, qui les trouvaient claires, directes, conviviales, pertinentes et rassurantes. Tous s'entendaient pour dire que l'objectif premier des publicités était de rappeler aux parents de se protéger et de protéger leur famille en faisant vacciner leurs enfants et en s'assurant que

leurs vaccins sont à jour. Selon eux, un message secondaire sur l'innocuité générale des vaccins était sous-entendu dans les courtes séquences sur les mesures de sécurité prises par les parents pour protéger leurs enfants (enfant portant un casque à trottinette, prenant place dans un siège de sécurité ou tenant la main d'un parent pour traverser la rue à un passage pour piétons). Tous ces scénarios étaient considérés comme pertinents, surtout ceux qui mettaient en scène des enfants à différents stades (nouveau-né, nourrisson et tout-petit), car ils renforçaient la nature périodique de l'administration des vaccins prévus au calendrier de vaccination.

Les participants estimaient que le message et le ton des deux vidéos étaient sensiblement les mêmes. Ils ont toutefois manifesté une légère préférence pour la version 1 de la vidéo, la jugeant plus inclusive que la version 2, parce qu'elle mettait en scène une mère et un père et soulignait ce faisant l'implication des deux parents. En ce qui concerne la version 2 de la vidéo, les critiques portaient surtout sur le caractère ambigu de la première séquence dû au fait qu'on ne voyait pas le visage du parent ou que son sexe n'était pas clair.

De nombreux participants ont mentionné qu'en raison du message véhiculé et du ton employé, les publicités capteraient leur attention et plusieurs ont dit qu'ils partageraient probablement la vidéo avec d'autres nouveaux parents et des amis et membres de la famille qui attendent un enfant. Après avoir visionné la publicité, de nombreux parents entendaient vérifier si la vaccination de leurs enfants est à jour, parler à un professionnel de la santé ou se renseigner davantage sur le programme de vaccination.

Lorsqu'on leur a fait remarquer que dans la séquence de vaccination des deux publicités ni la mère ni l'infirmière ne portaient de masque, les participants ont eu des réactions positives et négatives, mais cela n'a pas influé outre mesure sur leur perception quant à l'efficacité de chacun des concepts. Certains pensaient que les actrices devaient porter un masque, surtout si la publicité était présentée pendant la pandémie. Ils craignaient que cela porte à confusion à un moment où les responsables de la santé publique martelaient l'importance du port du masque. En revanche, d'autres participants trouvaient que cela faisait du bien de voir une publicité dans laquelle personne ne porte un masque. D'après eux, puisque l'accent était mis sur la grippe, les masques n'étaient pas essentiels dans ce message.

Opioides (parents de grandes villes de la Saskatchewan)

En Saskatchewan, de nombreux participants avaient entendu parler des opioïdes dans les dernières semaines, que ce soit dans l'actualité ou par des relations personnelles. Certains avaient vu des reportages faisant mention que le nombre de décès attribuables aux opioïdes en Colombie-Britannique était plus élevé que le nombre de décès liés à la COVID-19. Plusieurs avaient le sentiment que la crise des opioïdes était un problème national qui prenait de plus en plus d'ampleur. De façon générale, les participants ont parlé d'une épidémie, en raison de l'utilisation accrue du fentanyl et des surdoses qui en découlent. Selon eux, la pandémie n'a fait qu'aggraver le problème.

Plusieurs causes possibles ont été évoquées pour expliquer la crise des opioïdes, dont certaines liées à la COVID-19. De nombreux participants avaient l'impression que la pandémie avait aggravé les

problèmes sous-jacents de santé mentale et de violence conjugale, entraînant une plus forte dépendance aux opioïdes et rendant plus difficile l'accès aux services de soutien et de réhabilitation. Certains ont exprimé leurs craintes à l'idée que d'autres substances illicites soient de plus en plus souvent mélangées au fentanyl à l'insu des consommateurs ou sans leur consentement.

Les participants se sont entendus sur les moyens que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour atténuer la crise. Ils ont mis de l'avant plusieurs mesures, dont l'augmentation des ressources en santé mentale, un plus grand nombre de centres d'injection et plus d'éducation sur la toxicomanie et la santé mentale. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de l'idée de décriminaliser la possession de drogues illicites, plusieurs ont réagi favorablement à cette approche axée sur la réhabilitation et l'accès aux ressources en santé mentale et aux services d'aide. Plusieurs ont fait valoir que l'incarcération ne faisait que perpétuer le cycle de la dépendance.

Assurance-médicaments (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta)

Connaissance et perception relative à l'importance

Beaucoup de participants connaissaient le terme « assurance-médicaments » et l'associaient aux soins de santé subventionnés, plus précisément au fait de permettre l'accès à des médicaments sur ordonnance plus abordables. Cependant, seuls quelques participants étaient au courant des projets du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'assurance-médicaments, mais ne se souvenaient pas de détails précis ou ont avancé que le régime ciblait certains groupes comme les familles, les ménages à faible revenu et les aînés.

Après avoir reçu des renseignements supplémentaires sur le régime national d'assurance-médicaments que le gouvernement du Canada compte mettre en œuvre, la plupart des participants estimaient qu'il constituait une priorité importante par rapport aux autres objectifs prioritaires en matière de soins de santé. Les aînés du Québec abondaient moins dans ce sens. De façon générale, la diminution du coût des médicaments et une couverture élargie étaient considérées comme les principaux avantages de ce régime. Quelques personnes s'interrogeaient cependant sur la structure du régime et la manière dont il serait administré.

Malgré la pandémie mondiale actuelle, les participants convenaient que la COVID-19 n'était pas un facteur important pour déterminer si le Canada doit mettre en place un régime national d'assurance-médicaments et qu'il doit faire partie des grandes priorités en tout temps. Lorsqu'on leur a posé d'autres questions à propos des répercussions de la COVID-19 sur les populations vulnérables, y compris les personnes âgées à faible revenu, certains ne voyaient pas en quoi l'assurance-médicaments aiderait ces groupes. D'autres participants estimaient quant à eux que les aînés sont nombreux à bénéficier d'une couverture suffisante ou que les « inconnues » que comporte la COVID-19 donnent à croire que l'incidence de l'assurance-médicaments serait minime.

Les participants devaient également examiner l'assurance-médicaments dans un contexte de diminution des hospitalisations. Par exemple, en favorisant un meilleur accès à des médicaments

abordables à la population, moins de gens pourraient avoir besoin d'être hospitalisés pour se faire soigner, ce qui permettrait aux hôpitaux de faire face à d'autres enjeux comme les pandémies. De manière générale, la plupart des participants étaient d'accord avec cette idée et semblaient préférer une approche axée sur la prévention plutôt que sur les soins.

À quoi ressemblerait le régime d'assurance-médicaments

Approche universelle ou filet de sécurité

Presque tous les participants privilégiaient un régime national d'assurance-médicaments répondant à une approche universelle à un régime de type « filet de sécurité », qui ne couvrirait les Canadiens que dans les cas où le coût des médicaments dépasserait un certain pourcentage de leur revenu. Selon eux, un régime universel serait mis en œuvre à l'échelle du pays, exhaustif, socialement responsable, juste et équitable et n'exclurait personne. Les participants croyaient fermement qu'une approche en fonction du revenu, comme un régime de type « filet de sécurité », serait difficile à administrer et risquait d'être injuste, compte tenu des différences relatives au coût de la vie au Canada et à la situation personnelle.

Régime universel ou servant à « combler les lacunes »

Les participants ont été interrogés à propos des avantages d'un régime universel (dans le cadre duquel tous les Canadiens sont assujettis au même régime) par rapport à un régime servant à « combler les lacunes » (en vertu duquel les gens peuvent tout de même utiliser les régimes publics et privés actuels, mais qui est conçu pour permettre que tous soient couverts, y compris ceux qui n'ont actuellement pas d'assurance-médicaments). Même si certains privilégiaient une approche universelle pour des raisons d'équité, d'uniformité et d'égalité de traitement pour tous les Canadiens, plusieurs ont exprimé des préoccupations concernant le fait que l'ensemble des Canadiens aurait à contribuer au régime, peu importe s'ils l'utilisent ou y ont accès.

Quand on leur a demandé de dire quelle approche est la plus équitable, les participants étaient divisés en deux camps. Quelques-uns avaient un penchant pour l'approche universelle, qui garantirait à tous l'accès aux mêmes médicaments sur ordonnance, tandis que de rares participants préféraient un régime qui sert à combler les lacunes. Selon ces derniers, cette approche serait plus facile à administrer, moins coûteuse et tiendrait compte des personnes qui bénéficient d'avantages offerts par leur employeur.

Médicaments couverts

Invités à examiner les différentes approches qui pourraient servir à déterminer quels médicaments seraient couverts par le régime, les participants ont eu de la difficulté à arrêter leur choix, faute de renseignements supplémentaires sur la nature et le coût des médicaments les plus couramment prescrits et l'incidence et le coût financier de chacune des approches présentées. Une grande diversité de points de vue a été exprimée par les participants. Certains croyaient que tous les médicaments devraient être couverts par le régime, tandis que d'autres préféraient une couverture limitée aux médicaments nécessaires pour la survie. Tous convenaient cependant que la liste de médicaments couverts devrait être identique pour toutes les provinces.

Durant cette discussion, on a également demandé aux participants si les médicaments spécialisés très coûteux utilisés pour traiter des maladies rares devaient être couverts. La plupart estimaient que oui, afin d'améliorer la qualité de vie des patients et qui sait, les guérir.

À la question visant à savoir qui paiera pour le régime national d'assurance-médicaments, bon nombre de participants préféraient une approche en vertu de laquelle les Canadiens paieraient une partie des coûts du régime d'assurance-médicaments, soit sous la forme d'une prime annuelle ou de petits montants (p. ex. des frais d'ordonnance pour un médicament). De plus, certains participants étaient favorables à l'idée que les employeurs déboursent un montant pour le régime d'assurance-médicaments, surtout si un régime universel était adopté. Ils pourraient ainsi éliminer ou réduire le volet assurance-médicaments offert au titre de leur régime d'avantages sociaux.

La majorité des participants étaient à l'aise avec l'utilisation du terme « assurance-médicaments » pour décrire ce régime, car ils le trouvaient clair et explicite. D'autres trouvaient cependant que cela sonnait trop comme une approche américaine. De l'avis de la plupart des participants, l'assurance-médicaments est une bonne idée et la mise en place d'un régime universel en la matière aurait des effets positifs sur la santé, qui se traduiraient par une diminution globale des coûts du système de santé au Canada.

Questions autochtones (Autochtones de Winnipeg et de la RCN)

Le gouvernement du Canada et les questions autochtones

Les participants d'origine autochtones étaient d'avis que la priorité essentielle du gouvernement du Canada devrait être de répondre aux besoins humains fondamentaux des peuples autochtones, notamment en s'assurant qu'il y ait de l'eau propre et potable dans les réserves, mais également de la nourriture et des logements. Parmi les autres enjeux importants mentionnés, notons la revitalisation culturelle, la redécouverte de la langue, le développement et la souveraineté économiques.

Quelques participants ont dit souhaiter que le gouvernement fédéral fasse preuve d'un plus grand leadership dans les dossiers concernant les Autochtones en général, et tienne compte de la perspective des peuples autochtones. Bon nombre d'entre eux ont suggéré que le gouvernement du Canada concentre ses efforts sur les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation, et mette des mesures en place qui tiennent compte des conclusions de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La pêche en Nouvelle-Écosse

Interrogés à ce sujet, les participants étaient généralement au courant des différends qui opposent les pêcheurs autochtones et les pêcheurs non autochtones en Nouvelle-Écosse. Ils s'entendaient pour dire que les pêcheurs autochtones n'étaient pas traités de façon équitable. La plupart avaient l'impression qu'il s'agissait d'un enjeu important sur lequel le gouvernement du Canada devait se pencher pour éviter une escalade.

La DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones)

Tous les participants connaissaient la DNUDPA ou à tout le moins, en avaient entendu parler. Toutefois, peu d'entre eux en connaissaient les détails.

Après leur avoir fourni des renseignements supplémentaires, nous avons demandé aux participants quels étaient les changements auxquels ils s'attendaient si le Canada mettait en œuvre intégralement la DNUDPA. La plupart étaient d'avis que l'adoption de la Déclaration se traduirait par une expression plus nette et plus fréquente du point de vue des Autochtones dans les discussions, les propositions de politiques et les décisions du gouvernement. Plus particulièrement, les participants avaient le sentiment qu'on focaliserait davantage sur la pérennité et notamment, le secteur des ressources. Certains s'attendaient également à ce que les points de vue des Autochtones soient entendus dans le système d'éducation. Ils ont discuté de la nécessité de modifier le curriculum et de leurs attentes; selon eux, si la DNUDPA était mise en œuvre intégralement, une plus grande proportion de la population comprendrait mieux la place et la contribution des peuples autochtones au Canada.

Le racisme

Lorsque nous leur avons demandé de définir ce qu'était le racisme systémique, la plupart des participants ont expliqué qu'il se traduisait par des comportements implicites, inconscients ou tacites qui avaient lieu et qui se manifestaient dans pratiquement tous les aspects du quotidien, au sein des divers organismes et services avec lesquels les Autochtones interagissent. De nombreux participants étaient d'avis que le racisme est un phénomène courant au Canada et qu'il fait partie intégrante de l'éducation et de l'instruction des Canadiens.

La vaste majorité des participants a convenu que le racisme systémique existe bel et bien au Canada. Selon eux, il débute dans le système d'éducation, qui dresse un portrait inexact de l'histoire et des droits des peuples autochtones. Ces fausses croyances persistent jusqu'à l'âge adulte. La *Loi sur les Indiens* a été au centre des discussions. Selon certains, la façon dont elle est présentée crée une fausse impression selon laquelle les peuples autochtones reçoivent « gratuitement » de nombreux services auxquels d'autres Canadiens n'ont pas droit, créant ainsi une dynamique d'affrontement.

Au-delà du système d'éducation, les participants avaient l'impression que le racisme systémique est présent dans d'autres institutions et systèmes canadiens, notamment dans le secteur de la santé, les corps policiers et d'autres systèmes civils et démocratiques. Parmi les suggestions visant à modifier les institutions existantes pour réduire le racisme systémique, plusieurs ont proposé un engagement plus ferme d'enrichir la perspective des travailleurs de première ligne des forces de l'ordre et d'accroître la diversité dans ces milieux de travail. Les participants ont souligné qu'en augmentant le nombre d'Autochtones au sein des corps policiers et du système de justice, on obtiendrait une perspective équilibrée et une meilleure compréhension.

L'eau potable

Quelques participants étaient au courant des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves. L'infographie de Services aux Autochtones Canada sur les progrès concernant la levée des avis sur la qualité de l'eau potable à long

terme touchant des systèmes publics dans les réserves (voir l'annexe C) a suscité des réactions positives. Les participants ont qualifié ces progrès d'encourageants, bien que certains ont évoqué des obstacles, y compris une pénurie de techniciens formés dans les réserves, des délais attribuables aux litiges entre certaines communautés des Premières Nations et le gouvernement fédéral, et des différends qui opposent les entités commerciales.

Lorsque nous leur avons demandé d'évaluer les progrès réalisés par le gouvernement du Canada dans ce dossier et ce qu'il pourrait faire de plus, les participants ont mentionné les revendications territoriales et la nécessité de retourner les terres (et l'accès à l'eau propre) aux communautés autochtones. Ils ont insisté sur l'importance pour les deux parties – le gouvernement fédéral et les chefs des réserves – de faire de cet enjeu une priorité, d'agir plus rapidement et d'assurer un contrôle adéquat des fonds destinés à améliorer l'infrastructure.

Discours du Trône (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Le rappel du discours du Trône

Dans tous les groupes, les participants étaient peu nombreux à se rappeler le discours du Trône présenté le 23 septembre 2020. Bien que peu d'entre eux connaissaient les détails, ils avaient entendu parler de quelques mesures liées à la COVID-19, comme la transition de la PCU vers l'assurance-emploi, la bonification des congés de maladie et des prestations aux aidants naturels, et les partenariats du gouvernement fédéral avec des entreprises pharmaceutiques pour le développement de vaccins contre la COVID-19.

Les piliers du gouvernement du Canada

Les quatre piliers du discours du Trône présentés aux participants ont été perçus comme étant appropriés, voire même complémentaires et chevauchant des secteurs d'intervention privilégiée du gouvernement du Canada. Le dernier pilier – *Soutenir les gens et les entreprises aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront* – a été considéré comme le plus important pour les participants sur le plan personnel, le plus opportun, le plus pertinent et le plus concret des quatre piliers. En comparaison, certains avaient l'impression que les deux premiers piliers – *Rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient* et *Lutter contre la pandémie et sauver des vies* ressemblaient trop à des slogans marketing ou des éléments d'une campagne publicitaire. Quelques participants avaient le sentiment que le troisième pilier – *Être fidèles à qui nous sommes en tant que Canadiens, faire des progrès sur le plan de l'égalité des sexes, œuvrer à la réconciliation et lutter contre la discrimination* – était important, mais qu'on devrait en faire un objectif permanent plutôt que de lui accorder une attention spéciale pour quelque temps seulement.

Les priorités du gouvernement du Canada (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.)

Après leur avoir présenté les douze priorités du gouvernement du Canada énoncées dans le discours du Trône, nous avons demandé aux participants d'en choisir jusqu'à trois qui étaient importants pour eux. De tous les énoncés présentés, les cinq suivants se sont démarqués :

- Créer un régime national universel d'assurance-médicaments
- S'assurer d'avoir des options permettant d'offrir des tests de dépistage de la COVID-19 plus rapides
- Collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée
- Créer un million d'emplois
- Investir dans la formation des travailleurs

Sur le plan de la santé, les participants ont mentionné un meilleur accès aux services de soins de santé, des tests de dépistage rapide à la COVID-19 et l'importance de résoudre les questions liées aux soins de longue durée au Canada.

Les participants ont également discuté de la santé économique du Canada, notamment du maintien des emplois existants et de la création de nouveaux emplois, de la formation, en particulier pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Ils ont également souligné que certaines industries avaient été plus durement touchées que d'autres par la pandémie.

La plupart ont hésité à mettre de côté des priorités qui ne devraient pas être mises en œuvre par le gouvernement du Canada, sous prétexte que toutes les mesures proposées méritaient qu'on s'y attarde, que ce soit maintenant ou à l'avenir. Certains ont toutefois exprimé des inquiétudes à l'idée qu'on permette aux municipalités de restreindre davantage ou de bannir les armes de poing et de renforcer les mesures visant à contrôler la circulation d'armes de poing illégales au Canada.

De façon générale, les participants ont conclu que le gouvernement fédéral semblait avancer dans la bonne direction et ont bien réagi au discours du Trône. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement avait raté d'importantes occasions ou s'il devrait concentrer ses efforts ailleurs, les participants ont fait quelques suggestions, sauf sur ce qui suit :

- Accorder une plus grande attention aux questions autochtones
- Trouver des solutions à l'itinérance et aux problèmes de logement
- Ajouter les soins dentaires aux régimes de soins de santé universels
- Mettre l'accent sur l'avenir et aux projets à long terme qui ne sont pas nécessairement populaires ou opportuns sur le plan politique, mais qui sont nécessaires
- Communiquer les mesures mises en œuvre par le gouvernement fédéral de jour en jour et de mois en mois

Le déficit budgétaire du gouvernement du Canada (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Interrogés à savoir s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet du déficit budgétaire prévu par le gouvernement du Canada, la plupart des participants ont répondu par la négative. Ceux qui en avaient entendu parler ou qui préoyaient un déficit important étaient inquiets à l'idée qu'il faille éventuellement rembourser la dette; ils avaient toutefois le sentiment que les dépenses étaient nécessaires à l'heure actuelle.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : le 27 juin 2019
Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des annonces en septembre

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin août à la fin septembre :

- Fin août :
 - Au 31 août, 128 948 cas de COVID-19 et 9 126 décès sont répertoriés au Canada.
 - Plusieurs régions du Canada affichent une hausse des taux d'infection à la COVID-19. L'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de cas; la situation est également préoccupante en Colombie-Britannique et en Alberta.
 - Le gouvernement du Canada annonce une aide financière pouvant atteindre 2 milliards de dollars aux provinces et aux territoires par l'intermédiaire du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire.
 - Les contrôles aux frontières canado-américaines sont toujours en place et le demeureront jusqu'au 21 octobre.
- Du 1^{er} au 6 septembre
 - Groupe de discussion des parents d'enfants d'âge scolaire (de la prématernelle à la 6^e année) de Regina (2 septembre)

- Groupe de discussion des parents d'enfants d'âge scolaire (7^e à 12^e année) de villes de taille moyenne de l'Ontario (3 septembre)
- Le 3 septembre, un nouveau sous-ministre de la Santé est nommé.
- Du 7 au 13 septembre
 - Le 7 septembre, le ministre de la Santé annonce la tenue d'une enquête indépendante sur le système d'avertissement rapide en cas de pandémie de Santé Canada. Cette annonce est suivie le 30 juillet par une autre annonce de la vérificatrice générale du Canada concernant une enquête sur le Réseau mondial d'information en santé publique (RMISP).
 - Groupe de discussion des aînés de villes de taille moyenne du Québec (8 septembre)
 - Groupe de discussion de la population générale du Canada atlantique (9 septembre)
 - Groupes de discussion des aînés de Calgary et Edmonton (10 septembre)
- Du 14 au 20 septembre
 - Groupe de discussion des futures et des nouvelles mamans de grandes villes de l'Ontario (14 septembre), de Winnipeg/Saint-Boniface, du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario (15 septembre)
 - Le 16 septembre, le premier ministre annonce les détails des investissements prévus en vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire, en fonction des demandes présentées par les provinces et les territoires.
 - Le 17 septembre, la Première Nation Sipekne'katik lance sa propre entreprise de pêche au homard réglementée par les Mi'kmaq et fondée sur les droits qui leur ont été conférés, dans la baie Sainte-Marie, en Nouvelle-Écosse.
 - Le 18 septembre, les chefs de l'opposition et du Bloc Québécois sont déclarés positifs à la COVID-19.
 - Le 18 septembre, le Nouveau-Brunswick se joint à l'Ontario, à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Saskatchewan comme provinces où l'appli Alerte COVID est disponible.
- Du 21 au 27 septembre
 - Le 21 septembre, on annonce la nomination du nouveau président de l'Agence de santé publique du Canada.
 - Le 21 septembre, le sous-ministre adjoint de la Santé et des Services sociaux du Québec déclare la deuxième vague d'infection à la COVID-19 dans la province.
 - Groupe de discussion des Autochtones – Premières Nations, Métis et Inuit – de Winnipeg et de la RCN (22 septembre)
 - Le 23 septembre, le premier ministre déclare que le Canada est officiellement dans la deuxième vague de l'infection à la COVID-19.
 - Le 23 septembre, le gouverneur général du Canada livre le discours du Trône pour ouvrir la deuxième session du 43^e Parlement et présente le programme du gouvernement.
 - Deux groupes de discussion de la population générale de petites villes du Québec et des basses-terres continentales de la C.-B. (24 septembre)
 - Groupe de discussion de la population générale des basses-terres continentales de la C.-B. (24 septembre)
 - Le 25 septembre, le gouvernement de l'Ontario émet une ordonnance pour interdire aux restaurants, bars et autres établissements de vendre de l'alcool après 23 h et ordonne la fermeture des bars de danseuses.

- Le 25 septembre, le gouvernement du Canada annonce une transition, pour les Canadiens admissibles, de la PCU à un programme d'assurance-emploi simplifié, et une série de trois nouvelles prestations de relance en vigueur le 27 septembre.
- Le 25 septembre, le gouvernement du Canada annonce qu'il a conclu une entente avec Astra Zeneca pour la livraison de jusqu'à 20 millions de doses de son vaccin contre la COVID-19. Cette entente s'ajoute à celles déjà conclues avec Sanofi et GlaxoSmithKline, Johnson & Johnson, Novavax, Pfizer et Moderna. Grâce à ces ententes, le gouvernement fédéral obtient six principaux candidats vaccins pour les Canadiens. Dans une autre annonce, le gouvernement déclare que le Canada contribuera 200 millions de dollars au COVAX (COVID-19 Vaccine Global Access Facility).
- Du 28 au 30 septembre
 - [Groupe de discussion des bénéficiaires de la PCU de la GRM \(28 septembre\)](#)
 - Le 28 septembre, le premier ministre de l'Ontario déclare que la province est officiellement dans la deuxième vague d'infection à la COVID-19.
 - [Groupe de discussion des bénéficiaires de la PCU de la RGT \(29 septembre\)](#)
 - Le 29 septembre, on annonce que le bilan de septembre a égalé celui d'avril en termes de cas de COVID-19 en un seul mois au Canada.
 - Au 30 septembre, le Canada enregistre 158 765 cas de COVID-19 et 9 297 décès attribuables au virus.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Tout au long du mois de septembre, un grand nombre de participants ont mentionné des questions liées à la COVID-19, et en particulier la PCU, lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada.

En ce qui concerne la PCU, certains participants étaient au courant de la transition imminente du programme vers l'assurance-emploi et ont décrit dans leurs grandes lignes les nouveaux programmes de prestation qui entreraient en vigueur. Quelques-uns avaient l'impression que ces nouveaux programmes se voulaient plus accessibles aux personnes jusqu'à présent laissées pour compte (p. ex., celles dont les heures de travail avaient diminué ou qui devaient prendre un congé de maladie). La plupart des gens, cependant, n'avaient que vaguement entendu parler de l'échéance de la PCU, qu'ils situaient autour de la première semaine d'octobre sans pouvoir donner d'autres précisions. Quelques-uns ont mentionné les conséquences financières du programme, notant au passage les points de vue tant positifs que négatifs qu'il suscitait, et son impact sur le budget fédéral. La PCU revêtait parfois un intérêt plus marqué pour des raisons personnelles, surtout chez les participants qui avaient perdu leur emploi ou éprouvaient des difficultés financières à cause de la pandémie.

Les participants avaient également à l'esprit des nouvelles sur la COVID-19. Beaucoup avaient entendu parler des mesures prises par le gouvernement du Canada, par exemple :

- La prolongation de la fermeture de la frontière canado-américaine;
- Le financement versé aux écoles pour resserrer les mesures de sécurité, entre autres au moyen d'équipement de protection individuelle (EPI);
- La passation d'accords avec plusieurs compagnies pharmaceutiques pour garantir l'approvisionnement en vaccins contre la COVID-19;
- La diffusion de publicités portant sur la transmission de la COVID-19;
- La promotion de l'application Alerte COVID.

Dans un tout autre registre, il y a eu de brèves allusions au litige sur la pêche au homard des Mi'kmaq et au discours du Trône à titre de sujets d'actualité saillants.

On a ensuite demandé aux participants, de façon plus précise, ce qu'ils avaient entendu au sujet des mesures adoptées par le gouvernement du Canada dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. Peu de gens ont été en mesure de fournir des détails. Ceux-là ont mentionné les efforts pour trouver un vaccin et accroître le dépistage, la prestation pour proches aidants et la prestation de maladie offertes aux personnes touchées par la COVID-19, le maintien de la fermeture des frontières et les nouveaux programmes d'assurance-maladie provinciaux destinés à couvrir un éventail de médicaments.

Dépistage de la COVID-19 dans les collectivités (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Les groupes de résidents de la Grande région de Montréal (GRM) et de la Région du Grand Toronto (RGT) ont été invités à dire ce qu'ils avaient entendu au sujet des capacités et des procédures de dépistage de la COVID-19 dans leur ville. Même si peu de participants s'étaient fait tester, beaucoup avaient eu vent des retards, files d'attente et délais considérables associés tant à la procédure elle-même qu'à la communication des résultats. Certains ont parlé de la hausse de la demande de dépistage et du recrutement de personnel hospitalier dans les centres de dépistage de la COVID-19. Quelques participants ont aussi mentionné que ces services seraient bientôt offerts en pharmacie et que le gouvernement du Canada investissait dans des tests rapides.

Interrogés sur les moyens d'accroître les capacités de dépistage, les participants ont proposé les idées suivantes :

- Ouvrir davantage d'unités de dépistage mobiles et à l'auto;
- Recruter plus d'infirmières pour les centres de dépistage;
- Intensifier les services d'approche et le dépistage dans les groupes à risque, y compris auprès des aînés et d'autres personnes qui sont confinées chez elles, peut-être par l'intermédiaire de centres de diagnostic existants;
- Collaborer avec les entreprises à la mise au point de techniques de dépistage plus simples et plus rapides qui remplaceront l'écouvillonnage;

- Développer des solutions proprement canadiennes.

La COVID-19 dans l'actualité (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)

Dans deux groupes composés de parents, on a demandé aux participants ce qu'ils avaient entendu aux nouvelles à propos de la COVID-19. Ils ont surtout évoqué des reportages sur la COVID-19 dans le contexte de la rentrée scolaire, faisant allusion à divers nouveaux protocoles et à leurs inquiétudes quant à l'avènement d'une deuxième vague. Les parents s'interrogeaient aussi sur l'incidence qu'auraient le port du masque et les fluctuations du nombre de cas actifs de COVID-19 sur la grippe cette année. Certains croyaient que la saison grippale serait peut-être moins virulente qu'à l'habitude.

L'application Alerte COVID (parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)

Dans le groupe de parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, tout le monde ou presque connaissait l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada, et la majorité l'avait téléchargée. D'après ce que les participants en avaient compris, grâce à la technologie Bluetooth, l'application alerte les utilisateurs qui ont passé quinze minutes ou plus à proximité d'une personne ayant reçu un diagnostic positif à la COVID-19.

Les parents qui ne s'étaient pas procuré l'application ont cité deux grandes raisons à cet effet : soit l'application leur paraissait superflue vu le nombre de cas peu élevés dans leur région, soit ils craignaient que leurs données personnelles ne soient surveillées et stockées, notamment leurs données de déplacement.

Situation actuelle entourant la COVID-

19 (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta)

On a demandé aux participants de quelques groupes tenus au début du mois de septembre ce qu'ils ressentaient en pensant à la COVID-19 au Canada actuellement. Leurs réponses ont témoigné d'une vive incertitude mêlée d'appréhension et de stress, surtout liée au caractère mouvant de la situation, car les participants voyaient les cas augmenter dans certaines régions et se stabiliser ou diminuer dans d'autres. Certains étaient d'avis que les Canadiens avaient trop baissé leur garde en ce qui concerne le port du masque et le respect de la distanciation physique. Quelques participants ont fait remarquer que, tout en s'estimant chanceux d'avoir été épargnés par la COVID-19, ils étaient toujours anxieux pour leur sécurité lorsqu'ils fréquentaient des lieux publics. Certains estimaient que la diffusion de messages contradictoires d'une région et d'une province à l'autre sur les protocoles à suivre, par exemple le port du masque, semait la confusion chez le public, tout comme l'absence d'une démarche

d'éducation soutenue soulignant les avantages de cette mesure. D'autres ont dit avoir l'impression que le gouvernement du Canada communiquait ou intervenait moins activement, ce qui leur faisait craindre un manque de coordination et de surveillance d'ensemble.

S'ils considéraient que le Canada avait mieux composé avec la COVID-19 que d'autres pays, beaucoup de participants jugeaient néanmoins qu'en dehors des provinces de l'Atlantique, la propagation du virus n'était pas maîtrisée, à preuve la montée des cas dans maintes régions du pays. Ils s'attendaient par ailleurs à ce que la rentrée scolaire accélère la transmission. Certains participants de l'Atlantique craignaient également que la situation dans leur région ne change rapidement sous l'effet de la transmission interpersonnelle du virus et ont appelé au maintien d'une vigilance individuelle et collective. Cela dit, la plupart des participants trouvaient plus préoccupante la trajectoire du virus dans les grands centres urbains densément peuplés comme Toronto et Vancouver. Quelques-uns ont fait valoir que la situation perdurerait jusqu'à ce qu'un vaccin soit sur le marché et signalé l'importance de gérer les attentes du public et les pressions exercées sur le système de santé du Canada. D'autres ont souligné l'importance pour le gouvernement fédéral de garder le cap sur l'aide aux Canadiens touchés par la pandémie, que ce soit sur le plan financier, psychologique ou autre.

Somme toute, les participants ne savaient pas trop comment évoluerait la situation de la COVID-19, compte tenu de la nature changeante du virus et des nombreuses inconnues qui entraient dans l'équation.

Changements de comportement

(parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario, aînés de villes de taille moyenne du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones, Autochtones de Winnipeg et de la RCN, petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Tout au long du mois de septembre, on a demandé aux participants s'ils avaient modifié leurs comportements récemment et, le cas échéant, de quelle façon. On a posé des questions supplémentaires dans certains sous-groupes, composés d'aînés et de parents par exemple, pour mieux comprendre leur expérience de la pandémie et l'évolution de leurs habitudes et comportements quotidiens.

Beaucoup de participants ont indiqué que la hausse du nombre de cas dans leur province ou leur ville les avait amenés à modifier certains aspects de leur routine. Ils prenaient davantage de précautions,

que ce soit porter le masque, se laver les mains régulièrement, changer de vêtements au retour d'une sortie, réduire la fréquence des courses (surtout avec les enfants), et rester à la maison autant que possible. Étaient tout particulièrement dans ce cas les gens qui se considéraient comme « plus à risque » ou qui s'inquiétaient pour des proches ayant des problèmes de santé sous-jacents. Les participants plus âgés ont dit qu'ils avaient cessé de voir leurs petits-enfants ou limité les visites. Avec la rentrée scolaire, ils ne se sentaient plus en sécurité, ont-ils expliqué, car la bulle sociale de leur famille s'était considérablement élargie. D'autres ont dit surveiller de près le budget et les dépenses du ménage, éliminant les extras en prévision d'un reconfinement et d'une éventuelle baisse de leurs revenus.

À l'inverse, les participants de régions affichant de moins nombreux cas ont signalé les comportements opposés. Ils ont évoqué l'élargissement de leur cercle social, notant qu'ils sortaient plus volontiers maintenant que les commerces et restaurants de leur localité commençaient à rouvrir. Par ailleurs, certains parents ont dit qu'à l'approche de la rentrée, ils avaient commencé à sortir davantage avec leurs enfants (magasinage, visite d'amis) afin de créer une routine plus normale et les acclimater à la nouvelle année scolaire.

Les rares participants qui n'avaient pas modifié leurs comportements ont expliqué que leur mode de vie était resté à peu près le même. Certains avaient travaillé tout au long de la pandémie, sans guère déroger à leurs habitudes si ce n'est celle des aller-retour au bureau. De même, les parents qui faisaient l'enseignement à domicile ont signalé peu de changements dans leur quotidien, puisque la question de la rentrée scolaire et des adaptations requises ne se posait pas.

Expérience des parents

Invités à décrire leur expérience pendant la pandémie, les parents ont donné des réponses variées. L'expérience se révélait épuisante et stressante pour certains, surtout ceux qui travaillaient depuis la maison. Pour d'autres qui étaient de retour au bureau, le défi consistait à trouver une garderie. Tous ont mentionné la difficulté de divertir leurs enfants. Il fallait faire preuve de créativité pour les occuper à bon escient, en gérant leur temps passé devant l'écran et en composant avec les exigences et les pressions du travail. La tâche de dénicher quelqu'un pour les garder n'allait pas de soi non plus. Bon nombre de parents ont souligné les défis associés à leur double rôle de parent et d'enseignant, exigeant à la fois qu'ils supervisent les enfants et les accompagnent dans leur apprentissage en ligne.

Dans le cadre d'un court exercice visant à décrire en quelques mots l'expérience d'être parent durant la pandémie, les participants ont eu recours à une palette de termes positifs, négatifs et neutres :

DESCRIPTIONS POSITIVES	DESCRIPTIONS NEUTRES	DESCRIPTIONS NÉGATIVES
<ul style="list-style-type: none"> • Libérateur • Amusant • Liens • Présent • Enrichissant 	<ul style="list-style-type: none"> • Créatif • Adaptation • Patient • Organisé • Programmé 	<ul style="list-style-type: none"> • Strict • Épuisant • Stressant • Prenant • Exigeant

<ul style="list-style-type: none"> • Fier 	<ul style="list-style-type: none"> • Altruiste 	<ul style="list-style-type: none"> • Solitaire • Difficile • Complicé • Multitâche • Isolement • Constant
--	---	---

Malgré le stress et les contraintes qu'ils confiaient avoir vécus pendant la pandémie, beaucoup de parents ont cité des points positifs dans l'évolution de leur relation avec leur enfant. Certains ont évoqué un rapprochement et un approfondissement de leurs liens. La situation d'isolement forcé semble avoir resserré les liens parent-enfant à plusieurs égards, amenant les enfants à se montrer plus reconnaissants des efforts de leurs parents, et ces derniers, à se montrer plus patients.

De l'avis de certains parents toutefois, l'isolement prolongé avait contribué à ce que leurs enfants deviennent plus réservés, anxieux et se cramponnent à eux. Ces parents s'inquiétaient de la transition vers l'école et des effets psychologiques à long terme de la situation. Quelques-uns ont noté que la COVID-19 avait modifié les habitudes de sommeil de leurs enfants, qui se couchaient désormais beaucoup plus tard, ajoutant à l'épuisement des parents. Pour ceux qui travaillaient, en particulier, le déficit de sommeil faisait en sorte qu'ils entamaient la journée fatigués ou avec moins d'entrain. La santé de leurs enfants était un autre motif de préoccupation, surtout pour les parents qui avaient repris leur poste et entraient en contact avec de plus nombreux collègues dont certains, semble-t-il, suivaient moins scrupuleusement les précautions recommandées, tel le port du masque.

D'après les participantes qui attendaient un enfant au moment de la tenue du groupe de discussion, l'expérience d'être enceinte pendant la pandémie comportait des différences importantes, résumées ci-dessous :

- La difficulté pour le conjoint de participer à l'expérience (p. ex., d'être présent aux rendez-vous médicaux, aux examens d'échographie, à l'accouchement);
- Les précautions supplémentaires à prendre : limiter les interactions tant chez soi et qu'à l'extérieur et adopter des pratiques de désinfection assidues (p. ex., douches, lavage des mains, nettoyage des produits achetés à l'épicerie, etc.);
- L'impossibilité de tenir les fêtes habituelles (p. ex., réceptions-cadeaux pour bébé). Pour certaines participantes, l'ampleur du confinement était manifestement difficile à vivre.

Tout en décrivant la joie, l'émerveillement et le bonheur qu'elles ressentaient, les futures mères ont aussi reconnu que la pandémie ajoutait à l'expérience une part d'inquiétude, de peur, de douleur et de tristesse. Elles ont parlé de cette période en des termes chargés d'émotion, comme d'une période révélatrice, difficile et chaotique qui exigeait patience et adaptabilité.

Parmi les participantes qui avaient l'intention d'avoir un bébé dans un avenir rapproché, la plupart ont affirmé que la pandémie ne leur avait pas fait renoncer à leur projet. Même si certaines ont exprimé quelques appréhensions face aux risques d'exposition à la COVID-19 lors de l'accouchement à

l'hôpital, elles ont également dit que la planification d'une naissance avait été une source de joie précieuse durant cette période sombre.

Expérience des aînés

Les aînés avaient des opinions divergentes quant au fait d'être qualifiés de population « vulnérable » parce qu'ils avaient plus de 55 ans. Dans la majorité des cas, ils ne souhaitaient pas un traitement à part; il leur semblait que l'aide et l'attention devaient porter sur tous les Canadiens ayant des antécédents médicaux, y compris les personnes âgées. Certains ne se sentaient pas spécialement exposés, par rapport à d'autres groupes, d'autant plus qu'ils suivaient de près les consignes de santé et de sécurité prescrites. Quelques-uns ont également indiqué qu'ils avaient monté d'un cran leurs précautions au cours des dernières semaines en s'abstenant de fréquenter des lieux publics ou de rendre visite à des membres de leur famille, même s'ils trouvaient l'absence de contact physique avec leurs proches difficile à supporter.

À la question de savoir comment ils décriraient leur expérience de la pandémie à quelqu'un dans la vingtaine, certains participants ont répondu qu'ils recommanderaient aux jeunes de faire plus attention, car ils couraient autant de risques que les autres. Ils ont également fait remarquer que l'expérience semblait tirée tout droit d'un roman de science-fiction, de par le côté irréel et un peu apocalyptique de la situation actuelle.

Incidence sur le budget et les dépenses des ménages

Tous les participants ou presque s'entendaient pour dire que leurs habitudes de dépense avaient changé depuis le déclenchement de la pandémie, mais l'ampleur et la direction de ces changements variaient beaucoup. Parmi ceux qui déclaraient une baisse des dépenses, certains ont expliqué avoir porté un regard plus attentif sur leurs finances personnelles et pris le parti de limiter les frais superflus. D'autres se sentaient contraints, tant qu'ils touchaient la PCU ou un salaire réduit, de faire une croix sur les achats non essentiels afin d'avoir des fonds suffisants pour leurs dépenses fixes. Quelques-uns ont fait remarquer que le recul de leurs dépenses résultait plutôt d'un changement de mode de vie; ainsi, ils évitaient les restaurants par souci pour leur santé ou ne prenaient plus la voiture pour aller au travail, ce qui entraînait des économies d'essence. À l'inverse, d'autres participants avaient constaté une augmentation de leurs dépenses mensuelles, surtout attribuable au coût plus élevé des aliments et d'autres articles ménagers essentiels dont les difficultés d'approvisionnement avaient fait bondir le prix. L'accroissement des dépenses reflétait aussi le fait que beaucoup de gens optaient pour un forfait Internet résidentiel supérieur afin de répondre aux besoins des différents membres de la famille convertis au télétravail ou aux télé-études. Plusieurs participants ont d'ailleurs signalé une hausse concomitante de leur facture d'électricité. Quelques personnes ont aussi noté qu'à cause de la COVID-19 les épiceries n'acceptaient plus les coupons, ce qui les obligeait à payer leurs articles au plein prix.

Points de vue sur une deuxième vague

De l'avis général, les signes d'une deuxième vague étaient clairs. Selon la région où ils se trouvaient, la plupart des participants avaient l'impression d'assister à ses prémices ou à sa montée en puissance. Les autres croyaient qu'elle était imminente et que le nombre de cas augmenterait de façon marquée après le congé de l'Action de grâce. Quelques participants ont mentionné avoir eu des interactions avec des gens qui niaient l'existence de la COVID-19 ou associaient la progression du nombre de cas à un effort accru de dépistage plutôt qu'à une hausse du taux de positivité, mais ce point de vue était très minoritaire.

Les participants attribuaient la deuxième vague à une série de facteurs, surtout comportementaux :

- Une application laxiste des consignes d'éloignement physique et de port du masque;
- Une fatigue générale liée à la persistance de la pandémie;
- L'isolement, le sentiment d'être bloqué chez soi, l'envie sans cesse frustrée de voir sa famille et ses amis.

D'autres pensaient que la rentrée scolaire ainsi que l'ouverture des garderies, des restaurants et des bars étaient également au nombre des facteurs déclencheurs d'une deuxième vague de COVID-19. De nombreux participants estimaient que les cas n'avaient pas encore atteint leur sommet. Ils craignaient que la situation n'empire durant l'hiver et se demandaient si la grippe saisonnière y contribuerait également. Certains participants s'attendaient à ce que la deuxième vague sévisse davantage, citant des reportages qui parlaient d'éclosions dans des communautés même reculées. D'autres ont mentionné les indices d'une transmission communautaire croissante, moins bien contenue qu'au printemps d'après ce qu'ils en savaient. Enfin, certains participants redoutaient une hausse des cas avec la rentrée, les enfants risquant de devenir des vecteurs de la COVID-19 dans leur famille et leur communauté, plus particulièrement à l'approche des congés et des réunions familiales. Au contraire, d'autres croyaient que l'arrivée de l'hiver pousserait les gens à rentrer chez eux, réduisant ainsi les interactions sociales et freinant la propagation.

Les participants avaient des avis partagés quant à l'état de préparation du Canada face à une deuxième vague de COVID-19. Certains estimaient qu'après avoir traversé la phase initiale de la pandémie, les gouvernements et les organismes savaient à quoi s'attendre et avaient constitué des stocks supplémentaires d'équipement de protection individuelle (EPI). Dans la même veine, ils jugeaient que le public, désormais bien renseigné sur les mesures de prévention requises, serait également muni de masques, de désinfectant pour les mains, etc., et capable de s'adapter rapidement. D'autres voyaient les choses d'un tout autre œil et craignaient que les Canadiens s'adaptent plus difficilement à une deuxième vague. Selon eux, il était possible que les gens aient moins peur du virus, voire se croient immunisés, et qu'ils prennent la situation moins au sérieux. Quoi qu'il en soit, plusieurs participants ont noté qu'une deuxième vague serait source de stress supplémentaire et entraînerait des problèmes de santé mentale, surtout dans le cas d'un nouvel ordre de rester à domicile, susceptible d'exacerber les troubles saisonniers associés aux mois d'hiver.

Tout en étant partagés sur l'efficacité des confinements généralisés, les participants considéraient le retour de certaines restrictions comme probable. La plupart approuvaient les restrictions en matière de

voyage à l'étranger et la fermeture des frontières, et certains ont même suggéré de limiter les déplacements interprovinciaux. D'autres s'attendaient à ce que les restaurants et les bars soient de nouveau fermés. D'autres encore pensaient qu'il serait utile d'adopter des mesures exigeant de renvoyer à la maison les employés ou les élèves présentant des symptômes de la COVID-19, et non simplement une fièvre et un essoufflement. Certains participants souhaitaient que les gouvernements provinciaux prennent des mesures plus musclées : l'imposition d'amendes aux particuliers et aux entreprises qui dérogeaient aux consignes sur le port du masque et l'éloignement physique, une application plus uniforme des règles à l'échelle provinciale et interprovinciale, et la mise en place de deux semaines de quarantaine obligatoire. D'autres ont plutôt fait valoir la possibilité d'appliquer ce genre de mesures « avec une précision chirurgicale », dans des « zones chaudes » ou en réponse à des événements précis perçus comme contribuant à la transmission. Ces participants, tout en reconnaissant les nombreuses inconnues et les décisions difficiles qui attendent les gouvernements provinciaux, s'inquiétaient que les ouvertures et fermetures successives des entreprises aient des conséquences désastreuses sur les particuliers et sur l'économie du Canada.

Impacts de la COVID-19

Pour ce qui est de l'avenir, la plupart des participants étaient préoccupés par les répercussions possibles de la COVID-19 sur le plan personnel, familial et économique. Au nombre des sujets d'inquiétude cités le plus souvent figuraient les effets de la pandémie sur les entreprises, surtout les petits commerces locaux, leur propre sécurité d'emploi, le taux de chômage et la santé de l'économie en général. Certains ont confié que perdre leur travail en ce moment les mettrait en difficulté financière et que les chances de retrouver un poste rapidement leur paraissaient faibles. Les participants ont aussi évoqué l'impact de la COVID-19 sur leur qualité de vie, leurs habitudes quotidiennes et la santé de leur famille et de leurs amis. Certains se faisaient du souci pour leurs parents, dans l'optique de la santé mais aussi du maintien des contacts.

Plusieurs ont spontanément parlé des impacts de la pandémie sur la santé mentale. Lorsqu'on a demandé aux participants à quel point ils s'inquiétaient de tels impacts dans leur entourage et leur communauté, ils ont mentionné les effets amplificateurs de la COVID-19, d'autant plus forts à l'aube de la deuxième vague. Certains ont décrit leurs craintes constantes à l'égard de membres de la famille qui étaient des travailleurs essentiels ou dont l'emploi les exposait à des risques accrus d'exposition au virus. D'autres ont parlé de la détresse psychologique que provoquaient la perte de leurs repères et l'absence d'activités sociales et spirituelles dans leur vie. Quelques-uns s'inquiétaient que le stress vécu au sein de la famille ait des conséquences néfastes, notamment sur les plus jeunes qui ne mesuraient pas forcément la gravité de la situation. D'autres encore ont relaté des histoires vécues illustrant les effets dévastateurs de l'isolement et des pertes d'emplois, lesquels contribuaient selon eux à une hausse de la toxicomanie, de la dépression et, dans certains cas, des comportements suicidaires.

Soutiens financiers (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille

moyenne de l'Ontario, bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

On a mené une discussion approfondie dans plusieurs groupes afin de jauger les connaissances et les opinions des participants sur des aspects précis des prestations de relance et des aides financières annoncées par le gouvernement du Canada à la fin du mois d'août 2020.

Les renseignements suivants ont servi de point de départ à la discussion¹ :

(Parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario) Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre semaines supplémentaires. En date du 27 septembre 2020 :

Les nouveaux demandeurs d'assurance-emploi toucheront un taux de prestation minimum de 400 \$ par semaine. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi – puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

(Bénéficiaires de la PCU de la GRM et bénéficiaires de la PCU de la RGT) Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre semaines supplémentaires et s'est terminée la fin de semaine dernière.

Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé jeudi dernier qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi – puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

(Tous les groupes) Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

*La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique verserait** un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi –*

¹ L'information présentée dans les groupes tenus au début du mois (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario) a été mise à jour pour les groupes tenus à la fin du mois (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT).

principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.).

*La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).*

*La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.*

Les prestataires de la PCU (dans les groupes de la GRM et de la RGT tenus à la fin du mois) savaient généralement que la PCU et l'assurance-emploi étaient en voie d'être modifiées. Ils étaient curieux des détails et certains avaient essayé, sans succès, de se renseigner sur les nouvelles modalités de l'assurance-emploi en consultant le site Web du gouvernement du Canada.

Dans l'ensemble, les participants de tous les groupes ont eu des réactions favorables lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de cette approche. Elle leur paraissait avantageuse pour un plus large éventail de gens, dont certains n'étaient peut-être pas admissibles à la PCU. La plupart aimaient qu'elle se décline en plusieurs options – sous la forme de trois prestations – et en particulier qu'elle couvre les travailleurs autonomes, les proches aidants et les personnes devant prendre un congé de maladie. Le montant des prestations leur paraissait également raisonnable et clairement établi, ce qu'ils ont applaudi. Même les participants qui doutaient du caractère adéquat des prestations ont convenu qu'elles valaient mieux que rien et aideraient les particuliers et les familles à tenir le coup. Comme l'ont aussi noté certains, le montant était à peu près équivalent à celui de la PCU, ce qui signifiait que les intéressés ne verraient pas de baisse marquée dans les montants perçus. La question du montant préoccupait toutefois davantage les participants qui touchaient la PCU. Selon eux, certains peineraient quand même à boucler leurs fins de mois, notamment les personnes handicapées ou n'ayant pas de couverture pour les médicaments d'ordonnance. Quelques-uns de ces participants pensaient également que la PCU aurait dû être maintenue un mois supplémentaire.

L'importance des dépenses publiques était un motif d'inquiétude pour certains, mais dans l'ensemble les participants estimaient qu'avec le redémarrage de l'économie, le fardeau financier du gouvernement du Canada s'allégerait et que moins de gens auraient besoin de ces soutiens.

Les participants ont soulevé plusieurs questions ou préoccupations précises en lien avec l'information fournie sur les prestations de relance. Elles portaient sur les points suivants :

- Le nombre d'heures exigées : Ce nombre paraissait à certains insuffisant, car susceptible de créer une contre-incitation au travail, et trop élevé à d'autres, surtout ceux qui étaient sans emploi depuis le début de la pandémie, sinon avant. Les participants ne savaient pas exactement quelle était la période de référence pour accumuler les heures « assurables » (p. ex., les heures de travail

effectuées avant mars 2020 ou seulement après cette date). Ils avaient l'impression que certains pourraient difficilement atteindre les 120 heures nécessaires s'ils étaient privés de travail depuis le début de la pandémie.

- Le délai de carence : Certains participants ont demandé si une période d'attente s'appliquait, comme pour l'assurance-emploi et à quel moment il fallait présenter une demande.
- Les critères d'admissibilité : Les participants se demandaient si la prestation pour proches aidants s'appliquerait aux prestataires de services de garde à domicile et quelle était la durée des prestations.
- Les répercussions fiscales : Certains voulaient connaître le pourcentage des prestations perçues qu'il faudrait peut-être rembourser.

On a ensuite demandé aux participants des groupes tenus en Saskatchewan et en Ontario d'indiquer, parmi les trois choix ci-dessous, l'élément le plus important à considérer lors de la transition de la PCU à l'assurance-emploi.

S'assurer qu'il n'y a pas de délai d'attente entre les versements effectués à la fin de la PCU et au début du nouveau système.

S'assurer que toute personne qui reçoit la PCU sera également admissible à l'assurance-emploi ou aux nouvelles prestations.

Tenter de réduire le montant versé et le nombre de personnes qui y sont admissibles afin de réduire le déficit.

La plupart des participants jugeaient prioritaire de faire en sorte que la transition n'entraîne aucun délai entre le dernier versement de la PCU et le premier paiement issu du nouveau système. De l'avis général, les gens qui comptaient sur la PCU avaient besoin d'un soutien financier fiable et ininterrompu, en particulier ceux qui avaient des économies insuffisantes, des enfants à leur charge et des frais urgents à régler (p. ex., loyer, factures de services publics). Le fait que de nombreuses familles n'aient pas grand coussin de sécurité a été cité comme un problème bien réel.

Une petite minorité de participants privilégiaient fortement les autres éléments – soit veiller à ce que les demandeurs admissibles à la PCU aient également accès à l'assurance-emploi ou aux nouvelles prestations, soit tâcher de réduire les montants versés et le déficit. Ceux qui défendaient le premier voulaient surtout éviter un recours abusif au système (c'est-à-dire que des gens empochent des prestations sans y avoir droit ou tout en travaillant au noir). Ceux qui mettaient l'accent sur la réduction du déficit pensaient tout simplement que la priorité du gouvernement devait être de ramener les gens au travail et qu'un rebond économique était à la fois probable et imminent.

On a demandé à tous les participants combien de temps devraient se poursuivre les prestations offertes aux Canadiens qui ne peuvent pas travailler à cause de la COVID-19. Les réponses ont beaucoup varié, témoignant d'une grande incertitude face à l'avenir et à l'évolution de la situation actuelle. Quelques participants ont suggéré une durée illimitée (« aussi longtemps que nécessaire ») alors que d'autres ont associé la fin des prestations à la disponibilité d'un vaccin ou à la levée de la distanciation physique et des mesures de confinement. Quelques-uns ont également recommandé de

réévaluer ces programmes à intervalles réguliers afin d'inciter les gens à reprendre le travail à mesure que les secteurs d'activité se remettent en marche.

Lorsqu'on a expliqué aux participants que le régime d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance seraient en place pendant un an et donneraient droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (sauf la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique), ce délai leur a généralement paru raisonnable et susceptible de procurer un sentiment de stabilité aux gens. Cependant, de nombreux participants hésitaient franchement à se prononcer et ont laissé entendre qu'il faudrait revoir ce délai en fonction de la conjoncture (p. ex., l'accès à un vaccin, la modification des décrets gouvernementaux visant l'auto-isolement, la fermeture des écoles et des garderies, etc.). Ils estimaient également important de modifier les approches selon le secteur d'activité ou l'industrie, certains pans de l'économie ayant davantage souffert que d'autres. Dans l'ensemble, les participants en sont arrivés à la conclusion que la fluidité de la situation rendait difficile la détermination d'un délai approprié pour le maintien des prestations. Ils se sentaient tout simplement incapables de prédire avec la moindre certitude à quelle rapidité l'économie se relèverait et à quoi pourrait ressembler la situation au printemps 2021. D'après l'opinion générale, cependant, une fois que le gouvernement provincial aurait assoupli les restrictions et que l'économie aurait redémarré, le gouvernement fédéral devrait envisager d'éliminer ces programmes, notamment pour éviter le risque qu'une durée préétablie, sans lien avec les indicateurs économiques, entraîne des abus à court terme.

Les participants de la GRM et de la RGT qui touchaient la PCU ont été invités à dire si le passage à l'assurance-emploi les inquiétait. La plupart ont répondu par la négative, tout en se reconnaissant peu informés sur la marche à suivre et certains détails (p. ex., le montant qui leur serait versé). D'autres ont fait remarquer que la transition paraissait bien se dérouler, mais quelques-uns ont signalé qu'ils trouvaient difficilement réponse à leurs questions, tardaient à recevoir les formulaires et s'inquiétaient des répercussions fiscales pour les bénéficiaires. Certains participants ont mentionné avoir obtenu des renseignements complémentaires et des éclaircissements à ce sujet lors de discussions de groupes avec leurs collègues.

À la question de savoir si cette approche laissait qui que ce soit de côté, les participants de la RGT et de la GRM ont fait valoir que les aînés avaient peut-être besoin d'un surcroît d'aide financière. D'après eux, ce groupe avait vraisemblablement connu une hausse du coût de la vie, surtout attribuable aux services de livraison auxquels ils devaient faire appel maintenant que leurs sorties étaient restreintes. Tout le monde s'attendait à ce que la précarité s'accroisse pendant l'hiver.

À quelques exceptions près, les participants de ces deux groupes avaient généralement conscience de la nature imposable des prestations. Plusieurs étaient un tant soit peu inquiets à la perspective que certains particuliers accumulent des dettes fiscales importantes, et jugeaient souhaitable de déduire les impôts à la source. Même ceux qui se montraient moins préoccupés par l'incidence fiscale des prestations ont souligné la difficulté de mettre des sous de côté et l'incertitude quant aux montants d'impôt qu'ils auraient à payer au printemps.

Économie (grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)

On a demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de ce que faisait le gouvernement du Canada pour contribuer à la reprise économique. Dans deux des quatre groupes, celui des aînés de l'Alberta et celui des parents de l'Ontario, les participants avaient entendu peu de choses. En revanche, ceux du Canada atlantique et ceux du groupe francophone étaient au courant de l'aide fédérale apportée par le truchement de la PCU, de l'aide financière destinée aux étudiants et à d'autres groupes ainsi que des subventions salariales versées aux entreprises dans le but de stimuler l'activité économique.

Les participants devaient ensuite lire quatre phrases décrivant ce que pourraient être les objectifs de la reprise économique du Canada et indiquer celle qui correspondait le mieux à l'approche qu'ils privilégiaient :

Nous avons besoin d'un nouveau pacte vert.

Nous avons besoin d'une relance verte.

Nous avons besoin d'un pays plus résilient.

Nous devons reconstruire en mieux.

Le dernier choix, « Nous devons reconstruire en mieux », a rallié le plus de voix dans tous les groupes. Les participants y voyaient un énoncé englobant, rassembleur, qui appelait au renforcement et au rétablissement de l'économie en vue de l'améliorer (p. ex. en consolidant les chaînes d'approvisionnement nationales et locales de manière à ce qu'elles soient plus fiables). De l'avis général, la pandémie de COVID-19 avait mis en relief des éléments à la fois importants pour l'économie canadienne et peut-être sous-évalués par les Canadiens (p. ex., les soins de santé, les produits alimentaires et les fournitures de base), et par la même occasion les possibilités de renforcement ou de reconstruction dans ces domaines. Certains estimaient que la pandémie était un révélateur de ce qui ne fonctionnait pas bien et des changements à apporter à l'économie et dans la vie des Canadiens. L'idée d'accéder, à l'issue de la pandémie, à une situation avantageuse portée par une économie revitalisée et améliorée, résonnait chez de nombreux participants. D'autres ont précisé qu'ils aimeraient greffer à l'idée de reconstruire en mieux les concepts d'une économie verte et résiliente. Toutefois, la formulation actuelle de l'énoncé plaisait justement à certains parce qu'elle recouvrait ces concepts, et l'ajout d'éléments aurait pour effet, selon eux, de limiter son public cible. En parallèle, quelques participants ont fait remarquer que ce slogan était déjà utilisé dans le contexte de la campagne électorale américaine ainsi qu'au Royaume-Uni.

Le troisième énoncé de la liste, « Nous avons besoin d'un pays plus résilient », a pour sa part recueilli un soutien modeste. De nombreux participants ont réagi favorablement à l'idée d'une économie plus résiliente, c'est-à-dire à leur sens plus autonome, capable de s'adapter rapidement aux chocs et aux changements imprévus, y compris une autre pandémie. Beaucoup ont comparé cet énoncé au précédent. Il leur semblait que la résilience connotait un élan vers l'avant, tandis que « reconstruire en mieux » impliquait de revenir à un état antérieur, quoiqu'amélioré. Ces participants aimaient l'idée de changement véhiculée par le terme « résilience ».

Quelques participants approuvaient l'idée d'une relance verte, estimant le moment venu d'investir dans les technologies écologiques. Dans certains cas, ce choix cadrait avec leurs valeurs fondamentales en matière de protection et de durabilité de l'environnement. La suggestion d'un nouveau pacte vert a suscité davantage de critiques, même si beaucoup appréciaient et soutenaient l'axe environnemental et en particulier la lutte contre les changements climatiques. Les principaux reproches faits au « nouveau pacte vert » étaient les suivants :

- L'expression suggérait un nouveau départ et la fermeture possible de certaines industries (p. ex., le secteur pétrolier et gazier).
- Elle avait l'air de cibler plus particulièrement l'économie de l'Alberta, déjà en difficulté.
- Elle était plus familière aux Américains et mieux comprise dans le contexte des initiatives proposées par l'aile progressiste du parti démocrate. Certains lui reprochaient aussi d'amalgamer deux idées bien distinctes (cf., le vert pour l'environnement, et le nouveau pacte [en anglais, new deal] pour les mesures adoptées lors de la Grande Dépression afin de redynamiser l'économie américaine).
- L'idée même était très générale et assez mal définie. Certains participants ont cru que le terme « vert » faisait référence au Parti vert.

Écoles (parents de grandes villes de la Saskatchewan, parents de villes de taille moyenne de l'Ontario)

Connaissance des plans de rentrée scolaire

Les participants étaient bien renseignés sur les plans de rentrée scolaire et les initiatives connexes de leur province respective. Les parents de la Saskatchewan connaissaient le Plan de la Saskatchewan pour des écoles sécuritaires et savaient qu'il avait été réactualisé de façon à tenir compte de l'évolution de la situation et à fournir de plus amples détails au public. De même, les participants de l'Ontario savaient que leur plan provincial était consultable en ligne et que les parents pouvaient, en s'inscrivant par courriel, recevoir les mises à jour et rester au courant des nouvelles annonces.

Les parents des deux groupes ont parlé du report de la rentrée, de la réouverture progressive des écoles et de l'adoption d'une série de mesures de distanciation et d'hygiène. La restriction du nombre

de passagers dans les autobus scolaires, l'annulation d'activités de groupes, par exemple l'usage partagé des vestiaires, des gymnases et des bibliothèques et la création de bulles-classes ont été citées parmi les mesures de distanciation mises en place. Les protocoles relatifs au port du masque et l'ajout de stations de désinfection ont fait partie des pratiques sanitaires mentionnées.

Les parents du groupe de l'Ontario trouvaient néanmoins perturbant que les plans varient d'un conseil scolaire à l'autre et s'irritaient du caractère fragmentaire des informations transmises aux parents. Les plans pour les élèves du secondaire étaient un autre motif d'inquiétude, en particulier la nouvelle alternance entre présence en classe et apprentissage en ligne prévue à l'horaire.

Intentions, difficultés et inquiétudes des parents

Après avoir présenté aux participants quelques indications sur les plans de rentrée scolaire de leur province, on leur a demandé s'ils avaient l'intention d'envoyer leurs enfants à l'école en personne.

(Parents de grandes villes de la Saskatchewan) Le gouvernement de la Saskatchewan a présenté son plan pour la sécurité à l'école (Safe School Plan) afin que les élèves et le personnel puissent reprendre l'enseignement en présentiel. Le plan comprend des éléments tels que des mesures d'auto-évaluation, l'attribution de sièges dans les autobus scolaires, des protocoles pour assurer que les élèves peuvent accéder et se déplacer en toute sécurité dans les installations scolaires, des mesures sanitaires accrues, des mesures pour réduire le risque de transmission en classe, du soutien pour les élèves ayant des besoins intensifs ou étant immunovulnérables, des mesures pour réduire les contacts physiques et un ensemble de quatre scénarios qui peuvent être mis en œuvre selon l'avis du médecin-hygiéniste en chef.

(Parents de villes de taille moyenne de l'Ontario) Le gouvernement de l'Ontario a déclaré que les écoles primaires seront équipées pour rouvrir avec des normes de santé et de sécurité accrues, et que les élèves fréquenteront l'école 5 jours par semaine. La plupart des écoles secondaires offriront une combinaison de journées d'enseignement en classe et à distance, avec un minimum de 50 % des jours de classe en présentiel. La fréquentation scolaire en personne sera facultative pour l'année scolaire 2020-2021 afin que les parents puissent prendre des décisions qui conviennent à leurs enfants et à leur famille. Les conseils scolaires offriront un enseignement à distance à tous les élèves qui choisiront cette option.

La majorité des parents étaient prêts à envoyer leurs enfants à l'école en personne, quoique pour des raisons différentes. Certains parents n'avaient pas d'autre choix, puisque leur conseil scolaire n'offrait pas de formule d'apprentissage en ligne. D'autres ont plutôt évoqué les besoins de leurs enfants et le choix du milieu d'apprentissage optimal (ils estimaient, par exemple, que l'apprentissage virtuel réussissait moins bien à leur enfant, que la présence en classe était importante pour sa santé mentale et les relations avec ses camarades, ou que le risque pour sa santé était minime puisqu'il participait déjà à des sports d'équipe). Certains participants ont mentionné l'importance du retour des enfants à l'école pour des parents comme eux qui avaient un emploi, et pour toute la famille, afin qu'ils puissent travailler à la maison plus librement ou retourner au bureau. De l'avis de plusieurs, le confinement

familial ne pouvait pas durer éternellement et la reprise des activités habituelles, assortie des précautions voulues, serait salubre pour tout le monde. Une difficulté soulevée, qui inciterait certains parents à reprendre l'enseignement à domicile, avait trait aux contraintes de l'expérience scolaire, notamment pour les classes de maternelle ou d'immersion française. Étant donné les restrictions supplémentaires en vigueur dans le milieu scolaire, ces parents estimaient que l'expérience ne justifiait peut-être pas de courir un risque accru.

Les parents n'étaient pas pour autant à l'aise à l'idée de la rentrée en personne. Beaucoup se faisaient du souci : envoyer leurs enfants à l'école exigeait de compter sur les autres parents pour prendre les précautions adéquates et passer des tests de dépistage en temps utile; s'ajoutait à cela le fait que les enfants, « étant des enfants », ne respecteraient pas à la lettre les consignes sanitaires et que, malgré les bonnes intentions des écoles, elles n'arriveraient pas à appliquer les pratiques d'éloignement de façon adéquate. Les parents s'inquiétaient également de la décision prise par certains établissements de fusionner des cohortes pour rééquilibrer le nombre plus élevé d'élèves en ligne et le nombre d'élèves en classe, augmentant ainsi la taille des classes et les risques d'exposition des enfants.

Selon certains, la décision d'envoyer leurs enfants à l'école en période de pandémie était l'une des plus difficiles qu'ils aient eu à prendre en tant que parents. Il leur semblait que quoi qu'ils fassent, ils se sentiraient coupables, par exemple si leur enfant contractait le virus à l'école ou s'il était privé d'interactions sociales en restant à la maison. Les parents ne voulaient certes pas mettre leurs enfants en danger, mais ils redoutaient tout autant les effets d'un isolement prolongé. Certains avaient remarqué des changements de comportement chez leur enfant, par exemple un niveau élevé d'anxiété à la vue de gens qui ne suivaient pas les directives de sécurité. Ils craignaient que la rentrée n'aggrave cette anxiété. Ils s'inquiétaient également du risque accru que leur enfant attrape la COVID-19 et des effets possibles du virus à long terme. Enfin, la probabilité que des enfants asymptomatiques propagent l'infection dans leur communauté, et les conséquences possibles pour d'autres membres de la famille comme les grands-parents étaient un autre sujet de préoccupation. La santé des grands-parents a d'ailleurs fréquemment été soulevée à titre de problème important associé à la rentrée scolaire.

Sécurité des écoles

On a demandé aux participants ce qu'il fallait faire, selon eux, pour rendre les écoles plus sécuritaires. Ils ont d'abord soulevé les questions de la taille des classes, du recrutement de personnel enseignant supplémentaire et de l'espacement des élèves. Selon le consensus, la réduction de la taille des classes, même en ligne, était la solution la plus utile pour à la fois rehausser l'expérience d'apprentissage et améliorer la sécurité. Une foule d'autres idées ont aussi été examinées, par exemple les « journées décalées », la réquisition de locaux vides dans d'autres écoles, l'aménagement de salles de classe dans le gymnase et les possibilités d'enseignement à l'extérieur. Les parents étaient conscients du double défi consistant à accroître le nombre d'enseignants et à trouver des espaces supplémentaires pour tenir de plus petites classes.

Certains ont également suggéré d'embaucher plus de personnel d'entretien, de rendre obligatoire le port du masque toute la journée, et de remplacer l'auto-évaluation par la prise de température à l'école à l'aide d'un thermomètre sans contact.

Lorsqu'on leur a posé la question, la plupart des parents ont confirmé avoir entendu quelque chose sur le financement annoncé par le gouvernement du Canada en vue d'assurer une rentrée sécuritaire, mais peu en connaissent les détails si ce n'est que chaque province recevrait sa part. Ils avaient cependant l'impression qu'une fois l'enveloppe de 2 milliards de dollars répartie entre les provinces, les montants reçus ne suffiraient pas réellement à changer les choses. Cela dit, tout le monde s'entendait sur le fait qu'un apport de fonds valait mieux que de ne rien faire et que ces fonds aideraient les conseils scolaires à couvrir leurs coûts de nettoyage et les fournitures telles que les masques.

À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre dans ce domaine, les participants ont eu peu de choses à ajouter. Ils ont suggéré d'assurer un dépistage rapide, d'encourager l'enseignement à domicile et peut-être de plafonner la taille des classes. Certains ont également souligné l'importance de communiquer avec les parents et de les consulter sur les mesures envisageables, surtout en début d'année scolaire.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Évaluation de concepts sur la grippe saisonnière (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta, parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)

Dans cinq groupes tenus du 9 au 15 septembre, on a présenté aux participants une série d'images de bannières que le gouvernement du Canada est en train de développer pour une éventuelle campagne publicitaire sur la vaccination saisonnière. Les participants de chaque groupe devaient évaluer deux concepts de bannière publicitaire :

- Concept numéro 1 – « Cette année »
- Concept numéro 2 – « Planifiez »

Les concepts ont été montrés en alternance aux groupes dans des ordres différents, pour réduire le biais global relatif à l'ordre. Il importe de souligner que chaque concept se déclinait en versions légèrement différentes (p. ex. texte et images différents) en fonction du public cible – les familles, les parents, y compris ceux qui attendent un enfant, les jeunes et les aînés. À titre d'exemple, dans les groupes composés d'aînés, les participants ont vu la version conçue pour les aînés de chaque concept (c.-à-d. que les images présentées mettaient en scène des personnes âgées). Il en a été de même pour les parents. Dans le groupe du Canada atlantique, composé d'un échantillon représentatif de la population générale selon l'âge et le sexe, les participants se sont concentrés surtout sur la « version à l'intention des jeunes », mais on leur a aussi présenté brièvement la version de chaque concept qui met en scène des parents, avant d'en discuter. Chacun de ces concepts est intégré ci-dessous et se trouve également en annexe.

Vue d'ensemble

Aucun consensus n'a été dégagé au sein des cinq groupes quant à savoir lequel des deux concepts leur plaisait le plus ou semblait le plus efficace, compte tenu de l'écho qu'il trouvait en eux et de sa capacité à les motiver. Les participants du Canada atlantique, qui devaient évaluer les versions des concepts mettant en scène des jeunes et des parents, se sont ralliés plus manifestement au concept numéro 2 – « Planifiez », qu'ils estimaient plus efficace pour inciter les Canadiens, y compris eux-mêmes, à se faire vacciner contre la grippe. Ils trouvaient le ton plus amical et motivant et les images plus animées et intéressantes que les éléments du concept numéro 1 – « Cette année ». Les résultats ont été plus partagés dans les autres groupes, même si les participants accordaient de peu la préférence au concept numéro 1, en raison surtout de la phrase contenue dans la deuxième image – *Protéger les autres est plus important que jamais* – à laquelle tous les participants adhéraient fortement.

De l'avis général, le message des deux concepts était clair et concis – se faire vacciner contre la grippe. Toutefois, les commentaires des participants laissaient entendre que l'efficacité respective de chaque concept pour les motiver à se faire vacciner variait d'un groupe à l'autre et au sein de chaque groupe. De façon générale, le ton du concept numéro 1 était considéré comme plus affirmatif et coercitif et il a induit une certaine culpabilité chez les participants qui ne s'étaient pas encore fait vacciner contre la grippe. En revanche, de nombreux participants étaient d'avis que le ton et l'approche du concept numéro 2 étaient plus orientés vers l'avenir et engageants, et servaient à rappeler qu'il fallait penser à se faire vacciner, par exemple en prenant un rendez-vous.

La plupart des participants n'avaient pas de difficulté à identifier le public cible :

- Les aînés se reconnaissaient en tant que principal public cible – des gens de 50 ou 60 ans et plus – de la version axée sur les personnes âgées de chaque concept.
- Les parents qui ont évalué les versions à leur intention des deux concepts s'y sont aussi reconnus comme public cible, mais ils ont ajouté que les publicités semblaient aussi s'adresser aux mères et aux familles.
- Selon les participants du Canada atlantique, auxquels on a montré plusieurs versions des concepts, ceux-ci visaient un assez large public plutôt actif, y compris les jeunes et les adultes, des plus jeunes à ceux d'âge moyen.

Dans tous les groupes, les commentaires formulés par les parents laissaient percer une plus grande motivation à se faire vacciner contre la grippe comparativement aux aînés et aux autres participants des groupes de discussion et leurs réactions aux concepts étaient tout compte fait surtout positives. Qui plus est, les participants qui se faisaient vacciner assidûment contre la grippe chaque année avaient tendance à trouver que l'efficacité motivationnelle des concepts était pratiquement la même, à quelques exceptions près, comme il est mentionné plus haut et ci-dessous. D'autres se sont dits prêts à se faire vacciner, à discuter de cette question avec les autres membres de la famille et leurs médecins de première ligne ou à consulter les sites Web gouvernementaux pour savoir où ils peuvent se faire vacciner. De rares participants, surtout des personnes âgées, qui étaient en général contre l'administration annuelle d'un vaccin antigrippal ont mentionné que ces publicités ne les feraient pas vraiment changer d'idée. Quelques participants du Canada atlantique ont par ailleurs mentionné qu'ils bloquent habituellement ce type de publicités.

Sur la question des masques dans les concepts, les participants se rangeaient dans deux clans. Quelques-uns trouvaient que les images illustrant des personnes portant un masque du concept numéro 1 étaient appropriées à l'époque que nous vivons. Selon certains, les masques servaient à renforcer l'importance du vaccin contre la grippe dans le contexte actuel de COVID-19. Enfin, d'autres estimaient que le port du masque se veut un bon moyen de prévenir la grippe, en plus du vaccin. Des participants étaient perplexes à propos des masques, surtout quand les images mettaient en scène des personnes censées faire partie de la même famille, comme c'est le cas dans la version du concept numéro 1 qui s'adresse aux parents ou à la famille. Ils ne comprenaient pas pourquoi des membres d'une famille qui font manifestement partie de la même bulle sociale devraient porter un masque. Ils ont toutefois ajouté qu'en contexte de COVID-19 et dans le but de limiter les complications supplémentaires, les masques constituaient un élément judicieux.

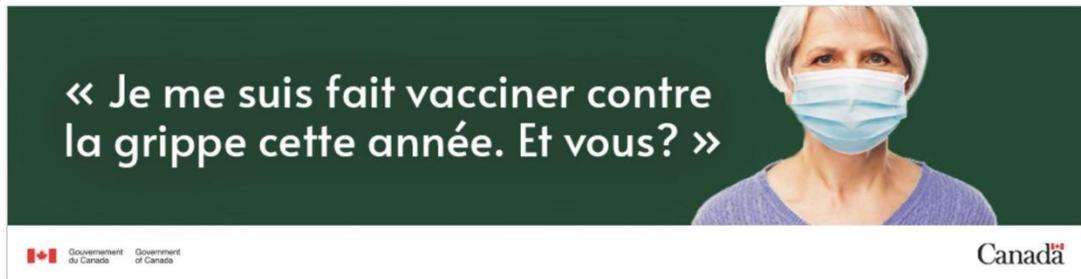
Quelques commentaires éclairants ont fusé des discussions et permis de mieux comprendre l'accueil plus ou moins positif réservé aux publicités par les participants :

- La simplicité du style et du texte – les participants ont réagi favorablement au style simple, clair et direct. Le fait que les publicités allaient droit au but et la concision, la simplicité, la clarté et la lisibilité des concepts leur plaisaient.
- La palette de couleurs vives, plutôt que foncées, même s'il est important que les publicités aient l'air officielles et respectent l'image de marque du gouvernement du Canada;
- Le contraste des couleurs – certains participants ont mentionné que le texte blanc sur fond sombre ressortait mieux que la combinaison inverse, à savoir un texte foncé sur un fond plus pâle. D'autres ont avancé que des couleurs pâles sur un fond pâle (p. ex., dans les images utilisées dans la version du concept numéro 2 qui s'adresse aux parents) nuisaient à la clarté de cette image et la rendaient plus fade, en quelque sorte;
- Les images réconfortantes – certains participants trouvaient réjouissant de voir des images de personnes heureuses et souriantes dans certaines versions de chaque concept, comme la mère et l'enfant du concept numéro 1 qui sourient manifestement derrière leur masque. Cela faisait contrepois, du moins en partie, à la peur des vaccins que ressentent certaines personnes (et les enfants).

Concept numéro 1 – « Cette année »

Ce concept a été présenté aux aînés de villes de taille moyenne du Québec et de grandes villes de l'Alberta.

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Toutes les images ont un fond vert foncé et du texte en gros caractères dans la partie gauche. Dans la première image, on peut lire les phrases « Je me suis fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ? » entre parenthèses. La phrase « Se protéger est plus important que jamais. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Faites-vous vacciner contre la grippe pour limiter les risques de complications. » dans la dernière image. Dans les trois images, à la droite du texte, figure une femme âgée aux cheveux blancs courts portant un chandail mauve et un masque non médical bleu pâle qui regarde droit devant elle. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Ce concept a été présenté aux participants qui habitent dans les grandes villes du Canada atlantique ainsi qu'aux parents de grandes villes de l'Ontario et de grandes villes francophones.

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Toutes les images ont un fond vert foncé et du texte en gros caractères blancs dans la partie gauche. Dans la première image, on peut lire les phrases « On s'est fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ? » entre parenthèses. La phrase « Protéger sa famille est plus important que jamais. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Faites-vous vacciner contre la grippe pour limiter les risques de complications. » dans la dernière image. Dans les trois images, à la droite du texte, figurent une mère aux cheveux courts frisés et son fils, qui regarde au-dessus de son épaule. Ils portent tous deux un masque non médical blanc opaque. Sous leurs masques, la mère et son fils semblent sourire. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Ce concept a été présenté aux participants qui habitent dans les grandes villes du Canada atlantique.

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Toutes les images ont un fond brun clair et du texte en gros caractères vert foncé dans la partie gauche. Dans la première image, on peut lire les phrases « Je me suis fait vacciner contre la grippe cette année. Et toi ? » entre parenthèses. La phrase « Protéger les autres est plus important que jamais. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Fais-toi vacciner contre la grippe pour limiter les risques de complications. » dans la dernière image. À la droite du texte figure un jeune homme portant un chapeau de pêche noir et un masque non médical noir qui regarde droit devant lui. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Malgré l'accueil favorable réservé à ce concept, notamment à l'idée de protéger sa famille mise de l'avant dans la deuxième image, les réactions des participants ont été plutôt mitigées ou négatives comparativement au concept numéro 2. Les participants ont exprimé des réserves à propos de la question posée dans la première image – « *On s'est fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ?* » – qu'ils estimaient trop directive, insistante et coercitive. Certains la jugeaient agressive et susceptible de créer un clivage – en favorisant une dynamique du « nous contre eux » (c.-à-d. ceux qui se sont fait vacciner et les autres). D'autres la percevaient comme un ordre plutôt qu'une suggestion, et avaient l'impression qu'on leur avait enlevé le choix de se faire vacciner ou non. Certains participants des groupes d'ânés en étaient même arrivés à la conclusion que le vaccin contre la grippe n'était plus facultatif, mais bien obligatoire cette année.

Par ailleurs, les participants ont bien accueilli l'idée de protéger sa famille ou encore de limiter les risques de complications de la grippe, qui renforçaient toutes deux l'importance du vaccin contre la grippe dans le contexte actuel de COVID-19. Ces énoncés étaient motivants, car ils faisaient un lien direct entre le vaccin antigrippal et la préoccupation première de la population à l'heure actuelle, soit de limiter l'exposition aux risques pour la santé publique. Ils soulignaient aussi la responsabilité des participants envers les autres, en ce sens que prendre la décision de se faire vacciner allait de soi pour réduire les risques que courent les populations plus vulnérables.

Le point de vue des participants sur la présence des masques dans les publicités a été abordé précédemment. Toutefois, quelques participants du Canada atlantique ont réagi négativement à la version mettant en scène un jeune homme portant un masque et un chapeau de pêche. Pour certains, un style militariste se dégageait de l'image et le chapeau et l'attitude générale de la personne accentuaient la perception de ton moins amical. De plus, même s'ils étaient à l'aise avec les images dans lesquelles les personnes portent un masque, y compris le jeune homme, les participants trouvaient que le choix du noir pour le chapeau et le masque n'était pas heureux. D'autres jugeaient la palette de couleurs de cette version fade et peu inspirante.

Un autre point mineur soulevé par certains est la taille de police différente employée dans la première image par rapport à celle utilisée dans les deux autres. Cela portait un peu à confusion et renforçait aussi la réaction négative à la nature polarisante de la question posée dans la première image.

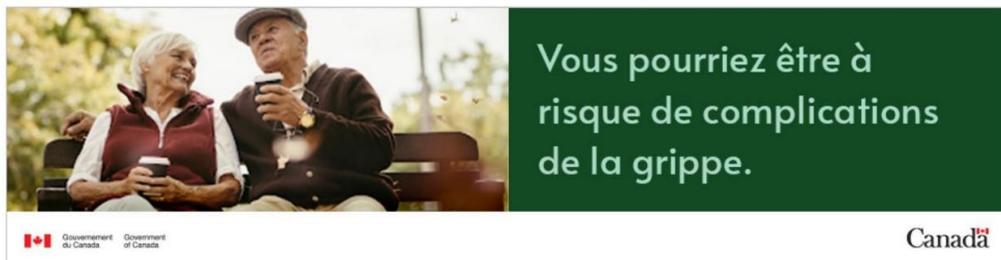
Concept numéro 2 – « Planifiez »

Ce concept a été présenté aux aînés de villes de taille moyenne du Québec et de grandes villes de l'Alberta.

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Dans la partie gauche de chaque image figure un couple de personnes âgées assis sur un banc à l'extérieur, tenant chacun un gobelet jetable. La femme fixe en souriant et en riant l'homme qui se trouve à sa gauche, tandis que l'homme semble lui parler en regardant au loin. Dans la partie droite de l'image se trouve du texte en vert pâle sur un fond vert foncé. Dans la première image, on peut lire la phrase « Avez-vous planifié votre vaccin contre la grippe ? » La phrase « Vous pourriez être à risque de complications de la grippe. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Planifiez de vous faire vacciner contre la grippe maintenant. » dans la dernière image. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Ce concept a été présenté aux participants qui habitent dans les grandes villes du Canada atlantique ainsi qu'aux parents de grandes villes de l'Ontario et de grandes villes francophones.

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Dans la partie gauche de chaque image figure une femme qui lit une histoire à une fillette qui est assise sur ses genoux. Dans la partie droite de l'image se trouve du texte en vert foncé sur un fond vert pâle. Dans la première image, on peut lire la phrase « Avez-vous planifié votre vaccin contre la grippe ? » La phrase « Vos proches pourraient être à risque de complications de la grippe. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Planifiez de faire vacciner votre famille contre la grippe maintenant. » dans la dernière image. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Ce concept a été présenté aux participants qui habitent dans les grandes villes du Canada atlantique.

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Dans la partie gauche de chaque image figurent un homme et une femme à l'extérieur, qui semblent faire une randonnée. Ils portent tous deux des vêtements de plein air et un sac à dos. La femme, souriante, est à l'avant-plan et l'homme qui la suit est en arrière-plan. Dans la partie droite de l'image se trouve du texte en vert foncé sur un fond brun clair. Dans la première image, on peut lire la phrase « As-tu planifié ton vaccin contre la grippe ? » La phrase « Les gens qui t'entourent pourraient être à risque de complications de la grippe. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Planifie de te faire vacciner contre la grippe maintenant. » dans la dernière image. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les opinions sur ce concept ont été dans l'ensemble plus favorables que celles formulées au sujet du concept numéro 1. Les participants ont aimé l'aspect de planification qui leur rappelait poliment de se faire vacciner contre la grippe et incitait même certains à le recevoir plus tôt qu'à l'habitude. Ils trouvaient qu'une telle planification suggérait que la vaccination contre la grippe devait être prioritaire et témoignait davantage d'un engagement à se faire vacciner, car l'utilisation du verbe « planifiez » encourageait la population à prendre des mesures particulières. En ce sens, une demande plus explicite était faite au public, comparativement au concept numéro 1. Les participants se sont ralliés à l'idée de planification, en ajoutant qu'elle exigeait relativement peu d'efforts, si ce n'est prévoir un moment dans son horaire. Comme l'ont souligné certains, il est facile de reporter ce type d'activités, mais inciter les gens à planifier était un bon moyen de leur rappeler gentiment, mais clairement, de ne pas tarder. Le ton de concept plaisait aux participants, car il ne laissait guère de choix aux gens. Pour certains, le ton du texte dans la troisième image gagnerait à être adouci, en utilisant « Pensez à planifier votre vaccin contre la grippe maintenant » afin de s'apparenter plus à une demande qu'à un ordre ou une directive.

Selon les participants, la mention de la grippe dans chaque image renforçait la clarté du message. L'absence de cette répétition dans le concept numéro 1 engendrait de la confusion chez certains, qui se demandaient si la publicité se rapportait à la COVID-19 ou à la grippe.

Deux petites critiques ont été formulées sur ce concept :

- Les participants se demandaient pourquoi la couleur d'arrière-plan dans la troisième image n'était pas la même que celle utilisée dans les deux premières images,
- Ils ont aussi relevé le fait qu'aucun site Web n'est mentionné pour les personnes souhaitant obtenir d'autres renseignements. Même s'il en est ainsi dans les deux concepts, cet élément a été soulevé par rapport au concept numéro 2.

Énoncé complémentaire

Après l'évaluation des deux concepts par les participants, on leur a présenté l'énoncé suivant, qui pourrait accompagner ces publicités ou d'autres communications relatives au vaccin contre la grippe :

Cet automne, protégeons notre communauté, notre système de santé et nous-mêmes contre la grippe. Gardons tout le monde en santé.

Invités à dire ce qu'ils pensaient d'un tel message, notamment s'il concorde bien avec les publicités présentées, la plupart des participants ont répondu favorablement. À leur avis, l'énoncé était motivant, parce qu'il était direct et au service des concepts et évoquait un sentiment d'inclusion et d'appartenance à la collectivité. Il martelait aussi la responsabilité individuelle de protéger les autres même si l'on ne se sent pas particulièrement à risque. L'énoncé plaisait moins à quelques participants, qui le trouvaient trop général, mais admettaient qu'il était plus significatif et puissant dans le contexte des publicités qu'on venait de leur montrer.

Évaluation de concepts sur la vaccination des enfants (parents de grandes villes de l'Ontario, parents de grandes villes francophones)

On a montré à deux groupes de parents deux vidéos de courte durée qui pourraient faire partie d'une éventuelle campagne publicitaire sur la vaccination des enfants. Après avoir laissé aux participants le temps d'examiner séparément chaque concept, on leur a demandé d'indiquer celui qu'il préférerait. Les concepts ont été montrés en alternance aux groupes dans des ordres différents, pour réduire tout biais relatif à l'ordre.

Les vidéos ont toutes deux suscité des réactions positives chez les participants. De l'avis général des parents, les vidéos étaient claires, directes, conviviales, pertinentes et rassurantes.

Dans les deux groupes, tous s'entendaient pour dire que les publicités visaient à rappeler aux parents de se protéger et de protéger leur famille en faisant vacciner leurs enfants et surtout, en s'assurant que leurs vaccins sont à jour. Les parents croyaient aussi qu'un message secondaire sur l'innocuité générale des vaccins était sous-entendu dans les vidéos. Cette impression était renforcée par les différents scénarios illustrant un enfant portant un casque à trottinette, prenant place dans un siège de sécurité ou tenant la main d'un parent pour traverser la rue à un passage pour piétons, des situations qui représentaient bien le quotidien de nombreux parents.

Pour la plupart des parents, les publicités les ramenaient à la réalité et leur rappelaient de faire vacciner leur enfant contre la grippe et de s'assurer que tous leurs vaccins sont à jour. Les parents ont notamment été séduits par l'à-propos des séquences, qui mettaient en scène des enfants à différents stades (nouveau-né, nourrisson et tout-petit, etc.). Cette approche évoquait la nature périodique de la vaccination et le calendrier d'immunisation systématique.

Après avoir visionné la publicité, de nombreux parents entendaient prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- vérifier si la vaccination de leurs enfants est à jour;
- consulter leur médecin ou un professionnel de la santé;
- se renseigner sur les vaccins administrés à la naissance et durant l'enfance. Certains s'attendaient à pouvoir trouver ces informations sur un site Web du gouvernement.

De nombreux participants ont mentionné que les publicités capteraient leur attention s'ils les voyaient en ligne ou à la télévision, en raison du message véhiculé et du ton employé. Comme on l'a souligné, les participants trouvaient ce rappel bienvenu, compte tenu de leurs horaires chargés, mais ils étaient aussi captivés par la nature intime des scénarios des publicités. Selon eux, les scénarios faisaient ressortir le lien direct entre le rôle protecteur des parents et celui des vaccins. De l'avis de la plupart, le

public cible des publicités était manifestement les familles, en particulier les parents de jeunes enfants, mères et pères confondus.

Quelques parents ont dit qu'ils partageraient probablement la vidéo, surtout avec des nouveaux parents et des amis et membres de la famille qui attendent un enfant. D'autres, peu actifs sur les réseaux sociaux, ont reconnu l'utilité du message. Même si c'était loin d'être l'opinion majoritaire, des parents du groupe de francophones n'avaient pas l'intention de partager la vidéo. À leurs yeux, la décision de faire vacciner un enfant appartient au parent et ils ne voulaient pas imposer leurs croyances aux autres.

Les participants estimaient que les vidéos se ressemblaient, en raison surtout de la similarité de leur message central et du ton employé. Ils ont tout de même relevé certaines différences entre les deux versions et tout compte fait, ils préféraient un peu plus la version 1 de la vidéo.

Version 1 de la vidéo



SANTE_CANADA_(1)
Trottinette_père.mp

La vidéo ci-dessus commence par une séquence dans laquelle on voit une mère ajuster le casque rose vif qu'une fillette porte au parc. La fillette est debout sur une trottinette jaune. La deuxième séquence met en scène un père qui tient un nouveau-né. Le père porte un bavoir protège-épaule et tient l'enfant à deux mains en lui donnant un baiser sur le front. La troisième séquence met en scène une mère qui tient un jeune enfant, assis sur ses genoux. En face de la mère, une infirmière applique un pansement sur le bras de l'enfant et lui sourit. Après, on voit apparaître sur un écran blanc le texte « Vous les protégez tous les jours » en noir pendant qu'une narratrice dit le même message. Le texte est ensuite remplacé par « Les vaccins aussi ». Sous ce texte, on peut lire « Renseignez-vous » et l'adresse URL d'un site Web « Canada.ca/VaccinsEnfance ». À la fin, le logo du gouvernement du Canada apparaît à l'écran pendant qu'une narratrice dit « Un message du gouvernement du Canada ».

La présence d'une mère et d'un père dans cette publicité, qui soulignait le rôle et la responsabilité qu'ils partagent pour s'assurer que les vaccins des enfants sont à jour, a été saluée par les parents. Ces derniers ont bien aimé cette approche inclusive et estimaient qu'il fallait s'adresser autant aux hommes qu'aux femmes.

Le seul aspect de la publicité qui a moins plu aux parents est la séquence mettant en scène une fillette à trottinette qui porte un casque. La plupart comprenaient que le casque se voulait une métaphore de la sécurité, destinée à renforcer le message sur la protection des enfants. Cependant, la séquence rendait quelques parents perplexes, car ils trouvaient qu'elle détonnait et n'avait pas rapport avec le message sur la vaccination.

Version 2 de la vidéo



SANTE_CANADA_(2)
Marcher_siège d'aut

La vidéo ci-dessus débute par une séquence dans laquelle on voit un père qui tient la main d'une fillette pendant qu'ils traversent la rue à un passage pour piétons. La fillette tient un ours en peluche et regarde vers le haut en direction de l'homme, en lui souriant. La séquence qui suit met en scène une mère qui attache un bambin dans un siège de sécurité pour enfant. Les deux rient et se sourient. La troisième séquence met en scène une mère qui tient un jeune enfant, assis sur ses genoux. En face de la mère, une infirmière applique un pansement sur le bras de l'enfant et lui sourit. Après, on voit apparaître sur un écran blanc le texte « Vous les protégez tous les jours » en noir pendant qu'une narratrice dit le même message. Le texte est ensuite remplacé par « Les vaccins aussi ». Sous ce texte, on peut lire « Renseignez-vous » et l'adresse URL d'un site Web « Canada.ca/VaccinsEnfance ». À la fin, le logo du gouvernement du Canada apparaît à l'écran pendant qu'une narratrice dit « Un message du gouvernement du Canada ».

La majorité des parents trouvaient cette vidéo engageante, rassurante et facile à comprendre. Les critiques à l'égard de cette vidéo portaient surtout sur le caractère ambigu de la première séquence dû au fait qu'on ne voyait pas le visage du parent ou que son sexe n'était pas clair. Par conséquent, certains préféraient la version 1 de la vidéo, car elle mettait clairement en scène des parents des deux sexes. De plus, le manque de clarté dans la première séquence était vu par certains comme une façon d'insinuer de manière subliminale que ce sont surtout les mères qui s'occupent des enfants.

Masques

Après avoir attiré leur attention sur le fait que dans la séquence de vaccination des deux publicités ni la mère ni l'infirmière ne portent de masque, on leur a demandé s'ils pensaient qu'elles le devraient. Malgré des opinions partagées à ce sujet dans les deux groupes, cela n'a pas nui à l'efficacité générale de chaque concept.

Certains pensaient que les actrices devaient porter un masque, surtout si la publicité était présentée pendant la pandémie. Autrement, on manquerait l'occasion de donner l'exemple et de promouvoir de nouveau les directives et les recommandations actuelles sur le port du masque. Par ailleurs, des participants craignaient que cela n'envoie un message contraire aux Canadiens, c'est-à-dire qu'il est maintenant sécuritaire de ne pas porter de masque dans les lieux publics.

D'autres participants trouvaient en revanche que cela faisait du bien de voir une publicité qui ne mettait pas en scène des personnes avec un masque. Enfin, puisque la publicité ne portait pas exclusivement sur la COVID-19, mais bien sur la vaccination systématique en général ou le vaccin contre la grippe en particulier, quelques-uns jugeaient qu'il n'était pas nécessaire de montrer des personnes portant un masque. Cette opinion était plus répandue chez les parents francophones.

Opioides (parents de grandes villes de la Saskatchewan)

Bon nombre de participants avaient entendu parler des opioïdes dans les dernières semaines, que ce soit dans les médias sociaux ou par des relations personnelles. Certains ont cité des rapports qui indiquent que les opioïdes causent plus de décès que la COVID-19 en Colombie-Britannique. D'autres étaient d'avis que le problème ne se limite pas à la Colombie-Britannique, mais qu'il touche l'ensemble du pays. Ils ont mentionné l'utilisation du fentanyl qui est à la hausse et l'augmentation des cas de surdose que la pandémie n'a fait qu'aggraver.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient en l'existence d'une crise des opioïdes au Canada, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative et ont parlé d'épidémie. Plusieurs facteurs ont été évoqués pour expliquer la crise, dont certains sont liés à la COVID-19, notamment :

- Les problèmes sous-jacents de santé mentale et de violence conjugale qui sont aggravés en raison de l'isolement et des pressions financières attribuables à la COVID-19 et qui ont augmenté le recours aux opioïdes pour atténuer le stress
- Les difficultés à obtenir des services de soutien ou de réhabilitation, compte tenu des protocoles de distanciation physique et le manque d'interventions en personne
- Les craintes que d'autres drogues illicites soient mélangées au fentanyl et que les utilisateurs ignorent dans quelle mesure ils s'exposent à des risques supplémentaires

Avant de poursuivre la discussion, nous avons fourni cette explication aux participants :

Les opioïdes, comme le fentanyl, la morphine, l'oxycodone et l'hydromorphone, sont des médicaments pouvant calmer la douleur. Ces médicaments agissent sur votre esprit, votre humeur et vos processus mentaux. Vous pouvez éprouver un sentiment d'euphorie ou avoir l'impression de « planer ». C'est pourquoi ils peuvent comporter un risque de mauvais usage.

Bien que la plupart étaient au courant de la crise des opioïdes qui sévit au Canada, très peu de participants ont pu dire qui étaient les groupes les plus touchés. Tous s'entendaient généralement pour dire que cette crise était répandue et qu'elle ne se limitait pas uniquement à un segment de la population, malgré l'impression que les adolescents et les jeunes adultes étaient affectés de façon disproportionnée. D'autres ont parlé des personnes qui avaient développé une dépendance aux antidouleurs suite à des blessures. Plus particulièrement, ils ont souligné les difficultés d'accès aux professionnels de la santé, aux traitements et aux médicaments sur ordonnance en raison de la COVID-19, difficultés qui auraient, selon eux, mené certains patients à se surmédicamenter. D'autres étaient inquiets à l'idée que certains médecins prescrivent trop d'opioïdes en raison des pressions exercées par les sociétés pharmaceutiques ou aux incitatifs financiers offerts par celles-ci, ou qu'ils n'expliquent pas bien les propriétés d'accoutumance de ce type de médicament lorsqu'ils le prescrivent à leurs patients.

La plupart des participants s'entendaient pour dire que la situation des opioïdes au Canada ne cesse de s'aggraver, puisqu'ils voient de plus en plus de reportages et de nouvelles à ce sujet. Même si certains ont hésité à se prononcer, personne n'avait l'impression que la situation irait en s'améliorant.

Les participants étaient unanimes quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour atténuer la crise. Ils ont suggéré plusieurs mesures, y compris l'ajout de ressources en santé mentale et

de centres d'injection, et plus d'éducation sur la toxicomanie et la santé mentale. Invités à partager leurs opinions sur l'idée de décriminaliser la possession de drogues illicites pour usage personnel afin de détourner les personnes ayant des troubles liés à la consommation de substances du système de justice pénale pour les orienter vers des ressources en santé, plusieurs ont réagi favorablement. Les participants étaient d'accord à ce qu'on adopte une approche axée sur la réhabilitation, surtout si elle s'attaque aux causes profondes du problème, tout en offrant un meilleur accès aux ressources en santé mentale et autres services d'aide. Certains ont cité en exemple d'autres pays qui ont connu du succès avec cette approche. Plusieurs participants avaient l'impression que l'incarcération ne servait qu'à perpétuer le cycle de la dépendance, alors que d'autres ont émis des doutes que la décriminalisation de la possession pour usage personnel mènerait directement aux services de réhabilitation. Même si tous n'étaient pas de cet avis, quelques participants ont fait valoir que la décriminalisation était logique si on voulait percevoir des taxes de cette activité et utiliser ces fonds pour les soins de santé, la réhabilitation et les services de soutien.

Assurance-médicaments (aînés de villes de taille moyenne du Québec, grandes villes du Canada atlantique, aînés de grandes villes de l'Alberta)

Connaissance et perception relative à l'importance

Beaucoup de participants des trois groupes au sein desquels ce sujet a été abordé connaissaient le terme « assurance-médicaments », mais à des degrés différents. Par exemple, ce terme était moins familier aux aînés de l'Alberta, tandis que les participants du Canada atlantique n'avaient jamais entendu ce terme utilisé dans un contexte canadien. Pour eux, il s'agit d'un élément du système de santé américain. Néanmoins, les participants étaient nombreux à associer l'assurance-médicaments aux soins de santé subventionnés, plus précisément au fait de permettre l'accès à des médicaments sur ordonnance plus abordables.

Peu étaient au courant des projets du gouvernement du Canada concernant l'assurance-médicaments. Ceux qui les connaissaient ne pouvaient en donner les détails ou avaient compris que le régime ciblait plusieurs groupes clés : les familles, les ménages à faible revenu et les aînés. Avant de poursuivre la discussion, on a fourni aux participants les renseignements généraux suivants sur le rôle que le gouvernement du Canada allait jouer dans la mise en place d'un régime d'assurance-médicaments :

En 2019, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait l'intention d'aller de l'avant avec la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments. Afin de rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables et plus accessibles à un plus grand nombre de Canadiens, le gouvernement a déclaré son intention de travailler avec ses partenaires avec les objectifs suivants :

Créer l'Agence canadienne des médicaments, une nouvelle agence nationale des médicaments qui coordonnerait la négociation des prix des médicaments sur ordonnance au nom des

Canadiens. L'achat de ces médicaments en grandes quantités permettra aux Canadiens d'économiser jusqu'à 3 milliards de dollars par an sur le long terme.

Élaborer une stratégie nationale pour les médicaments à coût élevé destinés aux maladies rares afin d'aider les Canadiens à avoir un meilleur accès à ces médicaments, comme première étape vers une couverture élargie.

La plupart des participants considéraient qu'un régime national d'assurance-médicaments était une priorité importante par rapport aux autres objectifs prioritaires en matière de soins de santé, mais les aînés du Québec abondaient moins dans ce sens. Aux yeux de la majorité, la diminution du coût des médicaments et une couverture élargie constituaient les principaux avantages d'un tel régime, notamment pour les personnes aux prises avec des problèmes de santé ou une maladie rare nécessitant des médicaments qu'elles n'ont pas les moyens de payer, surtout s'ils ne sont pas couverts par un régime. Quelques personnes se demandaient par ailleurs quelle serait la structure du régime et comment il serait administré (p. ex., quels médicaments seraient couverts ou non), craignant que des médicaments indispensables à certaines personnes soient exclus de la liste des médicaments assurés.

On a demandé aux participants si leurs opinions sur la nécessité d'une assurance-médicaments avaient changé en raison de la COVID-19. Peu importe s'ils jugeaient l'assurance-médicaments comme étant très ou peu prioritaire, la majorité a déclaré que la COVID-19 n'avait pas influé vraiment sur ce qu'ils pensent de la question. Certains participants étaient résolument en faveur de la mise sur pied d'un régime d'assurance-médicaments, peu importe les enjeux de santé publique actuels. Selon eux, l'assurance-médicaments devait figurer en tout temps en haut de la liste des priorités. Le point de vue d'autres participants reposait sur l'idée que les personnes hospitalisées en raison de la COVID-19 n'auraient pas à payer pour leurs médicaments pendant leur séjour à l'hôpital, mais certains ont fait remarquer qu'une fois sortis de l'hôpital, les patients rétablis pouvaient avoir besoin de médicaments sur ordonnance pour traiter des complications et des problèmes de santé persistants. Des participants ne savaient pas si des médicaments étaient disponibles pour traiter précisément la COVID-19. Ils croyaient donc qu'une assurance-médicaments n'aurait pas eu d'impact à cet égard.

Lorsqu'on leur a posé d'autres questions à propos des répercussions de la COVID-19 sur les populations vulnérables en particulier, y compris les personnes âgées à faible revenu, certains ne voyaient pas en quoi l'assurance-médicaments aiderait ces groupes. Quelques participants ont donné en exemple les patients rétablis pouvant souffrir de complications chroniques ou ressentir des effets à long terme liés au virus qui nécessitent un traitement continu ou une prise en charge au moyen de médicaments sur ordonnance.

Certains ont suggéré une approche plus « universelle » en vertu de laquelle les besoins personnels dictent l'accès (c.-à-d. que les gens qui doivent prendre des médicaments y ont rapidement accès, à un prix abordable). D'autres participants, dont certaines personnes âgées, n'adhéraient pas à l'idée que la COVID-19 avait fait ressortir l'importance de l'assurance-médicaments. Ces participants estimaient que les aînés sont nombreux à bénéficier d'une couverture suffisante ou que les « inconnues » que comporte la COVID-19, y compris l'absence de mesures préventives ou de traitements évidents, donnent à croire que l'incidence de l'assurance-médicaments serait minime dans cette situation.

Les participants devaient également examiner l'assurance-médicaments dans un contexte de diminution des hospitalisations. L'argument formulé était qu'en favorisant un meilleur accès à des médicaments abordables à la population, moins de gens auraient besoin d'être hospitalisés pour se faire soigner, ce qui permettrait aux hôpitaux de faire face à d'autres enjeux comme les pandémies. La plupart des participants étaient d'accord avec cette idée et semblaient préférer en général une approche axée sur la prévention, y compris la nutrition et l'activité physique, plutôt que sur les traitements. Néanmoins, quelques participants craignaient qu'un meilleur accès aux médicaments fasse en sorte que les pratiques de prescription excessive soient encore plus répandues. Comme l'ont révélé les commentaires, les participants étaient favorables à une approche équilibrée de prévention des maladies, qui vise à éliminer ou réduire la possibilité d'une dépendance excessive aux médicaments.

À quoi ressemblerait le régime d'assurance-médicaments

Approche universelle ou filet de sécurité

Dans chaque groupe, des discussions ont porté sur ce à quoi ressemblerait un régime national d'assurance-médicaments – il pourrait s'agir d'un régime universel ou encore d'un régime de type « filet de sécurité » qui couvrirait les Canadiens seulement lorsque le coût des médicaments dépasserait un certain pourcentage de leur revenu.

Presque tous les participants privilégiaient un régime universel. Selon eux, un tel régime serait mis en œuvre à l'échelle du pays, exhaustif, socialement responsable, juste et équitable et n'exclurait personne. Les participants croyaient fermement qu'une approche en fonction du revenu serait difficile à administrer et risquait d'être injuste, compte tenu des différences quant au coût de la vie au Canada et à la situation personnelle (p. ex., taille de la famille, famille monoparentale, etc.). Des participants voyaient quant à eux des avantages à l'approche du « filet de sécurité », dont les suivants :

- Il serait probablement moins coûteux;
- Les salariés à revenu élevé seraient sûrement couverts par un régime privé;
- Le fait d'avoir à payer soi-même pour certains médicaments sur ordonnance pourrait favoriser une meilleure hygiène de vie et une plus grande responsabilité personnelle à l'égard de son propre état de santé.

Tout bien considéré, la majorité était favorable à l'établissement d'un régime universel d'assurance-médicaments. Certains ont avancé que le système d'imposition est conçu pour assurer un traitement juste et équitable (p. ex., ceux qui font plus d'argent paient plus d'impôts et financent ainsi une part plus importante du système de santé et de l'assurance-médicaments).

Régime universel ou servant à « combler les lacunes »

Les participants ont été interrogés à propos des avantages d'un régime universel dans le cadre duquel tous les Canadiens sont assujettis au même régime par rapport à un régime servant à « combler les lacunes » en vertu duquel les gens peuvent tout de même utiliser les régimes publics et privés actuels, mais qui est conçu pour permettre que tous soient couverts, y compris ceux qui n'ont actuellement pas

d'assurance-médicaments. Certains privilégiaient une approche universelle pour des raisons d'équité, d'uniformité et d'égalité de traitement pour tous les Canadiens. Enfin, quelques-uns pensaient qu'il serait avantageux d'éliminer les régimes d'assurance financés par l'employeur. Toutefois, plusieurs participants ont exprimé des préoccupations à l'égard d'une approche universelle, car elle signifie que l'ensemble des Canadiens aurait à contribuer au régime, quelle que soit la mesure dans laquelle ils se sont prévalus de l'assurance-médicaments. En plus des régimes provinciaux d'assurance-maladie et des primes qui y sont versées, certains craignaient d'avoir à payer plus d'impôt pour financer les deux systèmes (celui du fédéral et celui de leur province). D'autres avantages associés à l'approche visant à « combler les lacunes » ont été mentionnés. Par exemple, elle coûterait moins cher, pourrait être mise en place plus rapidement et serait équitable, étant donné qu'elle serait offerte aux personnes déjà visées par un régime ou qui n'ont pas les moyens de payer des médicaments sur ordonnance. Certains pensaient qu'avec un régime servant à « combler les lacunes », le Canada risquait d'américaniser son système de santé. Ils estimaient que les sociétés pharmaceutiques en profiteraient, la couverture des médicaments plus chers n'étant selon eux qu'une façon pour le gouvernement de subventionner ces entreprises. Il est clairement ressorti de la discussion que les participants ne savaient pas vraiment comment fonctionnerait une approche visant à « combler les lacunes » et qu'ils avaient des questions sur ses mécanismes et ses répercussions, tant pour la population canadienne que pour les entreprises pharmaceutiques.

Quand on leur a demandé de dire quelle approche est la plus équitable, les participants étaient divisés en deux camps. Certains, surtout dans le groupe du Canada atlantique, avaient un penchant pour l'approche universelle, qui garantirait à tous l'accès aux mêmes médicaments sur ordonnance, tout en remédiant aux possibles lacunes en matière de couverture. Les aînés de l'Alberta préféraient plutôt l'autre approche, étant d'avis qu'un régime servant à combler les lacunes serait plus facile à administrer, moins coûteux et tiendrait compte des personnes qui bénéficient d'avantages offerts par leur employeur.

Médicaments couverts

On a aussi demandé aux participants de déterminer quels médicaments seront couverts par le régime, en leur présentant trois approches : limiter la couverture aux médicaments nécessaires pour la survie, ajouter fréquemment des médicaments sur ordonnance qui sont couverts par la plupart des régimes d'assurance de base et adopter une approche plus inclusive qui couvrirait presque tout ce que comprennent les régimes publics et privés existants. Ils ont également été invités à se prononcer sur la possibilité qu'un moins grand nombre de médicaments soient couverts, mais que les gens aient la possibilité d'étendre leur couverture au moyen de compléments d'assurance offerts au travail ou par un régime privé. Les participants ont eu de la difficulté à arrêter leur choix, faute de renseignements supplémentaires sur la nature et le coût des médicaments les plus couramment prescrits et l'incidence et le coût financier de chacune des approches présentées. Une grande diversité de points de vue a donc été exprimée par les participants. Certains croyaient que tous les médicaments devraient être couverts par le régime, tandis que d'autres préféraient une couverture limitée aux médicaments nécessaires pour la survie. Les participants qui adhéraient au premier point de vue croyaient que l'état de santé d'une personne ne devait pas être tributaire de sa capacité de payer, et que les gens ne doivent pas être contraints de choisir entre des médicaments sur ordonnance nécessaires et d'autres

besoins fondamentaux, comme l'épicerie. Ceux en faveur du second point de vue reconnaissent qu'il allait être difficile de déterminer quels médicaments sont considérés comme nécessaires pour la survie. Ils ont donné en exemple les personnes qui prennent des antidépresseurs, pour qui ces médicaments sont d'une importance vitale à certains égards. Tous convenaient cependant que la liste de médicaments couverts devrait être identique pour toutes les provinces.

Même si une discussion sur ce sujet devait intégrer selon eux l'examen de nombreux aspects complexes, les participants ont formulé quelques réflexions concernant le processus qui servirait à déterminer les médicaments couverts. Voici les principaux facteurs dont il faudrait tenir compte à leur avis :

- Le taux de diagnostic d'une maladie nécessitant la prise d'un médicament ou les problèmes de santé qui ont été diagnostiqués par un médecin;
- La gravité d'un problème ou la conclusion qu'un enjeu touche une proportion importante de la population (p. ex., santé de la reproduction et contraception).

Dans le cadre de cette discussion, les participants ont été invités à se prononcer sur les médicaments spécialisés très coûteux utilisés pour traiter des maladies rares pour lesquels il n'existe parfois que très peu de données cliniques sur leur efficacité, mais qui peuvent donner de l'espoir à des patients très malades qui ont un nombre limité d'options. Certains participants ont abordé la question d'un point de vue moral. La plupart convenaient que ces types de médicaments devaient être couverts, afin d'améliorer la qualité de vie des patients et qui sait, les guérir. Cependant, quelques participants ont proposé d'attendre d'avoir des données probantes sur l'effet thérapeutique positif de ces médicaments avant d'en couvrir les coûts.

À la question visant à savoir qui paiera pour le régime national d'assurance-médicaments, bon nombre de participants préféraient une approche en vertu de laquelle les Canadiens paieraient une partie des coûts du régime d'assurance-médicaments, soit sous la forme d'une prime annuelle ou de petits montants (p. ex. des frais d'ordonnance pour un médicament). Certains se demandaient comment les primes individuelles seraient calculées (p. ex., en fonction des déclarations de revenus), mais la plupart estimaient que des primes fondées sur la capacité de payer étaient équitables, car cette approche aiderait à couvrir le coût du régime, tout en limitant de possibles recours abusifs.

De plus, certains participants étaient favorables à l'idée que les employeurs déboursent un montant pour le régime d'assurance-médicaments, surtout si un régime universel était adopté. Ils pourraient ainsi éliminer ou réduire le volet assurance-médicaments offert au titre de leur régime d'avantages sociaux. D'autres remettaient en question la mise à contribution des employeurs, puisqu'en vertu d'une approche universelle ni les particuliers ni les employeurs ne devraient être tenus de payer une prime.

Avant de conclure la discussion, on a demandé aux participants si « régime d'assurance-médicaments » est le meilleur terme pour désigner ce type de système et si, dans l'ensemble, ils pensaient que ce régime est une bonne ou une mauvaise idée. La majorité des participants étaient à l'aise avec ce terme, car ils le trouvaient clair et explicite. D'autres trouvaient cependant que cela sonnait trop comme une approche américaine et proposaient de lui donner un caractère canadien, en intégrant par exemple une référence au Canada dans le nom.

De l'avis de la plupart des participants, l'assurance-médicaments est une bonne idée, mais les aînés du Québec avaient généralement une opinion moins positive à cet égard. Beaucoup considéraient l'assurance-médicaments comme un élément essentiel d'un système national de santé et estimaient que la mise en place d'un régime universel en la matière aurait des effets positifs sur la santé, qui se traduiraient par une diminution globale des coûts du système de santé au Canada. Dans la foulée des commentaires faits précédemment, certains participants jugeaient ce régime primordial à l'établissement d'un système de santé équitable, qui garantit à tous l'accès à des traitements médicamenteux, peu importe leur capacité de payer ou la région où ils habitent au Canada. Au Québec, l'accueil moins favorable réservé au régime d'assurance-médicaments s'explique par le fait que la province a déjà en place son propre régime public d'assurance-médicaments, que les particuliers peuvent compléter en souscrivant d'autres assurances. Ces participants croyaient que le gouvernement fédéral avait des priorités plus pressantes à traiter que le régime d'assurance-médicaments.

Questions autochtones (Autochtones de Winnipeg et de la RCN)

Le gouvernement du Canada et les questions autochtones

De façon générale, les participants s'entendaient pour dire que l'une des priorités du gouvernement du Canada devrait être de répondre aux besoins humains fondamentaux des peuples autochtones, en s'assurant qu'ils aient de l'eau propre et potable dans les réserves, mais également de la nourriture et des logements.

D'importants enjeux, comme la revitalisation culturelle, la redécouverte de la langue, le développement et la souveraineté économiques ont également été soulevés. Les participants étaient toutefois d'avis que ces enjeux devaient reposer sur une solution efficace visant à répondre aux besoins humains fondamentaux. Certains ont souligné la nécessité pour le gouvernement du Canada de se pencher sur les recommandations émises par la Commission de vérité et de réconciliation, et d'agir pour donner suite aux résultats de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Quelques participants ont exprimé le désir de voir le gouvernement fédéral faire preuve d'un leadership plus actif dans les dossiers autochtones et de tenir compte de leur vision du monde, de manière à mettre en lumière et à s'attaquer aux causes profondes du racisme systémique et aux autres problèmes structurels. Ces propos ont mené à une discussion plus vaste sur la pertinence de la *Loi sur les Indiens* et les enjeux liés aux revendications territoriales.

La pêche en Nouvelle-Écosse

De façon générale, les participants étaient au courant des différends qui opposent les pêcheurs autochtones aux pêcheurs non autochtones en Nouvelle-Écosse. Parmi ceux qui connaissaient les détails, certains ont commenté la décision de la Cour suprême dans l'affaire Donald Marshall, qui a

confirmé les droits issus de traités en matière de pêche, de chasse et de cueillette. Ils ont également parlé de certains aspects de la pêche au homard en Nouvelle-Écosse. Tous étaient d'accord pour dire que les pêcheurs autochtones n'étaient pas traités équitablement et que la valeur des captures de homard était sans doute l'élément moteur derrière les défis que doivent affronter les pêcheurs commerciaux dans ce dossier. La plupart des participants étaient d'avis qu'une intervention du gouvernement du Canada était nécessaire pour éviter une escalade.

La DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones)

Tous les participants connaissaient la DNUDPA ou du moins, en avaient entendu parler, même s'ils n'en saisissaient pas nécessairement tous les détails. Les renseignements suivants ont été présentés aux participants.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Nous avons demandé aux participants quels étaient les changements auxquels ils s'attendaient si le gouvernement du Canada mettait en œuvre intégralement la DNUDPA. Pour la majorité, l'adoption de la Déclaration se traduirait par une expression plus claire et plus fréquente du point de vue des Autochtones dans les discussions, les propositions de politiques et les décisions du gouvernement. Ils s'attendaient également à ce qu'on donne l'occasion à un plus grand nombre d'Autochtones de se faire entendre et aux chefs autochtones, d'être présents sur les tribunes et les institutions officielles, y compris le Parlement du Canada, et de participer aux décisions qui touchent les Canadiens et les Autochtones. Plus précisément, les participants étaient d'avis qu'on devrait se préoccuper davantage de la pérennité. À cet égard, le secteur des ressources a été mentionné. Certains ont de nouveau réclamé l'abolition de la *Loi sur les Indiens* et l'autonomisation des Autochtones, en particulier les femmes, au niveau de la base. Certains ont exprimé leurs inquiétudes à l'idée que les représentants élus et les organismes décisionnels autochtones, comme l'Assemblée des Premières nations, puissent contribuer à la marginalisation de certains groupes au sein de la communauté autochtone.

Certains s'attendaient également à ce qu'on tienne compte du point de vue des Autochtones dans le système d'éducation. Les participants ont discuté des changements à apporter au curriculum et de leurs attentes si la DNUDPA était mise en œuvre intégralement, c'est-à-dire que nous serions plus nombreux à comprendre la place qu'occupent les Autochtones dans l'histoire du Canada et leur contribution à notre pays. Autres les commentaires au sujet du processus décisionnel et de l'éducation, les participants ont ajouté que la mise en œuvre de la DNUDPA au Canada contribuerait à l'éveil de la conscience collective et à l'évolution de l'opinion sur les enjeux liés aux Autochtones.

Le racisme

Le thème du racisme a été abordé durant le dernier volet de la discussion, qui a débuté par des échanges visant à mieux comprendre comment les participants définissaient le racisme systémique. La plupart l'ont défini comme des comportements implicites, inconscients ou tacites (exprimés par le langage corporel et les attitudes) qui ont lieu et qui se manifestent dans pratiquement tous les aspects du quotidien, au sein des divers organismes et services avec lesquels les Autochtones interagissent. Selon les participants, le racisme systémique influence l'image de soi des Autochtones. Il est omniprésent au Canada et fait partie intégrante de la façon dont les Canadiens sont élevés et éduqués.

La définition suivante de racisme systémique a été présentée aux participants :

Le racisme systémique est généralement défini comme un problème lié à la manière dont la société est organisée, et pas seulement aux attitudes individuelles à l'égard de certains groupes. C'est donc comme s'il y avait des préjugés structurels ou si une lentille raciste était intégrée dans nos divers systèmes et institutions, qui mènent à un traitement ou à des dénouements injustes pour certains groupes. Ainsi, plutôt que de se pencher sur le problème de quelques « brebis galeuses » (par exemple, quelques personnes racistes), le racisme systémique est essentiellement lorsque le troupeau entier est gâté.

À partir de cette définition, les participants ont tous reconnu l'existence du racisme systémique au Canada. Selon eux, il débute avec le système d'éducation qui dresse un portrait inexact de l'histoire et des droits des peuples autochtones. Plus tard, lorsque les étudiants deviennent des adultes et font leur entrée sur le marché du travail et dans les institutions sociétales, les impacts de cet enseignement se font sentir dans les politiques et les décisions qui sont prises. Les participants étaient d'avis que la plupart des Canadiens grandissent sans apprendre grand-chose sur les peuples autochtones. Conséquemment, ils ne sont pas bien préparés lorsqu'ils intègrent le marché du travail ou ne sont pas entièrement conscients de l'impact des politiques en milieu de travail lorsqu'il s'agit de perpétuer les attitudes racistes et les préjugés à l'endroit des Autochtones. Encore une fois, la *Loi sur les Indiens* a été au cœur des discussions. Certains participants ont fait valoir que la façon dont on la présente dans les écoles, par exemple, crée une fausse impression selon laquelle les Autochtones reçoivent « gratuitement » de nombreux services auxquels les autres Canadiens n'ont pas droit, créant ainsi une dynamique d'affrontement.

Les participants ont fourni plusieurs exemples de la présence de racisme systémique dans les institutions et les systèmes canadiens, notamment :

- le système de santé : un accès plus difficile aux services de soins et aux spécialistes, ce qui affecte surtout les jeunes et les personnes aux prises avec des problèmes de santé liés à la COVID-19, et des taux plus élevés de cancer parmi les Autochtones;
- le système d'éducation : les faibles pourcentages de diplômes obtenus et le taux élevé de décrochage parmi les jeunes autochtones;
- les corps policiers et le système de justice : l'utilisation accrue de la force à l'endroit des Autochtones et les taux élevés d'incarcération;
- d'autres institutions civiles et démocratiques : l'exemple des femmes autochtones qui n'avaient pas le droit de vote avant 1960 a été mentionné.

Dans leurs commentaires, les participants ont également souligné que les pensionnats avaient, selon eux, contribué à l'héritage de pauvreté et de piètres résultats scolaires chez les jeunes autochtones.

Les participants ont discuté des modifications à apporter aux institutions existantes pour réduire le racisme systémique. Ils ont fait plusieurs suggestions, dont un engagement plus ferme pour enrichir la perspective des travailleurs de première ligne des forces de l'ordre et d'accroître la diversité dans ces milieux de travail. Ils ont également souligné qu'en augmentant le nombre d'Autochtones au sein des corps policiers et du système de justice, on obtiendrait une perspective équilibrée et une meilleure compréhension des enjeux. À ce sujet, les participants ont échangé des anecdotes sur leurs expériences avec les corps policiers et les représentants de la justice, y compris les préjugés, les traitements agressifs et les commentaires racistes. En ce qui concerne le système de justice plus particulièrement, les participants ont mentionné des incohérences parmi les juges et les avocats en ce qui concerne leur connaissance, leur compréhension et le traitement des Autochtones, facteurs qui mènent souvent à de longues sentences et à des taux élevés d'incarcération chez cette population. Plusieurs ont dit craindre que le public en vienne à réclamer plus de prisons et d'incarcérations, plutôt que d'envisager d'autres mesures ou types d'intervention. Une discussion s'en est suivie sur les effets intergénérationnels de ces décisions sur les enfants autochtones, notamment en ce qui concerne la justice juvénile dans les communautés autochtones et les cycles récurrents d'arrestations et de recours aux foyers d'accueil.

L'eau potable

Quelques participants avaient entendu parler des efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves. Avant de poursuivre la discussion sur le sujet, nous avons présenté aux participants une infographie résumant les progrès du gouvernement dans ce dossier.

Mis à jour le 15 février 2020



Tous

Les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici



88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

61 avis à long terme étaient toujours en vigueur

Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019



441

projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées



59

projets et services de soutien



74

études de faisabilité et projets de conception

L'infographie ci-dessus est présentée sur fond blanc et passe au bleu pâle au tiers de l'image, puis au bleu foncé dans le bas. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 15 février 2020 » en caractères gris surlignés d'un trait ondulé bleu. Du côté droit, on voit l'image d'un robinet blanc qui laisse échapper une goutte d'eau, dans une bulle bleue. Au centre de l'image, du côté gauche, figure le texte « Tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici » en caractères gris, avec les mots « tous » et « levés » en bleu. Juste à droite de ce texte, on voit l'image d'un calendrier de mars 2021. À droite du calendrier, il y a une ligne verticale pointillée bleue puis à droite de la ligne, le texte suivant : « 88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » et en dessous, « 61 avis à long terme étaient toujours en vigueur ». Dans les deux cas, les chiffres sont imprimés beaucoup plus gros que le reste du texte. Dessous, dans le dernier tiers de l'image, on voit une banderole bleue avec ce texte : « Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019 » en caractères blancs. Juste en dessous et séparées par des lignes verticales pointillées bleues se trouvent trois sections. Celle à l'extrême gauche illustre un cône dans une goutte d'eau en bleu, avec ce texte en gris : « 441 projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées ». La section du centre contient trois personnes dans la goutte d'eau en bleu, avec en dessous le texte « 59 projets et services de soutien » en gris. Dans la section de droite figurent une carte et une loupe dans une goutte d'eau en bleu, avec le texte « 74 études de faisabilité et projets de conception » en dessous.

Les premières réactions étaient favorables. Les participants ont qualifié les progrès d'encourageants et ont parlé de bonnes nouvelles. Toutefois, certains ont fait mention de certains obstacles, notamment :

- la pénurie de techniciens formés dans les réserves (et la formation qui est longue)
- les délais qui résultent des litiges entre certaines communautés des Premières nations et le gouvernement fédéral, et les différends qui opposent les entités commerciales qui, dans certains cas, ont interrompu la construction de nouvelles installations de traitement des eaux

Même si les participants ont réagi favorablement aux progrès démontrés par les données du tableau, ils ont réitéré leur opinion selon laquelle l'eau potable est un droit fondamental pour tous les Canadiens et que des efforts additionnels devraient être déployés pour accélérer le processus d'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau dans les réserves qui sont toujours touchées par les avis.

Lorsque nous leur avons demandé de noter les progrès du gouvernement du Canada dans ce dossier et ce qu'il pourrait faire de plus, les participants ont reparlé du lien avec les revendications territoriales et le besoin de retourner les terres (et l'accès à l'eau potable) aux communautés autochtones. Certains participants ont mentionné l'impact négatif des aménagements hydroélectriques sur les terres autochtones. Ils ont également souligné la nécessité pour les deux parties – le gouvernement fédéral et les chefs des réserves – de prioriser ce dossier, d'agir plus rapidement et d'assurer une surveillance adéquate des fonds destinés aux améliorations de l'infrastructure. Quelques participants ont suggéré que nos représentants fassent preuve de compassion et considèrent le point de vue des Autochtones dans les réserves qui doivent vivre quotidiennement avec les conséquences et les effets sur la santé d'une eau de piètre qualité.

Discours du Trône (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Le discours du Trône a été livré le 23 septembre 2020. Dans les quatre groupes réunis après cette date, nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient en avoir entendu parler et ce qu'ils pensaient des quatre piliers.

Le rappel du discours du Trône

Les participants qui étaient au courant du discours du Trône étaient peu nombreux parmi tous les groupes. Certains ont même demandé quand il avait eu lieu et ont voulu en connaître la nature. Même s'ils connaissaient peu les détails, certains avaient entendu parler de la transition de la PCU vers l'assurance-emploi et de la bonification des congés de maladie et des prestations destinées aux

aidants naturels. Bien que cette information ait été jugée comme répétitive par rapport à ce qu'ils avaient entendu au sujet de la PCU, la plupart ont fait de vagues commentaires à ce sujet. Les participants directement concernés par ces changements ont exprimé leur intérêt envers la PCU et les autres prestations de relance. D'autres ont également souligné que dans le discours du Trône, il avait été question des partenariats du gouvernement avec les sociétés pharmaceutiques pour développer des vaccins contre la COVID-19.

Les piliers du gouvernement du Canada

Les quatre principaux piliers du discours du Trône ont été présentés aux participants.

Rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient

Lutter contre la pandémie et sauver des vies

Être fidèles à qui nous sommes en tant que Canadiens, faire des progrès sur le plan de l'égalité des sexes, de la réconciliation et de la lutte contre la discrimination

Soutenir les gens et les entreprises aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront

Les participants étaient invités à examiner chacun des quatre piliers et à choisir celui sur lequel il était plus important que le gouvernement du Canada se concentre, et celui le plus important pour eux personnellement. Le quatrième pilier qui consiste à soutenir les gens et les entreprises est celui qui a le plus interpellé les participants. Plusieurs d'entre eux ont mentionné le nombre d'entreprises qui ont dû cesser leurs en raison de la COVID-19. Dans l'ensemble, ce pilier a été considéré comme le plus opportun, le plus pertinent et le plus concret des quatre. Les participants ont souligné le besoin pour les Canadiens de se soutenir mutuellement et ont indiqué qu'en s'attaquant au quatrième pilier, le gouvernement fédéral réglerait le deuxième – lutter contre la pandémie et sauver des vies. En revanche, certains participants étaient d'avis que les deux premiers piliers ressemblaient davantage à des slogans publicitaires, bien qu'ils aient convenu qu'en luttant contre la pandémie, le gouvernement relancerait l'économie et permettrait de faire progresser tous les autres piliers. Quelques participants avaient l'impression que le troisième pilier – être fidèles à qui nous sommes en tant que Canadiens – était important pour s'assurer que tous soient traités avec respect, mais ont ajouté que le gouvernement du Canada devrait en faire un objectif permanent plutôt que de lui accorder une attention spéciale pour quelque temps seulement.

Dans l'ensemble, tous les piliers ont été perçus comme étant appropriés, voire même des priorités complémentaires qui se recoupent pour le gouvernement du Canada. Même si certains participants n'ont pas bien compris ce que signifiait « rebâtir en mieux », le comparant au thème de la campagne américaine, d'autres ont bien accueilli l'idée qui selon eux, démontre l'importance de corriger les lacunes et tout ce qui n'a pas fonctionné jusqu'ici.

Les priorités du gouvernement du Canada (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.)

Par la suite, les discussions se sont poursuivies sur les priorités mises de l'avant par le gouvernement du Canada dans le discours du Trône. Les douze priorités suivantes ont été présentées aux participants :

Créer un régime national universel d'assurance-médicaments afin que toute la population canadienne ait accès à des médicaments d'ordonnance abordables.

Créer plus d'un million d'emplois grâce à des outils tels que des investissements dans les infrastructures et des mesures incitant les employeurs à embaucher et à conserver leurs travailleurs.

S'assurer d'avoir des options permettant d'offrir des tests de dépistage de la COVID-19 plus rapides, y compris la possibilité de répondre rapidement aux besoins urgents à cet égard.

Donner aux municipalités la capacité de restreindre davantage ou d'interdire les armes de poing, et de renforcer les mesures de contrôle du flux d'armes illégales qui entrent au Canada.

Contribuer à faire du Canada un leader mondial dans le domaine des technologies propres en lançant un nouveau fonds pour attirer les investissements dans la fabrication de produits zéro émission et en réduisant de moitié le taux d'imposition des sociétés pour ces entreprises afin de créer des emplois.

Mettre en place un plan qui permettra de surpasser les objectifs climatiques du Canada pour 2030, et légiférer sur l'objectif canadien de zéro émission nette d'ici 2050.

Augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse lorsqu'une personne âgée atteint 75 ans et augmenter la prestation de survivant du Régime de pensions du Canada.

Mettre en place d'autres mesures d'aide pour les industries les plus durement touchées, notamment l'industrie du voyage et du tourisme, l'industrie de l'accueil et les industries.

Investir massivement dans la formation des travailleurs et les mettre en contact avec des employeurs et de bons emplois.

Investir dans la création d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants durable, à long terme et à l'échelle du Canada.

Sanctionner les exploitants de foyers de soins de longue durée et toute autre personne qui néglige les aînés dont ils prennent soin.

Collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée afin que les personnes âgées bénéficient du meilleur soutien possible.

Les participants devaient sélectionner jusqu'à trois priorités qu'ils jugeaient les plus importantes pour eux personnellement. Des douze qui leur ont été présentées, cinq se sont distinguées. Ces priorités s'articulaient autour des engagements en matière de santé et de création de débouchés économiques pour les Canadiens, notamment :

- Créer un régime national universel d'assurance-médicaments
- S'assurer d'avoir des options permettant d'offrir des tests de dépistage de la COVID-19 plus rapides
- Collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée
- Créer un million d'emplois
- Investir dans la formation des travailleurs

Sur le plan de la santé, les participants ont parlé de l'accès aux services de soins de santé et de l'importance de pouvoir obtenir des médicaments sur ordonnance à prix abordable et des tests de dépistage de la COVID-19 rapides pour les enfants, les familles, les aînés, les personnes à revenus fixes et celles qui souffrent d'une maladie chronique. Les participants étaient catégoriques quant à l'importance de combler les besoins en matière de soins de longue durée au Canada, en améliorant la réglementation et la surveillance, et en rémunérant davantage le personnel.

Les participants ont également discuté de la santé économique du Canada, y compris du maintien des emplois existants, de la création de nouveaux emplois et de la formation, en particulier pour les travailleurs qui entrent sur le marché du travail. Ils ont également fait remarquer que certaines industries avaient été plus durement touchées que d'autres par la pandémie. Ils ont également souligné l'importance des services de garde pour permettre aux parents de retourner au travail et relancer l'économie. Certains ont ajouté qu'on aiderait particulièrement les travailleuses.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les priorités que le gouvernement du Canada devrait mettre de côté, la plupart des participants ont hésité en expliquant qu'elles étaient toutes importantes, maintenant et dans les années à venir. Certains étaient toutefois inquiets à l'idée qu'on permette aux municipalités de restreindre davantage ou d'interdire les armes de poing, et de renforcer les mesures pour contrôler la circulation des armes de poing illégales au Canada. D'autres étaient d'avis que les lois canadiennes qui régissent les armes à feu étaient suffisantes et que l'achat d'une arme de poing illégale était déjà onéreux. Pour certains, le réel problème, c'est le trafic d'armes illégales. Les participants ont cependant eu de la difficulté à proposer des solutions pour régler le problème. Bien que moins important, un autre point a été mentionné, soit les subventions sous forme de baisse d'impôts accordées aux entreprises pour créer des emplois dans le secteur des technologies propres. Même si plusieurs appuyaient les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les participants se sont entendus pour dire que le gouvernement devrait se concentrer sur les entreprises considérées comme étant des émetteurs importants, en particulier les industries où le plus grand impact se ferait ressentir.

Les réactions générales aux quatre piliers du discours du Trône (petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Après avoir discuté des quatre piliers et des différentes priorités énoncées dans le discours du Trône, les participants en sont venus à la conclusion que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, et ont bien réagi au discours. Bon nombre d'entre eux ont décrit le plan du gouvernement comme étant réfléchi et équilibré, ciblant un vaste éventail de segments démographiques et s'attaquant à des enjeux clés qui concernent différents groupes. Plusieurs participants ont dit vouloir en apprendre davantage sur chacune des priorités. Ces commentaires ont toutefois été tempérés par ceux qui avaient le sentiment qu'on avait repris quelques-unes de ces priorités dont ils avaient déjà entendu parler lors d'annonces antérieures. D'autres estimaient que, en dépit des bonnes intentions du gouvernement, ils préféreraient réserver leur jugement jusqu'à ce qu'ils voient des actions bien précises en lien avec chacune de ces priorités.

À la question à savoir si le gouvernement fédéral avait raté d'importantes occasions ou s'il devait se concentrer sur d'autres priorités, les participants ont fait plusieurs suggestions, sauf sur ce qui suit :

- Accorder une plus grande attention aux questions autochtones
- Trouver des solutions à l'itinérance et aux problèmes de logement
- Ajouter les soins dentaires aux régimes de soins de santé universels
- Mettre l'accent sur l'avenir et aux projets à long terme qui ne sont pas nécessairement populaires ou opportuns sur le plan politique, mais qui sont nécessaires
- Communiquer les mesures mises en œuvre par le gouvernement fédéral de jour en jour et de mois en mois

L'idée d'améliorer le Canada a suscité des commentaires négatifs des participants qui croient que le Canada est déjà un endroit où il fait bon vivre. Bien que certains aient convenu que l'objectif visant à renforcer le Canada était louable, ils ont fait valoir qu'il serait difficile de l'atteindre, compte tenu du niveau de contrôle étranger sur les grandes sociétés canadiennes et des préoccupations concernant l'érosion de la main-d'œuvre et de la croissance qui en découle.

Le déficit budgétaire du gouvernement du Canada (bénéficiaires de la PCU de la GRM, bénéficiaires de la PCU de la RGT)

Interrogés à savoir s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet du déficit budgétaire prévu par le gouvernement du Canada, la plupart des participants ont répondu par la négative. Ceux qui en avaient entendu parler ou qui préoyaient un déficit important se sont dits inquiets à l'idée qu'il faille éventuellement rembourser la dette; ils avaient toutefois le sentiment que les dépenses étaient nécessaires à l'heure actuelle.

Informés que le gouvernement du Canada prévoyait un déficit de 343 milliards de dollars cette année, les participants ont exprimé de l'inquiétude quant au montant, mais persistaient à croire que les dépenses étaient nécessaires pour offrir un soutien financier aux particuliers, aux familles et aux

entreprises durement touchées par la COVID-19. Encore une fois, ils ont souligné l'importance d'aider les gens durement touchés par la pandémie, malgré les craintes de certains quant à l'emploi judicieux des fonds de relance et les conséquences à long terme d'un déficit de cette envergure.

Qui plus est, suite à une discussion plus approfondie sur les priorités énoncées dans le discours du Trône, la plupart des participants croyaient que le déficit irait en augmentant. Ils avaient toutefois l'impression que tout dépendrait de la gravité d'une deuxième vague potentielle, des besoins supplémentaires en équipement de protection individuelle (EPI) et des demandes d'emploi et d'aide financière des personnes qui se retrouvent sans travail.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – September 2020 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants for 6-8 to show
- Incentives will be \$90 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Sept. 2	7:00-9:00	5:00-7:00 CT	Saskatchewan – Regina, Saskatoon	Parents of school-age children, JK/K to Gr. 6	DN
2	Sept. 3	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	Ontario – Mid-size centres	Parents of school-age children, Gr. 7 and up	TBW
4	Sept. 9	5:00-7:00	6:00-8:00 AT	Atlantic Canada – Halifax, St. John’s, Moncton, Charlottetown	Gen Pop	DN
5	Sept. 10	8:00-10:00	6:00-8:00 MT	Alberta – Calgary, Edmonton	Seniors age 55+	TBW
6	Sept. 14	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	Ontario –Major Centres	Parents of children age newborn-6years, pregnant women, women expecting to become pregnant with the next year	DN
8	Sept. 22	7:00-9:00	7:00-9:00 EST (NCR) 6:00-8:00 CT (Winnipeg)	National Capital Region and Winnipeg CMA	Indigenous	TBW
10	Sept. 24	8:00-10:00	5:00-7:00 PT	B.C. – Vancouver and Lower Mainland	Gen Pop	DN
12	Sept. 29	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	Toronto-GTA CERB RECIPIENTS	CERB Recipients	DN

Specifications for the focus groups are as follows:

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Saskatchewan – Regina, Saskatoon	Regina, Saskatoon ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 1
Ontario – Mid-size centres	100,000 – 300,000 in population Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Sarnia, Stratford, St. Thomas, Sudbury, Waterloo, Windsor, Woodstock Not immediately adjacent to a major center ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 2
Atlantic Canada	Halifax, St. John’s, Moncton, Charlottetown ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 4
Alberta	Calgary, Edmonton ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 5
Ontario –Major Centres	Cities could include (but are not limited to): Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 6
NCR, Winnipeg CMA	National Capital Region – Ottawa, Gatineau Winnipeg CMA ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH REGION.	CONTINUE – GROUP 8
B.C. – Vancouver and Lower Mainland	Cities could include (but are not limited to): Abbotsford, Burnaby, Chilliwack, Coquitlam, Delta, Hope, Langley, Maple Ridge, Mission, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody Richmond, Surrey, Vancouver, Whistler ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 10
Toronto-GTA CERB RECIPIENTS	City of Toronto Durham, Halton, Peel, York, Dufferin, Simcoe Regions	CONTINUE – GROUP 12

	ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	
Other	-	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Do you have any children in Junior Kindergarten to Grade 6?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you have any children in Grade 7 to 12?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

3b. **ASK ONLY IF GROUP 1 OR 2** Could you please tell me which grade these child/these children are in?

Child	Grade
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY GRADE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

4. **ASK ONLY IF GROUP 6** Do you have any children who are between the ages of newborn to 6 years old?

Yes **CONTINUE TO Q.4a – GROUP 6**
 No **SKIP TO Q.4b**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

4a. **ASK ONLY IF YES TO Q.4** Could you please tell me ages of these child/children?

Child	Age
1	
2	

3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

4b. **ASK ONLY IF NO TO Q.4** Are you currently pregnant or hoping to become pregnant within the next year?

Yes **CONTINUE – GROUP 6**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

5. **ASK ONLY IF GROUP 8** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

6. **ASK ONLY IF GROUP 12** Are you currently receiving the Canada Emergency Response Benefit (CERB) from the Government of Canada?

Yes **CONTINUE TO Q.6a**

No **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 12** When did you first apply for the Canada Emergency Response Benefit (CERB)?

April **CONTINUE**

May **CONTINUE**

June **CONTINUE**

July **CONTINUE**

August **CONTINUE**

Don't know/Prefer not to answer **CONTINUE**

7. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF ALBERTA = THANK AND END OTHERWISE, CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	IF ALBERTA = GROUP 5 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP. PARENTS IN GROUP 1/2/6 WILL SKEW YOUNGER.

8. **[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male

Female

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

9. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

10. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

11. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

12. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

13. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

14. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

15. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.19**

16. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

17. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

18. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

19. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

20. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.



This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – septembre 2020 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants pour assurer la présence d'au moins six à huit personnes.
- Incitatifs de 90 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	8 septembre	18 h-20 h	Villes de taille moyenne du Québec	Aînés (55 ans et +)	M. Proulx
7	15 septembre	18 h-20 h	Francophones de Winnipeg/Saint-Boniface, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario	Parents d'enfants de 6 ans ou moins, femmes enceintes, femmes qui prévoient tomber enceintes dans la prochaine année	M. Proulx
9	24 septembre	18 h-20 h	Petites villes du Québec	Population générale	M. Proulx
11	28 septembre	18 h-20 h	Région métropolitaine de Montréal	Bénéficiaires de la PCU	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison ?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

LIEU	VILLES	
Villes de taille moyenne du Québec	100 000 à 300 000 habitants (comme les régions métropolitaines de recensement de Montréal ou de Québec) ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 3
Francophones de Winnipeg/Saint-Boniface, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario	Winnipeg/Saint-Boniface, Québec, Nouveau-Brunswick, Ontario ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. MAXIMUM DE DEUX PARTICIPANTS PAR PROVINCE	CONTINUER – GROUPE 7
Petites villes du Québec	25 000 à 100 000 habitants (comme les régions métropolitaines de recensement de Montréal ou de Québec) ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 9
Région métropolitaine de Montréal	Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Repentigny, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 11
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE
---	---	------------------------------

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Avez-vous des enfants de 6 ans ou moins ?

Oui **CONTINUER À Q.4a – GROUPE 7**

Non **PASSER À LA Q.4b**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER SEULEMENT SI OUI À LA Q.4** Pouvez-vous me dire dans quel groupe d'âge se situe(nt) cet enfant/ces enfants ?

Enfant	Âge
1	
2	
3	
4	
5	

ASSURER UN BON MÉLANGE EN FONCTION DE L'ÂGE DES ENFANTS ET DU NOMBRE D'ENFANTS DANS CHAQUE GROUPE.

4b. **DEMANDER SEULEMENT SI NON À LA Q.4** Êtes-vous enceinte ou espérez-vous tomber enceinte dans la prochaine année ?

Oui **CONTINUER – GROUPE 7**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 11** Recevez-vous actuellement la Prestation canadienne d'urgence (PCU) du gouvernement du Canada ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 11** Quand avez-vous fait votre première demande de Prestation canadienne d'urgence (PCU) ?

- En avril **CONTINUER**
- En mai **CONTINUER**
- En juin **CONTINUER**
- En juillet **CONTINUER**
- En août **CONTINUER**
- Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **CONTINUER**

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	+ VILLES DE TAILLE MOYENNE DU QUÉBEC = REMERCIER ET CONCLURE SINON, CONTINUER
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	+ VILLES DE TAILLE MOYENNE DU QUÉBEC =GROUPE 3 TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE. LES GROUPES DE PARENTS (GROUPE 7) AURONT TENDANCE À ÊTRE PLUS JEUNES.

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

- Homme
- Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. En ce qui concerne votre patrimoine ethnique et culturel, vous définissez-vous comme ...? Choisissez toutes les réponses pertinentes.

Européen, Européenne de l'Ouest (R.-U., Espagne, Portugal, France, Allemagne, Autriche, Suisse, etc.)	CONTINUER ASSURER UN BON MÉLANGE SUR LE PLAN ETHNIQUE.
Européen, Européenne de l'Est (Pologne, Hongrie, Roumanie, Ukraine, Russie, etc.)	
Africain, Africaine	
D'origine moyen-orientale (Israël, Syrie, Jordanie, Égypte, Iran, Irak, etc.)	
Asiatique du Sud (Inde, Afghanistan, Pakistan, Sri Lanka, etc.)	

Asiatique du Sud-Est (Thaïlande, Vietnam, Singapour, Philippines, Indonésie, Cambodge, etc.)	
Asiatique de l'Est (Chine, Corée, Japon, Taiwan, etc.)	
Sud-Américain, Sud-Américaine; Centraméricain, Centraméricaine; Latino-Américain, Latino-Américaine	
Antillais, Antillaise (Caraïbes)	
Autre; veuillez préciser : _____	
Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler » ?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années ?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne ?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo ?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN

PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Et sur quels sujets portaient-ils ?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019 — c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe ?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – September 2020 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

COVID-19 IN THE NEWS (5-15 minutes) Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents, Mid-size Centres Quebec Seniors

- What have you heard about COVID-19 in the last few days?
- **Mid-size Centres Ontario Parents** Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's recent announcement regarding the launch of a new COVID Alert app?
 - IF AWARE: Based on what you know, how does it work?

Mid-size Centres Ontario Parents CLARIFY

The Government of Canada is launching the COVID Alert app that lets people know if someone they have come in contact with has tested positive for COVID-19, so that they can then go get tested. Several provinces have similar apps.

- **Mid-size Centres Ontario Parents** Do you think you'll download the COVID Alert app? What makes you say that?
- Have you heard anything about the Canada Emergency Response Benefit (CERB) recently?
 - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard anything about transitioning from CERB to the Employment Insurance (EI) system?
 - Have you heard anything about eligibility requirements or the minimum amount of money EI recipients will receive per week, or anything like that? What have you heard?
 - Have you heard anything about any new benefits? What have you heard?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors, Major Centres Ontario Parents, Major

Francophone Centres Parents, Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS CERB Recipients, GTA CERB RECIPIENTS CERB Recipients

- What have seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS Have you heard about what the Government of Canada is doing regarding the current COVID-19 pandemic?
- GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS Have you heard anything about COVID-19 testing in your community? What have you heard?
 - PROMPT AS NEEDED:
 - What about the number of testing sites, or capacity – are there enough?
 - Have you heard or know anything about long wait times for tests or for test results?
- GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS Does anything need to be done about testing capacity? What needs to be done?
 - Is there anything the Government of Canada can do to address this?

CURRENT COVID-19 SITUATION (5 minutes) Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors

- And now thinking about COVID-19 in Canada currently, how do you feel about it?
 - Do you think the spread is under control in Canada?
 - How about locally – do you think it’s under control in your region?

BEHAVIOUR (20-30 minutes) Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents, Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents, Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS

- Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents Now I’d like to talk about COVID-19...
- Have you changed your behaviour in the last few weeks?
 - Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents, Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents What have you done? (*Probe for going to stores or restaurants (not just grocery), visit people more, run more errands, use public transit, etc.*)
 - Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS What have you done? (*Probe for whether or not*

things have changed with children going back to school, or given the increase in cases in Canada).

- If yes: why are you doing these things more?
 - If no: why haven't you changed your behaviour?
- **Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents** Imagine you were speaking to a friend or relative who does not have any children.
 - What would you tell them about the experience of being a parent during the COVID-19 pandemic?
 - **Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** Imagine you were speaking to a friend or relative who does not have any children nor any plans to have children in the near future.
 - For those of you who are parents: what would you tell them about the experience of being a parent during the COVID-19 pandemic?
 - For those of you who are expecting: what would you tell them about the experience of being pregnant during the COVID-19 pandemic?
 - For those of you who are planning on having a baby in the near future: what would you tell them about how, if at all, the pandemic impacted your plans?
 - **Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents** What three words best describe being a parent during the COVID-19 pandemic? Please elaborate.
 - **Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** What three words best describe being a parent during the COVID-19 pandemic? Please elaborate. For those of you without kids: what 3 words best describe being pregnant or planning to become pregnant soon?
 - **Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents** Has your relationship with your child/children changed since the start of the COVID-19 pandemic?
 - If so, what has changed?
 - **Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** For those of you with young children: has your relationship with your child/children changed since the start of the COVID-19 pandemic?
 - If so, what has changed?
 - **Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** Have your kids changed their behaviour in the last few weeks?
 - What have they done? (*Probe for starting to go out more, have friends over, visit friends, etc.*)
 - **Mid-size Centres Quebec Seniors** Imagine you were speaking to a friend or relative who was in their twenties. What would you tell them about your experience living through the COVID-19 pandemic?

- **Mid-size Centres Quebec Seniors** During the COVID-19 pandemic, Canadians over the age of 55 have been called a particularly “vulnerable” population.
 - Does that label resonate with you? Why or why not?
- **Mid-size Centres Quebec Seniors** Thinking about how your behaviour and habits have or haven’t changed because of COVID-19:
 - What has been most challenging for you?
 - What has been easier than you expected?
- **GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** What about your spending habits - have these changed over the course of the pandemic? How so?
- **GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** And when you think of your various expenses, has the pandemic impacted your day-to-day cost of living?
- **Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** Do you think we’re currently experiencing a second wave, do you think a second wave is coming, or do you think there won’t be a second wave?
- **Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** Do you think we’re prepared to handle a second wave? What makes you say that?
- **Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** What do you expect to happen as we go through the fall?
 - For those of you who feel we’re currently experiencing a second wave or that it’s coming, do you think that it will be better, worse or about the same as the spring?
 - Do you think restrictions will be reinstated? Why/why not?
 - If yes: to what extent?
 - Under what conditions do you think restrictions should be reinstated? And, what should those restrictions be?
- **Winnipeg and NCR Indigenous Peoples, Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** And as we go through the fall, are you concerned about impacts on you, your families, your community, business due to COVID? How so?
 - Do you have any concerns about mental health impacts for those in your social circles or your community?

EI/RECOVERY BENEFITS (20 minutes) **Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents**

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently announced that it will be transitioning to a simplified Employment Insurance (EI) program. Originally the CERB was ending at the end of August, but it has been extended another four weeks. As of September 27, 2020:

New EI claimants will receive a minimum benefit rate of \$400 per week. Anyone eligible for EI will need to have worked 120 hours to qualify, well below current EI requirements - since many Canadians have been unable to work due to the pandemic and accumulate the required number of hours.

The Government of Canada also announced a suite of three new recovery benefits:

1. The new **Canada Recovery Benefit** would provide a benefit amount of \$400 per week for workers who are not eligible for EI - mainly the self-employed and including those working in the gig economy (e.g. freelancers, consultants, independent contractors, temporary contract workers, etc.)
 2. The new **Canada Recovery Caregiving Benefit**, would provide \$500 per week to anyone who is unable to work because they need to provide care to children or support to other dependents who had to stay home (e.g. they had to stop work because their child's school or daycare closed because of COVID-19).
 3. The new **Canada Recovery Sickness Benefit** would provide \$500 per week for up to two weeks for those who don't have paid sick leave and become sick or must self-isolate due to reasons linked to COVID-19.
- What do you think about this approach? Do the minimum benefit rate and the eligibility requirements make sense? Why/why not?
 - Now, thinking about transitioning individuals from the CERB to this new system, what do you think is the most important consideration: SHOW 3 BULLET POINTS ON SCREEN
 - Ensuring that there is no delay between payments from when CERB ends to when the new system starts
 - Ensuring that everyone who gets CERB also qualifies for EI or the new benefits
 - Trying to reduce the amount paid and the number of people who qualify in order to reduce the deficit
 - How long do you think the benefits for people who can't work due to COVID-19 or because they need to care for others will need to be in place?

CLARIFY AS NECESSARY

The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

- Do you think keeping these in place for a year seems reasonable? Why/why not?

CERB TO EI (40 minutes) GMA CERB Recipients, GTA CERB Recipients

- Have you seen, read or heard anything recently about the Canada Emergency Response Benefit (CERB) or Employment Insurance (EI)? What did you hear?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently announced that it will be transitioning to a simplified Employment Insurance (EI) program. Originally the CERB was ending at the end of August, but it was extended another four weeks and ended this past weekend.

As a follow-up to the Government of Canada's Speech from the Throne, last Thursday the Government of Canada announced that it would boost the proposed weekly payout for unemployed Canadians transitioning to the CERB to EI to \$500 a week, up from the originally announced \$400. Anyone eligible for EI will need to have worked 120 hours to qualify, well below current EI requirements - since many Canadians have been unable to work due to the pandemic and accumulate the required number of hours.

The Government of Canada also announced a suite of three new recovery benefits:

1. The new **Canada Recovery Benefit** would provide a benefit amount of \$500 per week for workers who are not eligible for EI - mainly the self-employed and including those working in the gig economy (e.g. freelancers, consultants, independent contractors, temporary contract workers, etc.)
 2. The new **Canada Recovery Caregiving Benefit**, would provide \$500 per week to anyone who is unable to work because they need to provide care to children or support to other dependents who had to stay home (e.g. they had to stop work because their child's school or daycare closed because of COVID-19).
 3. The new **Canada Recovery Sickness Benefit** would provide \$500 per week for up to two weeks for those who don't have paid sick leave and become sick or must self-isolate due to reasons linked to COVID-19.
- What do you think about this approach? Do the minimum benefit rate and the eligibility requirements make sense? Why/why not?

- How long do you think the benefits for people who can't work due to COVID-19 or because they need to care for others will need to be in place?

CLARIFY AS NECESSARY

The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

- Do you think keeping these in place for a year seems reasonable? Why/why not?
- Do you have any concerns regarding the transfer of the CERB to EI?
 - Do you know how the transfer works?
 - AS NECESSARY: does it apply to you? Do you need to apply?
- Do you think that this approach is leaving anyone out? Why/why not?

Under the previous system, EI payments were taxable income, meaning federal and provincial or territorial taxes, where applicable, are deducted when you receive them.

- Do you think that applies for the simplified EI system and the new recovery benefits? i.e., are these taxable?
- Would you have any concerns about it come tax time in the spring?

ECONOMY (20 minutes) Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents

- I'd now like to talk about the economy for a bit.
- As Canada's economy has restarted, have you heard about anything the Government of Canada is doing to help with economic recovery? What have you heard? (MOVE QUICKLY THROUGH THIS QUESTION) I'm now going to show you a few different phrases to describe what the goals of Canada's economic recovery could be. I'd like you to read it individually and then we'll discuss. SHOW OPTIONS ON SCREEN.
 - We need a green new deal
 - We need a green recovery
 - We need a more resilient country
 - We need to build back better

POLL: I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these best summarizes what you want from Canada's economic recovery (participants to select 1 ONLY). Now let's go through each of these phrases...

- What does "We need a green new deal" mean to you?
 - For those who selected it: why did you select this one? What do you like about it?
 - For those who didn't select it: why didn't you select this one? What do you dislike about it?

- What does "We need a green recovery" mean to you?
 - For those who selected it: why did you select this one? What do you like about it?
 - For those who didn't select it: why didn't you select this one? What do you dislike about it?

- What does "We need a more resilient country" mean to you?
 - For those who selected it: why did you select this one? What do you like about it?
 - For those who didn't select it: why didn't you select this one? What do you dislike about it?

- What does "We need to build back better" mean to you?
 - For those who selected it: why did you select this one? What do you like about it?
 - For those who didn't select it: why didn't you select this one? What do you dislike about it?

SEASONAL FLU CONCEPT TESTING (30 minutes) Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents

- Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Alberta Seniors I'm going to show you 2 sets of banner images that are currently being developed by the Government of Canada for possible advertising. Each set has 3 animated banners, meaning that they will rotate from one frame to the next.

- Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents Today, as part of the discussion, we're going to look at some concepts for a couple of different advertising campaigns. For the first one, I'm going to show you 2 banner images that are currently being developed by the Government of Canada for possible advertising.

Seniors Concepts:

Mid-size Centres Quebec Seniors Order: 1, 2

Major Centres Alberta Seniors Order: 2, 1

Young Adults Concepts:

Major Centres Atlantic Canada Order: 2, 1

Parents/Pregnant Concepts:

Major Centres Ontario Parents Order: 1, 2

Major Francophone Centres Parents Order: 2, 1

SHOW BANNER AD 1 ON SCREEN:

- What do you think of this banner?
- What did you like most? What did you like least?
- What is the main message?
- What do you think about the fact that the people are wearing masks? Is this relevant? Confusing? Why do you say that?
- Who is this ad aimed at? Why do you say that? What do you think specifically of the statements? Are they clear or confusing?
- Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors What about "I got the flu shot this year, did you?" Does it work in the context of this ad? What does it mean to you?
- Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents What about "We got the flu shot this year. Did you?" Does it work in the context of this ad? What does it mean to you?
- Would they stand out to you if you saw this online? Would you be persuaded to look for more information?
- Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors If you saw this ad, would you be motivated to take action, such as getting a flu shot/finding out where you can get a flu shot/learning more about the flu shot?
- Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents If you saw this ad, would you be motivated to take action, such as getting a flu shot/finding out where you can get a flu shot/learning more about the flu shot, for yourself/your family?

SHOW BANNER AD 2 ON SCREEN:

- What do you think of this banner?
- What did you like most? What did you like least?
- What is the main message?
- Who is this ad aimed at? Why do you say that? What do you think specifically of the statements? Are they clear or confusing?
- Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors What about "Make a plan today to get your flu shot."? Does it work in the context of this ad? What does it mean to you?

- **Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** What about “Make a plan today for your family to get the flu shot.”? Does it work in the context of this ad? What does it mean to you?
- Would they stand out to you if you saw this online? Would you be persuaded to look for more information?
- **Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors** If you saw this ad, would you be motivated to take action, such as getting a flu shot/finding out where you can get a flu shot/learning more about the flu shot?
- **Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** If you saw this ad, would you be motivated to take action, such as getting a flu shot/finding out where you can get a flu shot/learning more about the flu shot, for yourself/your family?

WRAP UP

- **POLL** Which banner do you feel would be most effective to encourage Canadians/you to get their/your flu shot?

Parents/Pregnant Concepts:

Major Centres Atlantic Canada Order: 2, 1

- **Major Centres Atlantic Canada** There may be a series of these banner ads. I’m going to show you an alternate version of each of the concepts you just saw.

Major Centres Atlantic Canada SHOW BANNER AD 1 ON SCREEN:

- What do you think of this banner?
- Who is this ad aimed at - the same target audience as the first version you saw or a different one?
- Do you have any other comments about this banner?

Major Centres Atlantic Canada SHOW BANNER AD 2 ON SCREEN:

- What do you think of this banner?
- Who is this ad aimed at - the same target audience as the first version you saw or a different one?
- Do you have any other comments about this banner?

Accompanying Statement

- **Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors, Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents** I’m going to show you an example of a statement that could accompany these ads or other communications about the flu shot.

Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors
Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents

SHOW STATEMENT ON SCREEN:
This fall, we're protecting ourselves, our communities, and our healthcare system from the flu. Let's keep everyone safe.

- Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors
Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents What do you think of a statement like that? Do you think it works well with the ads you saw? Do you think it helps in terms of motivating you to take action?

CHILDHOOD VACCINATION CONCEPT TESTING (30 minutes) Major Centres Ontario Parents, Major Francophone Centres Parents

We are now going to review some concepts for a different campaign being developed by the Government of Canada for possible advertising.

Major Centres Ontario Parents Order: 1, 2
Major Francophone Centres Parents Order 2, 1

SHOW VIDEO 1

- What do you think of these ads?
- What did you like most? What did you like least?
- What is the main message?
- What does it suggest about vaccination? Probe if not mentioned: safe; effective; important
- Who is this ad aimed at? Why do you say that? What do you think specifically of the statements? Are they clear or confusing? Are they believable?
- Would they stand out to you if you saw this on TV or online?
- What, if anything, would you personally do after seeing this video?
 - To what extent does this concept make you want to find out more about childhood vaccination?
 - Where would you go for that information?
 - Would you share this video with your networks on social media? Why/why not?
- Is anything unclear or problematic?
 - You may have noticed that the mother and nurse in the vaccination scene are not wearing any masks, do you feel they should be?
- I'd like your opinion on an alternative version of this ad....

SHOW VIDEO 2

- What are your thoughts on this one?

COMPARISON

- **POLL** Which ad do you feel would be most effective to encourage parents/you to find out more about childhood vaccination? MODERATOR TO READ RESULTS OF POLL.

SCHOOLS (40 minutes) Major Centres Saskatchewan Parents, Mid-size Centres Ontario Parents

- What have you heard about back to school plans in your community?

Major Centres Saskatchewan Parents CLARIFY AS NECESSARY

The Saskatchewan Government has provided its Safe School Plan for students and staff to return to in-person class instruction. The plan includes components such as self-screening measures, assigned seating on school buses, protocols to ensure students can safely access and move throughout school facilities, increased sanitation measures, measures to reduce the risk of transmission in the classroom, supports for intensive needs and immune-compromised students, measures to reduce physical contact, and a set of 4 scenarios that may be activated based on the advice of the Chief Medical Health Officer.

Mid-size Centres Ontario Parents CLARIFY AS NECESSARY

The Ontario Government has said that elementary schools will be equipped to reopen with increased health and safety standards, and that students will attend school 5 days a week. Most high schools will be a combination of in-school and remote learning days, with students attending class in-person at least 50% of instructional days. In-person school attendance is optional for the 2020-2021 school year so that parents can make decisions that work for their children and family. School boards will offer remote learning for all students who choose this option.

[NOTE FOR MODERATOR: FOR SECONDARY IV AND V, SCHOOL SERVICE CENTRES AND SCHOOL BOARDS (ENGLISH SECTOR AND THOSE WITH A SPECIAL STATUS) MAY OPT FOR AN ALTERNATIVE SOLUTION IF THE COURSE SCHEDULE CANNOT BE REORGANIZED TO MAINTAIN STABLE GROUPS]

- **Mid-size Centres Ontario Parents** Are you planning to send your kids to school in person? Why/why not?
- Are you worried about sending your kids to school in person?
 - IF YES: what kinds of things are you worried about?
 - PROMPT AS NECESSARY: Your kids' health? Your kids passing COVID on to you or other family members? Something else?
- What do you think is most needed in order to make things safer in schools?

- PROBE: Do schools need more space so kids can be spaced more? Do they need to hire more teachers so that class sizes are smaller? Hire more cleaning staff? Something else?
- Have you heard of anything the Government of Canada has done or announced recently to help make schools safer?
 - IF YES: What have you heard?
- The Government of Canada announced that it is giving \$2 billion more to provinces and territories to help them ensure kids can safely go back to school. Did anyone hear about this?
 - What do think of this? Do you think it will help?
- Is there anything else you think the Government of Canada could do to help provinces and territories ensure kids can safely go back to school?

OPIOIDS (15 minutes) Major Centres Saskatchewan Parents

Now I'd like to talk about a completely different topic...

- Have you heard anything about opioids recently? What have you heard?
- Do you think there is an opioid crisis in Canada? Why/why not?
 - IF YES: What are the reasons for this crisis? Who do you see as responsible for this becoming a crisis?

CLARIFY AS NECESSARY:

Opioids such as fentanyl, morphine, oxycodone and hydromorphone are medications that can help relieve pain.

Opioids are drugs that affect your mind, mood, and mental processes and can also cause euphoria, or the feeling of being "high." This creates the potential for them to be used improperly.

- Now, thinking about opioids being used improperly, who do you think is most affected by this?
- Do you think the opioid situation (i.e. opioids being used improperly) in Canada is getting better or worse?
- What, if anything, should the Government of Canada do?
- Some have suggested that the Government of Canada should decriminalize possession of illicit drugs for personal use, so that those with a substance use disorder are diverted away from the

criminal justice system and towards a health-care approach instead. What do you think about that approach?

PHARMACARE (45 minutes) Mid-size Centres Quebec Seniors, Major Centres Atlantic Canada, Major Centres Alberta Seniors

- I'd now like to talk about a different topic.
- Who is familiar with the term pharmacare? What does it mean to you?
- Are you aware of any Government of Canada plans related to pharmacare? What have you heard?

SHOW ON SCREEN:

In 2019, the Government of Canada announced that it was intending to move forward on implementing national pharmacare. To make prescription drugs more affordable and more accessible to more Canadians, the Government stated its intention to work with its partners on the creation of:

- The **Canadian Drug Agency**, a new national drug agency that would co-ordinate negotiating prescription drug prices on behalf of Canadians. Buying them in large quantities will be able to save Canadians up to \$3 billion a year in the long term.
- A **national strategy for high-cost drugs for rare diseases** to help Canadians get better access to these drugs, as a first step towards expanded coverage.
- When you think of various healthcare priorities, how important is pharmacare as a priority compared to others? What makes you say that?
 - Does COVID make you think differently about the need for pharmacare? How so?
 - PROBE: Some people say COVID has shown the importance of protecting vulnerable populations like low income seniors, and ensuring good health, and so pharmacare is more important than ever. What do you think of that viewpoint? Do you agree or disagree? What makes you say that?
 - PROBE: Some people say that if people can afford medication, they're less likely to need to be in hospital for treatment, which gives hospitals more ability to deal with other things like pandemics. What do you think of that viewpoint? Do you agree or disagree? What makes you say that?
- Now, thinking about national pharmacare for Canada, let's talk for a bit about what this could look like. It could be a universal plan like healthcare, *or* it could be a "safety net" plan so that it only applies to Canadians when prescription drug costs exceed a percentage of their income.

- What are some benefits of the universal approach?
- What are some benefits of the safety net approach?
- Which approach is more fair?

Pharmacare could be completely public, like healthcare, where all Canadians are on the same plan. Alternatively, it could “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans, but with a plan set up to ensure that everyone receives coverage, including those currently not covered.

- What are some benefits of a public approach where everyone is on the same plan?
- What are some benefits of “closing the gap”?
- Which approach is more fair?

Another question to consider would be to decide which drugs are covered by Pharmacare. One approach would be to limit coverage to essential life-saving medicine. Another approach would be to add frequently prescribed drugs, which are covered by most basic plans. Finally, it could be a more comprehensive approach so that it covers mostly everything currently included in existing public and private plans.

- How extensive do you think coverage should be under Pharmacare?
 - How would you feel about fewer drugs being covered, but people having the option to expand their coverage via add-on workplace or private plans?
- What do you think the process should be for deciding which drugs are covered?
- Let us now consider specialized high cost drugs that are used to treat rare diseases. Often in these cases, there is not much clinical evidence supporting how well they work, and usually they are quite expensive. However, they can give hope to very sick patients with limited options. Should these type of drugs be covered?
- Do you think the list of drugs that are covered should be the same in all provinces, or should variations be allowed?

Finally, there is the question of who pays for National Pharmacare.

- Should Canadians themselves cover part of the cost, either through small payments (e.g. a dispensing fee for a prescription), or through annual Pharmacare premiums?
- Given that employers currently pay for private plans, should they be required to pay for part of Pharmacare?

- Now that we've spent a bit of time talking about Pharmacare, do you have any further questions or suggestions about what it would look like?
- And do you think the term "pharmacare" is the best word to describe this type of system? Do you have any other suggestions?
- **POLL** Now, based on all the discussions we've had, how do you feel about national pharmacare? I'm going to show you a poll and I would like you to select either "national pharmacare is a good idea" or "national pharmacare is bad idea".
 - Now, I would like you to enter a short explanation for why you selected what you did.

INDIGENOUS ISSUES (60 minutes) Winnipeg and NCR Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the GC done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard anything about fisheries in Nova Scotia?
 - PROMPT AS NECESSARY: Anything about Indigenous fishers and commercial fishers related to lobster fishing?
 - What have you heard?
 - How do you feel about this?
 - Is this an important issue for the Government of Canada to address?

Now moving on to a different topic...

- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
- The right to cultural identity

- The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
- Protection from discrimination
- Let's say that Canada fully implemented UNDRIP. What do you think that would involve? What kinds of changes would you expect to see?

I'd now like to talk about racism for a bit...

- How would you define systemic racism?

CLARIFY AS NECESSARY

Systemic racism is generally defined as a problem with how society is set up, not just individual attitudes towards certain groups. So it's as if there's a built-in bias or racist lens in our various institutions and systems that leads to unfair treatment or outcomes for certain groups. So essentially rather than focusing on a few "bad apples" as the problem (e.g. a few racist people), systemic racism is when the whole barrel of apples is spoiled.

- Do you believe there is systemic racism against Indigenous people in Canada?
- Are there any institutions or systems that perpetrate systemic racism in Canada?
 - AS NECESSARY: for example, our education systems, healthcare systems, etc.?
 - IF YES: what kind of changes need to be made to these institutions/systems to improve their treatment of Indigenous people?
- What about the RCMP or police forces – is there systemic racism in our policing systems? How so? Do you have any examples or anecdotes that come to mind?
- What about our judicial system, such as the way courts engage with Indigenous people and how they do sentencing – is there systemic racism here? How so? Do you have any examples or anecdotes that come to mind?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

SHOW INFOGRAPHIC 'Progress on lifting long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?
- What else should the Government of Canada be doing to improve drinking water on reserves?

SPEECH FROM THE THRONE (20-60 minutes) Smaller Centres Quebec, Lower Mainland, GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS

I'd now like to shift our attention to another topic.

- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's Speech from the Throne?
 - IF YES: What have you heard?

Smaller Centres Quebec, Lower Mainland GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS CLARIFY AS NECESSARY

Yesterday/Last Wednesday, a new session of Parliament opened with the Speech from the Throne, which introduced the government's direction and goals, and outlines how it will work to achieve them.

- Now that I've provided a bit of information, do you recall hearing anything about this?

IF YES:

- What did you hear? What did you hear about what it includes?
- What is the focus of this new plan?
- GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS Is there something about this new plan that you particularly liked or did not like?

Smaller Centres Quebec, Lower Mainland Now I'd like to go through a few things outlined in the Speech from the Throne.

- Smaller Centres Quebec, Lower Mainland The following is a list of the four main pillars of the speech:

Smaller Centres Quebec, Lower Mainland SHOW ON SCREEN:

- Build back better, to create a stronger and more resilient Canada
- Fight the pandemic and save lives

- Stand up for who we are as Canadians, making progress on gender equality, reconciliation, and fighting discrimination
- Support people and business through the crisis, as long as it lasts, whatever it takes
- **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** **POLL 1:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these is the most important for the Government of Canada to focus on (participants to select ONE)
- **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** Now I'd like to go through the one you selected as the most important to you personally. SHOW RESULTS FROM POLL 1 ON SCREEN
- **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** **HAVE EACH PARTICIPANT LIST THEIR SELECTION AND EXPLAIN WHY.**
- **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** Now thinking of all 4 pillars, do these make sense as the key things the government should be focused on? Why/why not?
- **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** Now I'm going to show you a list of some of the priorities that the Government of Canada pledged to implement in the Throne Speech:

Smaller Centres Quebec, Lower Mainland SHOW ON SCREEN:

- Create a national, universal pharmacare program so that all Canadians have access to affordable prescription medication
- Create over one million jobs via tools such as investments in infrastructure, and incentives for employers to hire and retain workers
- Ensure faster COVID testing options, including being able to quickly meet surge testing needs
- Give municipalities the ability to further restrict or ban handguns, and strengthen measures to control the flow of illegal guns into Canada
- Help make Canada a world leader in clean technology by launching a fund to attract investments in making zero-emissions products, and cutting the corporate tax rate in half for these companies to create jobs
- Implement a plan to exceed Canada's 2030 climate goal, and legislate a goal of net-zero emissions by 2050
- Increase Old Age Security once a senior turns 75, and boost the Canada Pension Plan survivor's benefit
- Introduce more support for industries that have been the hardest hit, including travel and tourism, hospitality, and cultural industries like the performing arts
- Invest heavily in training for workers, and in connecting workers to employers and good jobs

- Invest in creating a sustainable, long-term, Canada-wide early learning and childcare system
 - Penalize long-term care home operators and others who neglect seniors under their care
 - Work with the provinces and territories to set new, national standards for long-term care so that seniors get the best support possible
- **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** **POLL 2:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these are the most important to you personally (participants to select UP TO THREE).
 - **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** Now I'd like to go through the priorities you selected as the most important to you personally. SHOW RESULTS FROM POLL 2 ON SCREEN
 - **HAVE EACH PARTICIPANT LIST THEIR MOST IMPORTANT SELECTIONS AND EXPLAIN WHICH ONE THEY CONSIDER TO BE THE MOST IMPORTANT TO THEM AND WHY.**
 - **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** **POLL 3:** Now I'd like you to select which of these, if any, you think the Government of Canada should not do (participants to select UP TO THREE).
 - **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** Now I'd like to go through any priorities you thought the Government of Canada should not do. SHOW RESULTS FROM POLL 3 ON SCREEN
 - **HAVE EACH PARTICIPANT LIST ANY PRIORITIES THEY SELECTED AS THINGS THE GOVERNMENT SHOULD NOT DO AND EXPLAIN WHICH ONE THEY FEEL THE MOST STRONGLY ABOUT AND WHY.**
 - **Smaller Centres Quebec, Lower Mainland** Now that we've gone through and discussed the main pillars and some of the priorities, how do you feel about the Throne Speech in general?

GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS CLARIFY AS NECESSARY

The GC introduced four main pillars that they wish to focus on.

- Build back better, to create a stronger and more resilient Canada;
 - Fight the pandemic and save lives;
 - Stand up for who we are as Canadians, making progress on gender equality, reconciliation, and fighting discrimination; and
 - Support people and business through the crisis, as long as it lasts, whatever it takes.
- Do you think the Government of Canada is missing any important opportunities? Are they leaving anything out?
 - IF YES: What other priorities does the government need to focus on?

- **GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** Have any of you heard anything about the Government of Canada's projected deficit this year? What have you heard?
- **GMA CERB RECIPIENTS, GTA CERB RECIPIENTS** A couple of months ago, the Government of Canada was projecting a \$343-billion deficit this year. How do you feel about that?
 - Based on the Speech from the Throne, do you think the deficit will increase, decrease or stay the same? How do you feel about that?

CONCLUSION (5 minutes) **All Locations**

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — SEPTEMBRE 2020 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LA COVID DANS L'ACTUALITÉ (5-15 minutes) Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario, population aînée de centres de taille moyenne du Québec

- Qu'avez-vous entendu dire au sujet de la COVID-19 au cours des quelques derniers jours ?
- **Parents de centres de taille moyenne de l'Ontario** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant l'annonce récente, par le gouvernement du Canada, du lancement de la nouvelle application Alerte COVID ?
 - S'ILS EN ONT ENTENDU PARLER : D'après ce que vous savez, comment fonctionne-t-elle ?

Parents de centres de taille moyenne de l'Ontario ÉCLAIRCISSEMENT

Le gouvernement du Canada s'apprête à lancer l'application Alerte COVID, qui avertit les utilisateurs lorsqu'une personne avec laquelle ils ont été en contact est déclarée positive à la COVID-19, afin qu'ils puissent aller passer un test de dépistage. Plusieurs provinces ont des applications semblables.

- **Parents de centres de taille moyenne de l'Ontario** Pensez-vous télécharger l'application Alerte COVID ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) récemment ?
 - AU BESOIN, DEMANDER : Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la transition de la PCU vers le régime d'assurance-emploi ?
 - Avez-vous entendu quoi que ce soit à propos des critères d'admissibilité ou du montant minimum d'argent que les bénéficiaires de l'assurance-emploi recevront par semaine ou autre chose du genre ? Qu'avez-vous entendu ?
 - Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de nouvelles prestations ? Qu'avez-vous entendu ?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) Population aînée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population aînée de grands centres de l'Alberta, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones, peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement du Canada concernant la pandémie actuelle de COVID-19 ?
- Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des tests de dépistage de la COVID-19 dans votre communauté ? Qu'avez-vous entendu ?
 - AU BESOIN, DEMANDER :
 - Qu'en est-il du nombre de sites de dépistage, ou du nombre de tests qu'ils peuvent effectuer — est-ce suffisant ?
 - Avez-vous entendu ou savez-vous quoi que ce soit par rapport aux longs délais d'attente pour subir un test de dépistage ou pour en obtenir les résultats ?
- Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT Faut-il faire quelque chose quant à la capacité de dépistage ? Que faut-il faire ?
 - Y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada peut faire pour y remédier ?

SITUATION ACTUELLE DE LA COVID-19 (5 minutes) Population aînée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population aînée de grands centres de l'Alberta

- Et maintenant, en pensant à la COVID-19 au Canada actuellement, comment vous sentez-vous ?
 - Pensez-vous que la propagation au Canada est maîtrisée ?
 - Qu'en est-il à l'échelle locale — pensez-vous que la situation est maîtrisée dans votre région ?

COMPORTEMENT (20-30 minutes) Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario, population aînée de centres de taille moyenne du Québec, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones, peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT

- Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones J'aimerais maintenant parler de COVID-19...
- Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ?
 - Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario, population aînée de centres de taille moyenne du Québec, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones Qu'avez-vous fait ? (Sonder : *aller dans les magasins ou au restaurant [pas seulement à l'épicerie], à rendre visite aux gens, à faire plus de courses, à utiliser les transports en commun, etc.*)
 - Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT Qu'avez-vous fait ? (Sonder : *aller dans les magasins ou au restaurant [pas seulement à l'épicerie], à rendre visite aux gens, à faire plus de courses, à utiliser les transports en commun, etc.*)
 - Si oui : pourquoi les faites-vous davantage ces choses ?
 - Si non : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario Imaginez que vous parlez à un ami ou à un membre de votre famille qui n'a pas d'enfant.
 - Que leur diriez-vous de l'expérience d'être parent pendant la pandémie de COVID-19 ?
- Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones Imaginez que vous parlez à un ami ou à un membre de votre famille qui n'a pas d'enfant et ne prévoit pas d'en avoir dans un avenir rapproché.
 - Pour vous qui êtes parents : que leur diriez-vous de l'expérience d'être parent pendant la pandémie de COVID-19 ?
 - Pour vous qui attendez un enfant : que leur diriez-vous de l'expérience d'être enceinte pendant la pandémie de COVID-19 ?
 - Pour vous qui avez l'intention d'avoir un bébé dans un avenir rapproché : que leur diriez-vous sur l'impact de la pandémie sur vos projets, le cas échéant ?
- Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario Quels sont les trois mots qui décrivent le mieux ce que c'est que d'être parent pendant la pandémie de COVID-19 ? Veuillez préciser.
- Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones Quels sont les trois mots qui décrivent le mieux ce que c'est que d'être parent pendant la pandémie de COVID-19 ? Veuillez préciser. Pour vous qui n'avez pas d'enfant : quels sont les 3 mots qui décrivent le mieux le fait d'être enceinte ou de prévoir une grossesse prochainement ?
- Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario Est-ce que votre relation avec votre ou vos enfant(s) a changé depuis le début de la pandémie de COVID-19 ?

- Si c'est le cas, qu'est-ce qui a changé ?
- **Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Pour vous qui êtes parents de jeunes enfants : est-ce que votre relation avec votre ou vos enfant(s) a changé depuis le début de la pandémie de COVID-19 ?
 - Si c'est le cas, qu'est-ce qui a changé ?
- **Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Est-ce que vos enfants ont changé de comportement au cours des dernières semaines ?
- **Qu'est-ce qu'ils ou elles ont fait ?** (Sonder quant à ces éléments : ont commencé à sortir plus souvent ; ont invité des amis à la maison ; rendent visite à des amis, etc.)
- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec** Imaginez que vous parlez à un ami ou à un membre de votre famille qui a une vingtaine d'années. Que lui diriez-vous de votre expérience au cours de la pandémie de COVID-19 ?
- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec** Pendant la pandémie de COVID-19, les Canadiens de plus de 55 ans ont été qualifiés de population particulièrement « vulnérable ».
 - Est-ce que cette étiquette a une résonance pour vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec** Veuillez décrire comment votre comportement et vos habitudes ont ou n'ont pas changés à cause de la COVID-19.
 - Qu'est-ce qui fut pour vous le plus grand défi ?
 - Qu'est-ce qui a été plus facile que ce que vous attendiez ?
- **Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Qu'en est-il de vos habitudes de dépenses — ont-elles changé au cours de la pandémie ? De quelle façon ?
- **Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Et lorsque vous pensez à vos diverses dépenses, est-ce que la pandémie a eu un impact sur votre coût de la vie de tous les jours ?
- **Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Pensez-vous que nous connaissons actuellement une deuxième vague, pensez-vous qu'une deuxième vague s'en vient, ou pensez-vous qu'il n'y aura pas de deuxième vague ?
- **Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Pensez-vous que nous sommes prêts à faire face à une deuxième vague ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- **Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** À quoi vous attendez-vous au cours de l'automne ?
 - Pour vous qui pensez que nous connaissons actuellement une deuxième vague ou bien qu'elle s'en vient, pensez-vous qu'elle sera moins grave, pire ou comparable à celle du printemps ?
 - Pensez-vous que les restrictions seront remises en place ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Si oui : Jusqu'à quel point ?
 - Selon vous, quelles conditions seraient nécessaires pour que les restrictions soient réinstaurées ? Et quelles devraient être ces restrictions ?
- **Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN, petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Et en cette période d'automne, êtes-vous préoccupés
- par les répercussions de la COVID sur vous, vos familles, votre communauté et les entreprises ? De quelle façon ?
 - Êtes-vous préoccupé par les effets sur la santé mentale des personnes appartenant à vos cercles sociaux ou à votre communauté ?

ASSURANCE-EMPLOI ET PRESTATIONS DE RELANCE ÉCONOMIQUE (20 minutes) **Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario**

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre semaines supplémentaires. En date du 27 septembre 2020 :

Les nouveaux demandeurs d'assurance-emploi en date du 27 septembre 2020 toucheront un taux de prestation minimum de 400 \$ par semaine. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi — puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

1. La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique** verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi — principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.)

2. La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).
 3. La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.
- Que pensez-vous de cette approche ? Est-ce que le taux de prestation minimum et les critères d'admissibilité sont sensés ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Maintenant, si l'on pense à la transition pour les prestataires de la PCU vers ce nouveau système, quel est, selon vous, l'élément le plus important à considérer ? AFFICHER LES TROIS POINTS À L'ÉCRAN
 - S'assurer qu'il n'y a pas de délai d'attente entre les versements effectués à la fin de la PCU et au début du nouveau système.
 - S'assurer que toute personne qui reçoit la PCU sera également admissible à l'assurance-emploi ou aux nouvelles prestations
 - Tenter de réduire le montant versé et le nombre de personnes qui y sont admissibles afin de réduire le déficit
 - Combien de temps pensez-vous que les prestations pour les personnes qui ne peuvent pas travailler en raison de la COVID-19 ou parce qu'elles doivent s'occuper de quelqu'un d'autre devront être en place ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique — qui est d'une durée maximale de deux semaines.)

- Est-ce que cela vous semble raisonnable de les maintenir en place pendant un an ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

DE LA PCU À L'ASSURANCE-EMPLOI (40 minutes) Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ou de l'assurance-emploi ? Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre semaines supplémentaires et s'est terminée la fin de semaine dernière.

Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé jeudi dernier qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi — puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

1. La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique** verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi — principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.).
 2. La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).
 3. La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.
- Que pensez-vous de cette approche ? Est-ce que le taux de prestation minimum et les critères d'admissibilité sont sensés ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Combien de temps pensez-vous que les prestations pour les personnes qui ne peuvent pas travailler en raison de la COVID-19 ou parce qu'elles doivent s'occuper de quelqu'un d'autre devront être en place ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique — qui est d'une durée maximale de deux semaines).

- Est-ce que cela vous semble raisonnable de les maintenir en place pendant un an ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Avez-vous des préoccupations par rapport à passer de la PCU à l'assurance-emploi ?
 - Savez-vous comment s'effectue le transfert ?
 - SI NÉCESSAIRE : Est-ce que ça s'applique à vous ? Avez-vous besoin de faire une demande ?
- Pensez-vous que cette approche laisse qui que ce soit de côté ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Sous l'ancien régime, les prestations d'assurance-emploi constituaient un revenu imposable, ce qui signifie que les impôts fédéraux et provinciaux ou territoriaux, le cas échéant, sont déduits lorsque vous les recevez.

- Pensez-vous que cela s'applique au système simplifié d'assurance-emploi et aux nouvelles prestations de relance économique ? Autrement dit, sont-elles imposables ?
- Auriez-vous des préoccupations à ce sujet quand viendra la période des impôts au printemps ?

ÉCONOMIE (20 minutes) Grands centres des provinces atlantiques, population aînée de grands centres de l'Alberta, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones

- J'aimerais maintenant parler un peu de l'économie.
- Alors que l'économie canadienne a redémarré, avez-vous entendu parler de ce que le gouvernement du Canada fait pour contribuer à la reprise économique ? Qu'avez-vous entendu ? (NE DISCUTER QUE BRIÈVEMENT DE CETTE QUESTION)
- Je vais maintenant vous montrer différentes phrases pour décrire ce que pourraient être les objectifs de la reprise économique du Canada. J'aimerais que vous les lisiez individuellement et nous en discuterons par la suite. AFFICHER LES OPTIONS À L'ÉCRAN.
 - Nous avons besoin d'un nouveau pacte vert.

- Nous avons besoin d'une relance verte.
 - Nous avons besoin d'un pays plus résilient.
 - Nous devons reconstruire en mieux.
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez celle qui résume le mieux ce que vous souhaitez de la reprise économique du Canada. (Les participant(e)s ne doivent choisir qu'une seule option.)
 - Maintenant, passons en revue chacune de ces phrases...
 - Et que signifie pour vous, « nous avons besoin d'un nouveau pacte vert » ?
 - Pour les personnes l'ayant choisie : Pourquoi l'avez-vous choisie ? Qu'est-ce qui vous plaît ?
 - Pour les personnes ne l'ayant pas choisie : Pourquoi ne l'avez-vous pas choisie ? Qu'est-ce qui vous déplaît ?
 - Et que signifie pour vous, « nous avons besoin d'une relance verte » ?
 - Pour les personnes l'ayant choisie : Pourquoi l'avez-vous choisie ? Qu'est-ce qui vous plaît ?
 - Pour les personnes ne l'ayant pas choisie : Pourquoi ne l'avez-vous pas choisie ? Qu'est-ce qui vous déplaît ?
 - Et que signifie pour vous, « nous avons besoin d'un pays plus résilient » ?
 - Pour les personnes l'ayant choisie : Pourquoi l'avez-vous choisie ? Qu'est-ce qui vous plaît ?
 - Pour les personnes ne l'ayant pas choisie : Pourquoi ne l'avez-vous pas choisie ? Qu'est-ce qui vous déplaît ?
 - Et que signifie pour vous, « nous devons reconstruire en mieux » ?
 - Pour les personnes l'ayant choisie : Pourquoi l'avez-vous choisie ? Qu'est-ce qui vous plaît ?
 - Pour les personnes ne l'ayant pas choisie : Pourquoi ne l'avez-vous pas choisie ? Qu'est-ce qui vous déplaît ?

ÉVALUATION DE CONCEPT SUR LA GRIPPE SAISONNIÈRE (30 minutes) Population aînée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population aînée de grands centres de l'Alberta, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones

- Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, population âgée de grands centres de l'Alberta Je vais vous montrer deux séries d'images de bannières que le gouvernement du Canada est en train de développer pour une éventuelle publicité. Chaque série comporte trois bannières animées, ce qui signifie qu'elles passeront d'une image à l'autre en alternance.
- Grands centres des provinces atlantiques, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones Aujourd'hui, dans le cadre de la discussion, nous allons examiner des concepts pour quelques différentes campagnes publicitaires. Pour ce qui est de la première, je vais vous montrer les images de deux bannières publicitaires que le gouvernement du Canada est en train de développer pour une éventuelle publicité.

Concepts destinés à la population âgée :

Population âgée de centres de taille moyenne du Québec Ordre séquentiel : 1, 2

Population âgée de grands centres de l'Alberta Ordre séquentiel : 2, 1

Concepts destinés aux jeunes adultes :

Grands centres des provinces atlantiques Ordre séquentiel : 2, 1

Concepts destinés aux parents et aux femmes enceintes :

Parents de grands centres de l'Ontario Ordre séquentiel : 1, 2

Parents de grands centres francophones Ordre séquentiel : 2, 1

AFFICHER À L'ÉCRAN LA BANNIÈRE PUBLICITAIRE 1 :

- Que pensez-vous de cette bannière publicitaire ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Quel est le message principal ?
- Que pensez-vous du fait que les gens portent des masques ? Est-ce pertinent ? Est-ce que cela prête à confusion ? Pourquoi dites-vous cela ?
- À qui s'adresse ce message ? Pourquoi dites-vous cela ? Que pensez-vous précisément des énoncés ? Sont-ils clairs ou prêtent-ils à confusion ?
- Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta Qu'en est-il de « Je me suis fait

vacciner contre la grippe cette année. Et vous ? » Est-ce que ça tient dans le contexte de cette publicité ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

- **Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Qu'en est-il de « On s'est fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ? » Est-ce que ça tient dans le contexte de cette publicité ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
- Est-ce qu'elle se démarquerait si vous la voyiez en ligne ? Est-ce qu'elle vous inciterait à obtenir plus d'information ?
- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, Grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta** Si vous voyiez cette publicité, seriez-vous motivé d'agir, par exemple en vous faisant vacciner contre la grippe ou bien en vous renseignant sur les endroits où vous pouvez vous faire vacciner ou bien à en apprendre davantage sur le vaccin antigrippal ?
- **Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Si vous voyiez cette publicité, seriez-vous motivé d'agir, par exemple en vous faisant vacciner contre la grippe ou bien en vous renseignant sur les endroits où il est possible d'aller se faire vacciner ou bien à en apprendre davantage sur le vaccin antigrippal pour vous-même ou votre famille ?

AFFICHER À L'ÉCRAN LA BANNIÈRE PUBLICITAIRE 2

- Que pensez-vous de cette bannière publicitaire ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Quel est le message principal ?
- Que pensez-vous du fait que les gens portent des masques ? Est-ce pertinent ? Est-ce que cela prête à confusion ? Pourquoi dites-vous cela ?
- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta** Qu'en est-il de « Planifiez de vous faire vacciner contre la grippe maintenant. » Est-ce que ça tient dans le contexte de cette publicité ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
- **Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Qu'en est-il de « Planifiez de faire vacciner votre famille contre la grippe maintenant. » Est-ce que ça tient dans le contexte de cette publicité ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
- Est-ce qu'elle se démarquerait si vous la voyiez en ligne ? Est-ce qu'il vous inciterait à obtenir plus d'information ?
- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta** Si vous voyiez cette publicité, seriez-vous motivé d'agir, par exemple en vous faisant vacciner contre la grippe ou bien en vous renseignant sur les endroits où vous pouvez vous faire vacciner ou bien à en apprendre davantage sur le vaccin antigrippal ?
- **Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Si vous voyiez cette publicité, seriez-vous motivé d'agir, par exemple en vous faisant vacciner contre la grippe ou bien en vous renseignant sur les endroits où il est possible d'aller se faire vacciner ou bien à en apprendre davantage sur le vaccin antigrippal pour vous-même ou votre famille ?

RÉCAPITULATIF DE LA PUBLICITÉ

- **SONDAGE** : Selon vous, quelle bannière serait la plus efficace pour encourager la population canadienne à se faire vacciner ainsi que vous-même ?

Concepts destinés aux parents et aux femmes enceintes :

Grands centres des provinces atlantiques Ordre séquentiel : 2, 1

- **Grands centres des provinces atlantiques** Il se peut qu'il y ait une série de ces bannières publicitaires. Je vais vous montrer une autre version de chacun des concepts que vous venez de voir.

Grands centres des provinces atlantiques AFFICHER LA BANNIÈRE PUBLICITAIRE 1 À L'ÉCRAN :

- Que pensez-vous de cette bannière publicitaire ?
- À qui s'adresse cette publicité — le même public cible que la première version que vous avez vue ou un public différent ?
- Avez-vous d'autres commentaires à faire sur cette bannière ?

Grands centres des provinces atlantiques AFFICHER LA BANNIÈRE PUBLICITAIRE 2 À L'ÉCRAN :

- Que pensez-vous de cette bannière publicitaire ?
- À qui s'adresse cette publicité — le même public cible que la première version que vous avez vue ou un public différent ?
- Avez-vous d'autres commentaires à faire sur cette bannière ?

Énoncé complémentaire

- **Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones** Je vais vous montrer un exemple de message qui pourrait accompagner ces publicités ou d'autres communications relatives au vaccin contre la grippe.

Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones AFFICHER LE MESSAGE À L'ÉCRAN :

Cet automne, protégeons notre communauté, notre système de santé et nous-mêmes contre la grippe. Gardons tout le monde en santé.

- Population aînée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population aînée de grands centres de l'Alberta, parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones Que pensez-vous d'un tel message ? Pensez-vous qu'il concorde bien avec les publicités que vous avez vues ? Croyez-vous qu'il contribue à vous motiver à agir ?

ÉVALUATION DE CONCEPTS SUR LA VACCINATION DES ENFANTS (30 minutes) Parents de grands centres de l'Ontario, parents de grands centres francophones

Nous allons maintenant passer en revue quelques concepts pour une toute autre campagne que le gouvernement du Canada est en train de développer en vue d'une éventuelle publicité.

Parents de grands centres de l'Ontario Ordre séquentiel : 1, 2

Parents de grands centres francophones Ordre séquentiel : 2, 1

MONTRER LA VIDÉO N° 1

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Quel est le message principal ?
- Qu'est-ce que ça suggère au sujet de la vaccination ? Sonder si ce n'est pas mentionné : sécuritaire ; efficace ; important
- À qui s'adresse ce message ? Pourquoi dites-vous cela ? Que pensez-vous précisément des énoncés ? Sont-ils clairs ou prêtent-ils à confusion ? Sont-ils crédibles ?
- Est-ce qu'elle se démarquerait si vous la voyiez à la télé ou en ligne ?
- Que feriez-vous personnellement, le cas échéant, après avoir vu cette vidéo ?
 - Dans quelle mesure est-ce que ce concept vous incite à vous renseigner sur la vaccination des enfants ?
 - Où iriez-vous pour obtenir ces informations ?
 - Est-ce que vous partageriez cette vidéo avec vos réseaux sur les médias sociaux ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Y a-t-il quelque chose qui n'est pas clair ou qui pose problème ?
 - Vous avez peut-être remarqué que la mère et l'infirmière dans la séquence de vaccination ne portent pas de masque, pensez-vous qu'elles le devraient ?
- J'aimerais avoir votre avis sur une autre version de cette publicité...

MONTRER LA VIDÉO N° 2

- Que pensez-vous de celle-ci ?

COMPARAISON

- **SONDAGE** : Selon vous, quelle publicité serait la plus efficace pour encourager les parents ou vous-même à vous renseigner davantage sur la vaccination des enfants ?
LE MODÉRATEUR LIRA LES RÉSULTATS À HAUTE VOIX.

LES ÉCOLES (40 minutes) Parents de grands centres de la Saskatchewan, parents de centres de taille moyenne de l'Ontario

- Qu'avez-vous entendu au sujet des plans de retour à l'école dans votre région ?

Parents de grands centres de la Saskatchewan ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement de la Saskatchewan a présenté son plan pour la sécurité à l'école (Safe School Plan) afin que les élèves et le personnel puissent reprendre l'enseignement en présentiel. Le plan comprend des éléments tels que des mesures d'auto-évaluation, l'attribution de sièges dans les autobus scolaires, des protocoles pour assurer que les élèves peuvent accéder et se déplacer en toute sécurité dans les installations scolaires, des mesures sanitaires accrues, des mesures pour réduire le risque de transmission en classe, du soutien pour les élèves ayant des besoins intensifs ou étant immunovulnérables, des mesures pour réduire les contacts physiques et un ensemble de quatre scénarios qui peuvent être mis en œuvre selon l'avis du médecin-hygiéniste en chef.

Parents de centres de taille moyenne de l'Ontario ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement de l'Ontario a déclaré que les écoles primaires seront équipées pour rouvrir avec des normes de santé et de sécurité accrues, et que les élèves fréquenteront l'école 5 jours par semaine. La plupart des écoles secondaires offriront une combinaison de journées d'enseignement en classe et à distance, avec un minimum de 50 % des jours de classe en présentiel. La fréquentation scolaire en personne sera facultative pour l'année scolaire 2020-2021 afin que les parents puissent prendre des décisions qui conviennent à leurs enfants et à leur famille. Les conseils scolaires offriront un enseignement à distance à tous les élèves qui choisiront cette option.

[LE MODÉRATEUR DOIT NOTER : QU'EN CE QUI CONCERNE LES ÉLÈVES DE 4^e ET 5^e SECONDAIRE, LES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET LES COMMISSIONS SCOLAIRES (ANGLOPHONES ET À STATUT PARTICULIER) PEUVENT OPTER POUR UNE SOLUTION ALTERNATIVE SI LE RÉAMÉNAGEMENT DE L'HORAIRE DES COURS EST IMPOSSIBLE POUR RESPECTER LE PRINCIPE DES GROUPES-CLASSES STABLES.]

- Parents de centres de taille moyenne de l'Ontario Avez-vous l'intention d'envoyer vos enfants à l'école en personne ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Avez-vous des inquiétudes par rapport à les envoyer à l'école en personne ?
 - SI OUI : Quels genres de choses vous inquiètent ?

- AU BESOIN, DEMANDER : La santé de vos enfants ? Que vos enfants vous transmettent la COVID ou la transmettent à d'autres membres de votre famille ? Y a-t-il autre chose ?

- À votre avis, de quoi a-t-on le plus besoin pour rendre les choses plus sécuritaires dans les écoles ?
 - SONDER : Est-ce que les écoles ont besoin de plus d'espace afin de placer les enfants à plus grande distance les uns des autres ? Doivent-elles embaucher plus de personnel enseignant pour que les classes soient moins nombreuses ? Doivent-elles embaucher plus de personnel d'entretien ménager ? Y a-t-il autre chose ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait ou a annoncé récemment pour aider à rendre les écoles plus sécuritaires ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

- Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il accordait 2 milliards de dollars supplémentaires aux provinces et territoires pour les aider à faire en sorte que les enfants puissent retourner à l'école en toute sécurité. Est-ce que quelqu'un en a entendu parler ?
 - Que pensez-vous de cela ? Pensez-vous que cela va aider ?

- Selon vous, y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada pourrait faire afin d'aider les provinces et les territoires à s'assurer que les enfants peuvent retourner à l'école en toute sécurité ?

LES OPIOÏDES (15 minutes) Parents de grands centres de la Saskatchewan

Maintenant, j'aimerais parler d'un tout autre sujet...

- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur les opioïdes récemment ? Qu'avez-vous entendu ?

- Pensez-vous qu'il y a une crise des opioïdes au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - SI OUI : Quelles sont les raisons de cette crise ? Selon vous, qui est responsable du fait que ceci soit devenu une crise ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Les opioïdes, comme le fentanyl, la morphine, l'oxycodone et l'hydromorphone, sont des médicaments pouvant calmer la douleur. Ces médicaments agissent sur votre esprit, votre humeur et

vos processus mentaux. Vous pouvez éprouver un sentiment d'euphorie ou avoir l'impression de « planer ». C'est pourquoi ils peuvent comporter un risque de mauvais usage.

- Maintenant, en ce qui concerne un mauvais usage des opioïdes, qui, selon vous, est le plus touché par cela ?
- Pensez-vous que la situation des opioïdes (c'est-à-dire le mauvais usage des opioïdes) au Canada s'améliore ou se détériore ?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant ?
- Certains ont proposé que le gouvernement du Canada décriminalise la possession de drogues illicites pour usage personnel, afin que les personnes souffrant de troubles liés à l'utilisation de substances soient détournées du système de justice pénale et qu'elles soient plutôt orientées vers une approche de soins de santé. Que pensez-vous de cette approche ?

ASSURANCE-MÉDICAMENTS (45 minutes) Population âgée de centres de taille moyenne du Québec, grands centres des provinces atlantiques, population âgée de grands centres de l'Alberta

- J'aimerais maintenant aborder un autre sujet.
- Qui connaît le terme « assurance-médicaments » ? Qu'est-ce qu'il signifie pour vous ?
- A Êtes-vous au courant de quelconques projets du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'assurance-médicaments ? Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

En 2019, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait l'intention d'aller de l'avant avec la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments. Afin de rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables et plus accessibles à un plus grand nombre de Canadiens, le gouvernement a déclaré son intention de travailler avec ses partenaires avec les objectifs suivants :

- Créer l'**Agence canadienne des médicaments**, une nouvelle agence nationale des médicaments qui coordonnerait la négociation des prix des médicaments sur ordonnance au nom des Canadiens. L'achat de ces médicaments en grandes quantités permettra aux Canadiens d'économiser jusqu'à 3 milliards de dollars par an sur le long terme.
- Élaborer une **stratégie nationale pour les médicaments à coût élevé destinés aux maladies rares** afin d'aider les Canadiens à avoir un meilleur accès à ces médicaments, comme première étape vers une couverture élargie.

- Lorsque vous pensez aux différentes priorités en matière de soins de santé, quelle est l'importance de l'assurance-médicaments en tant que priorité par rapport aux autres ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Est-ce que la COVID vous fait penser différemment quant à la nécessité d'une assurance-médicaments ? De quelle façon ?
 - SONDER : Certaines personnes disent que la COVID a révélé l'importance de protéger les populations vulnérables comme les personnes âgées à faibles revenus, et de s'assurer d'une bonne santé, et donc que l'assurance-médicaments est plus importante que jamais. Que pensez-vous de ce point de vue ? Êtes-vous en accord ou en désaccord ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - SONDER : Certaines personnes disent que si les gens peuvent se payer des médicaments, ils ont moins de chances d'avoir besoin d'être hospitalisés pour se faire soigner, ce qui donne aux hôpitaux une plus grande capacité à faire face à d'autres choses comme les pandémies. Que pensez-vous de ce point de vue ? Êtes-vous en accord ou en désaccord ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Parlons maintenant un peu de ce à quoi ressemblerait le régime d'assurance-médicaments. Il pourrait s'agir d'un régime universel comme le système de santé, *ou* il pourrait s'agir d'un régime de type « filet de sécurité » qui ne couvrirait les Canadiens que dans les cas où le coût des médicaments dépasserait un certain pourcentage de leur revenu.
 - Quels sont les avantages de l'approche universelle ?
 - Quels sont les avantages de l'approche du filet de sécurité ?
 - Quelle approche est la plus équitable ?

Le régime national d'assurance-médicaments pourrait être entièrement public comme le système de santé dans le cadre duquel tous les Canadiens sont assujettis au même régime. Autrement, il pourrait servir à « combler les lacunes » de façon à ce que les gens puissent tout de même utiliser les régimes publics et privés actuels, et être conçu pour permettre que tous soient couverts, y compris ceux qui n'ont actuellement pas d'assurance-médicaments.

- Quels sont les avantages d'un régime universel où tous bénéficient de la même couverture ?
- Quels sont les avantages de « combler ces lacunes » ?
- Quelle approche est la plus équitable ?

Il reste également à déterminer quels médicaments seront couverts par le régime. L'une des approches possibles serait de limiter la couverture aux médicaments nécessaires pour la survie. Une autre approche serait d'ajouter fréquemment des médicaments sur ordonnance qui sont couverts par la plupart des régimes d'assurance de base. Enfin, il pourrait s'agir d'une approche plus inclusive qui couvrirait presque tout ce que comprennent les régimes publics et privés existants.

- Selon vous, quelle devrait être l'étendue de la couverture dans le cadre du régime d'assurance-médicaments ?
 - Qu'en penseriez-vous si un moins grand nombre de médicaments étaient couverts, mais que les gens avaient la possibilité d'étendre leur couverture au moyen de compléments d'assurance offerts au travail ou par un régime privé ?
- Selon vous, quel processus devrait être suivi afin de déterminer quels médicaments seront couverts ?
- Passons maintenant aux médicaments spécialisés très coûteux utilisés pour traiter des maladies rares. Dans ces cas, il n'existe souvent que très peu de données cliniques qui appuient l'efficacité de ces médicaments généralement très chers. Ces derniers peuvent toutefois donner de l'espoir à des patients très malades qui ont un nombre limité d'options. Est-ce que ces types de médicaments devraient être couverts ?
- Croyez-vous que la liste de médicaments couverts devrait être identique pour toutes les provinces, ou est-ce que certaines modifications devraient être permises ?

Enfin, il reste à savoir qui paiera pour le régime national d'assurance-médicaments.

- Les Canadiens devraient-ils avoir à payer eux-mêmes une partie des coûts du régime d'assurance-médicaments, soit sous la forme de petits montants (p. ex. des frais d'ordonnance pour un médicament) ou d'une prime annuelle ?
- Étant donné que les employeurs paient déjà pour des régimes privés, devraient-ils avoir à déboursier un montant pour le régime d'assurance-médicaments ?
- Maintenant que vous en savez un peu plus sur le régime d'assurance-médicaments, avez-vous d'autres questions ou suggestions à ce sujet ?
- Croyez-vous que « régime d'assurance-médicaments » est le meilleur terme pour désigner ce type de système ? Avez-vous d'autres suggestions ?
- **SONDAGE** : Maintenant, sur la base de toutes les discussions que nous avons eues, que pensez-vous du régime national d'assurance-médicaments ? Je vais vous montrer un sondage et j'aimerais que vous choisissiez soit « le régime national d'assurance-médicaments est une bonne idée », soit « le régime national d'assurance-médicaments est une mauvaise idée ».
 - Maintenant, j'aimerais que vous écriviez une brève explication des raisons pour lesquelles vous avez fait ce choix.

QUESTIONS AUTOCHTONES (60 minutes) Peuples autochtones de Winnipeg et de la RCN

J'aimerais maintenant porter notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Quelque chose au sujet des pêcheurs autochtones et des pêcheurs commerciaux concernant la pêche au homard ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de cela ?
 - Considérez-vous qu'il s'agit d'une question importante sur laquelle le gouvernement du Canada doit se pencher ?

Maintenant, passons à un autre sujet...

- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
- Le droit à l'identité culturelle
- Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
- Protection contre la discrimination

- Disons que le Canada mettait en œuvre intégralement la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Que pensez-vous que cela impliquerait ? À quels types de changements vous attendriez-vous ?

J'aimerais maintenant parler de racisme pour un moment...

- Comment définiriez-vous le racisme systémique ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le racisme systémique est généralement défini comme un problème lié à la manière dont la société est organisée, et pas seulement aux attitudes individuelles à l'égard de certains groupes. C'est donc comme s'il y avait des préjugés structurels ou si une lentille raciste était intégrée dans nos divers systèmes et institutions, qui mènent à un traitement ou à des dénouements injustes pour certains groupes. Ainsi, plutôt que de se pencher sur le problème de quelques « brebis galeuses » (par exemple, quelques personnes racistes), le racisme systémique est essentiellement lorsque le troupeau entier est gâté.

- Croyez-vous qu'il existe du racisme systémique envers les peuples autochtones au Canada ?
- Existe-t-il des institutions ou des systèmes qui sont responsables du racisme systémique au Canada ?
 - SI NÉCESSAIRE : par exemple, nos systèmes d'éducation, nos systèmes de santé, etc. ?
 - SI OUI : quels types de changements doivent être apportés à ces institutions/systèmes pour améliorer la façon dont ils traitent les peuples autochtones ?
- Qu'en est-il de la GRC ou des corps policiers — y a-t-il un racisme systémique dans nos systèmes de maintien de l'ordre ? En quoi consiste-t-il ? Avez-vous des exemples ou des anecdotes qui vous viennent à l'esprit ?
- Qu'en est-il de notre système judiciaire, comme la façon dont les tribunaux interviennent auprès des peuples autochtones et dont ils prononcent les peines — y a-t-il un racisme systémique dans ce contexte ? En quoi consiste-t-il ? Avez-vous des exemples ou des anecdotes qui vous viennent à l'esprit ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour améliorer l'eau potable dans les réserves ?

LE DISCOURS DU TRÔNE (20-60 minutes) Petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT

J'aimerais maintenant tourner notre attention vers un autre sujet.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du discours du Trône du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Petits centres du Québec, Lower Mainland, prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Hier ou mercredi dernier, une nouvelle session du Parlement s'est ouverte avec le discours du Trône, dans lequel furent énoncés l'orientation et les objectifs du gouvernement, ainsi que la façon dont il compte les respecter.

- Maintenant que j'ai partagé avec vous quelques informations, vous souvenez-vous d'en avoir entendu parler ?

SI OUI :

- Qu'avez-vous entendu ? Qu'avez-vous entendu à propos de ce qui y est inclus ?
- Quel est le point central de ce nouveau plan ?
- Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT Y a-t-il quelque chose dans ce nouveau plan qui vous a particulièrement plu ou qui ne vous a pas plu ?

Petits centres du Québec, Lower Mainland J'aimerais maintenant passer en revue quelques éléments du discours du Trône.

- Petits centres du Québec, Lower Mainland Voici une liste des quatre principaux piliers du discours :

Petits centres du Québec, Lower Mainland AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient
 - Lutter contre la pandémie et sauver des vies
 - Être fidèle à qui nous sommes en tant que Canadiens, faire des progrès sur le plan de l'égalité des sexes, de la réconciliation et de la lutte contre la discrimination
 - Soutenir les gens et les entreprises aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront
- **Petits centres du Québec, Lower Mainland** **SONDAGE 1** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez celui sur lequel il est le plus important pour le gouvernement du Canada de se concentrer. (Les participant(e)s doivent sélectionner qu'**UNE** seule option.)
 - **Petits centres du Québec, Lower Mainland** J'aimerais maintenant passer en revue celui que vous avez choisi comme étant pour vous le plus important. AFFICHER LES RÉSULTATS DU SONDAGE 1 À L'ÉCRAN.
 - **Petits centres du Québec, Lower Mainland** **DEMANDER À CHAQUE PARTICIPANT(E) D'ÉNUMÉRER SON CHOIX ET D'EXPLIQUER POURQUOI.**
 - **Petits centres du Québec, Lower Mainland** Si l'on considère maintenant les quatre piliers, est-ce que cela a du sens que le gouvernement se concentre sur ces éléments clés ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - **Petits centres du Québec, Lower Mainland** Je vais maintenant vous montrer une liste de quelques-unes des priorités que le gouvernement du Canada s'est engagé à mettre en œuvre dans le discours du Trône :

Petits centres du Québec, Lower Mainland AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Créer un régime national universel d'assurance-médicaments afin que toute la population canadienne ait accès à des médicaments d'ordonnance abordables
- Créer plus d'un million d'emplois grâce à des outils tels que des investissements dans les infrastructures et des mesures incitant les employeurs à embaucher et à conserver leurs travailleurs
- S'assurer d'avoir des options permettant d'offrir des tests de dépistage de la COVID-19 plus rapides, y compris la possibilité de répondre rapidement aux besoins urgents à cet égard
- Donner aux municipalités la capacité de restreindre davantage ou d'interdire les armes de poing, et de renforcer les mesures de contrôle du flux d'armes illégales qui entrent au Canada

- Contribuer à faire du Canada un leader mondial dans le domaine des technologies propres en lançant un nouveau fonds pour attirer les investissements dans la fabrication de produits zéro émission et en réduisant de moitié le taux d'imposition des sociétés pour ces entreprises afin de créer des emplois
 - Mettre en place un plan qui permettra de surpasser les objectifs climatiques du Canada pour 2030, et légiférer sur l'objectif canadien de zéro émission nette d'ici 2050
 - Augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse lorsqu'une personne âgée atteint 75 ans et augmenter la prestation de survivant du Régime de pensions du Canada
 - Mettre en place d'autres mesures d'aide pour les industries les plus durement touchées, notamment l'industrie du voyage et du tourisme, l'industrie de l'accueil et les industries culturelles comme les arts de la scène
 - Investir massivement dans la formation des travailleurs et les mettre en contact avec des employeurs et de bons emplois
 - Investir dans la création d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants durable, à long terme et à l'échelle du Canada
 - Sanctionner les exploitants de foyers de soins de longue durée et toute autre personne qui néglige les aînés dont ils prennent soin
 - Collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée afin que les personnes âgées bénéficient du meilleur soutien possible
- **Petits centres du Québec, Lower Mainland** **SONDAGE 2** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez celles qui sont les plus importantes pour vous personnellement. (Les participant(e)s doivent sélectionner au maximum TROIS priorités.)
 - **Petits centres du Québec, Lower Mainland** J'aimerais maintenant passer en revue les priorités que vous avez choisies comme étant les plus importantes pour vous personnellement. AFFICHER LES RÉSULTATS DU SONDAGE 2 À L'ÉCRAN.
 - **DEMANDER À CHAQUE PERSONNE D'ÉNUMÉRER LEURS CHOIX DES PLUS IMPORTANTS ET D'EXPLIQUER LEQUEL LEUR EST LE PLUS IMPORTANT ET POURQUOI.**
 - **Petits centres du Québec, Lower Mainland** **SONDAGE 3** : J'aimerais maintenant que vous choisissiez parmi celles-ci, le cas échéant, celles que vous pensez que le gouvernement du Canada ne devrait pas entreprendre. (Les participant(e)s doivent sélectionner au maximum TROIS priorités.)

- **Petits centres du Québec, Lower Mainland** J'aimerais maintenant passer en revue les priorités que vous pensez que le gouvernement du Canada ne devrait pas entreprendre. AFFICHER LES RÉSULTATS DU SONDAGE 3 À L'ÉCRAN.
- **DEMANDEZ À CHAQUE PERSONNE D'ÉNUMÉRER LES PRIORITÉS QU'ELLE A CHOISIES COMME ÉTANT DES CHOSES QUE LE GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS ENTREPRENDRE ET D'EXPLIQUER POUR LAQUELLE ELLE EST LA PLUS CONVAINCUE ET POURQUOI.**
- **Petits centres du Québec, Lower Mainland** Maintenant que nous avons passé en revue et discuté des principaux piliers et de certaines des priorités, que pensez-vous du discours du Trône en général ?

Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a introduit quatre piliers principaux sur lesquels il souhaite se concentrer.

- Rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient ;
 - Lutter contre la pandémie et sauver des vies ;
 - Être fidèle à qui nous sommes en tant que Canadiens, faire des progrès sur le plan de l'égalité des sexes, de la réconciliation et de la lutte contre la discrimination ;
 - Soutenir les gens et les entreprises aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront.
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada rate d'importantes occasions ? Est-ce qu'il omet quelque chose ?
 - SI OUI : Sur quelles autres priorités le gouvernement doit-il se concentrer ?
 - **Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit au sujet du déficit prévu par le gouvernement du Canada cette année ? Qu'avez-vous entendu ?
 - **Prestataires de la PCU de la GRM, prestataires de la PCU de la RGT** Il y a quelques mois, le gouvernement du Canada prévoyait un déficit de 343 milliards de dollars cette année. Que pensez-vous de cela ?
 - Sur la base du discours du Trône, pensez-vous que le déficit va augmenter, diminuer ou rester le même ? Que pensez-vous de cela ?

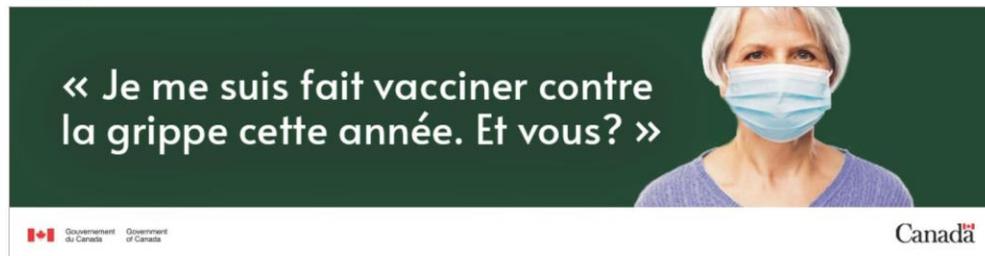
CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

Annexe C – Concepts publicitaires

Concepts destinés aux aînés

Bannière numéro 1

Frame 1



Frame 2



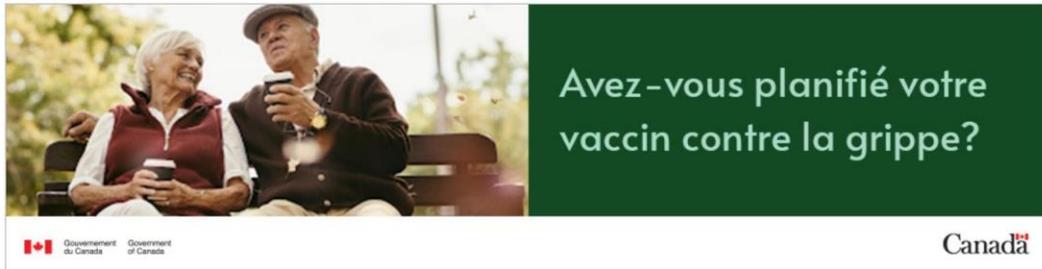
Frame 3



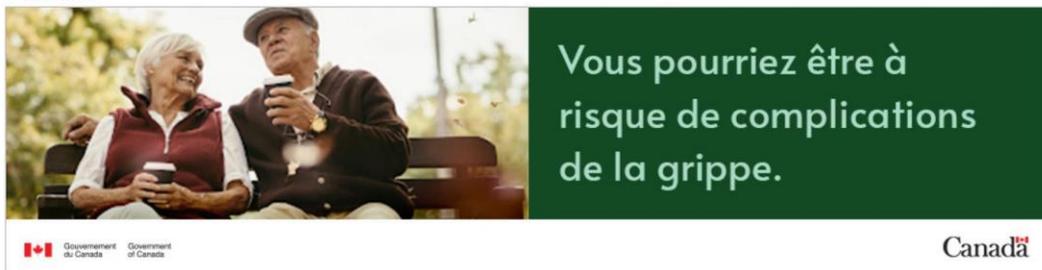
On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Toutes les images ont un fond vert foncé et du texte en gros caractères dans la partie gauche. Dans la première image, on peut lire les phrases « Je me suis fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ? » entre parenthèses. La phrase « Se protéger est plus important que jamais. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Faites-vous vacciner contre la grippe pour limiter les risques de complications. » dans la dernière image. Dans les trois images, à la droite du texte, figure une femme âgée aux cheveux blancs courts portant un chandail mauve et un masque non médical bleu pâle qui regarde droit devant elle. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Bannière numéro 2

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Dans la partie gauche de chaque image figure un couple de personnes âgées assis sur un banc à l'extérieur, tenant chacun un gobelet jetable. La femme fixe en souriant et en riant l'homme qui se trouve à sa gauche, tandis que l'homme semble lui parler en regardant au loin. Dans la partie droite de l'image se trouve du texte en vert pâle sur un fond vert foncé. Dans la première image, on peut lire la phrase « Avez-vous planifié votre vaccin contre la grippe ? » La phrase « Vous pourriez être à risque de complications de la grippe. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Planifiez de vous faire vacciner contre la grippe maintenant. » dans la dernière image. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Concepts destinés aux parents/aux femmes enceintes

Bannière numéro 1

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Toutes les images ont un fond vert foncé et du texte en gros caractères blancs dans la partie gauche. Dans la première image, on peut lire les phrases « On s'est fait vacciner contre la grippe cette année. Et vous ? » entre parenthèses. La phrase « Protéger sa famille est plus important que jamais. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Faites-vous vacciner contre la grippe pour limiter les risques de complications. » dans la dernière image. Dans les trois images, à la droite du texte, figurent une mère aux cheveux courts frisés et son fils, qui regarde au-dessus de son épaule. Ils portent tous deux un masque non médical blanc opaque. Sous leurs masques, la mère et son fils semblent sourire. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Bannière numéro 2

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Dans la partie gauche de chaque image figure une femme qui lit une histoire à une fillette qui est assise sur ses genoux. Dans la partie droite de l'image se trouve du texte en vert foncé sur un fond vert pâle. Dans la première image, on peut lire la phrase « Avez-vous planifié votre vaccin contre la grippe ? » La phrase « Vos proches pourraient être à risque de complications de la grippe. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Planifiez de faire vacciner votre famille contre la grippe maintenant. » dans la dernière image. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Concepts destinés aux jeunes adultes

Bannière numéro 1

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Toutes les images ont un fond brun clair et du texte en gros caractères vert foncé dans la partie gauche. Dans la première image, on peut lire les phrases « Je me suis fait vacciner contre la grippe cette année. Et toi ? » entre parenthèses. La phrase « Protéger les autres est plus important que jamais. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Fais-toi vacciner contre la grippe pour limiter les risques de complications. » dans la dernière image. À la droite du texte figure un jeune homme portant un chapeau de pêche noir et un masque non médical noir qui regarde droit devant lui. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Bannière numéro 2

Frame 1



Frame 2



Frame 3



On peut voir ci-dessus la capture d'écran d'une bannière animée composée de trois images. Dans la partie gauche de chaque image figurent un homme et une femme à l'extérieur, qui semblent faire une randonnée. Ils portent tous deux des vêtements de plein air et un sac à dos. La femme, souriante, est à l'avant-plan et l'homme qui la suit est en arrière-plan. Dans la partie droite de l'image se trouve du texte en vert foncé sur un fond brun clair. Dans la première image, on peut lire la phrase « As-tu planifié ton vaccin contre la grippe ? » La phrase « Les gens qui t'entourent pourraient être à risque de complications de la grippe. » est visible dans la deuxième image. Enfin, on peut lire « Planifie de te faire vacciner contre la grippe maintenant. » dans la dernière image. On trouve dans le bas de chaque image le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Évaluation de concepts sur la vaccination des enfants

Version 1 de la vidéo



SANTE_CANADA_(1)
Trottinette_père.mp

La vidéo ci-dessus commence par une séquence dans laquelle on voit une mère ajuster le casque rose vif qu'une fillette porte au parc. La fillette est debout sur une trottinette jaune. La deuxième séquence met en scène un père qui tient un nouveau-né. Le père porte un bavoir protège-épaule et tient l'enfant à deux mains en lui donnant un baiser sur le front. La troisième séquence met en scène une mère qui tient un jeune enfant, assis sur ses genoux. En face de la mère, une infirmière applique un pansement sur le bras de l'enfant et lui sourit. Après, on voit apparaître sur un écran blanc le texte « Vous les protégez tous les jours » en noir pendant qu'une narratrice dit le même message. Le texte est ensuite remplacé par « Les vaccins aussi ». Sous ce texte, on peut lire « Renseignez-vous » et l'adresse URL d'un site Web « Canada.ca/VaccinsEnfance ». À la fin, le logo du gouvernement du Canada apparaît à l'écran pendant qu'une narratrice dit « Un message du gouvernement du Canada »

Version 2 de la vidéo



SANTE_CANADA_(2)
Marcher_siège d'aut

La vidéo ci-dessus débute par une séquence dans laquelle on voit un père qui tient la main d'une fillette pendant qu'ils traversent la rue à un passage pour piétons. La fillette tient un ours en peluche et regarde vers le haut en direction de l'homme, en lui souriant. La séquence qui suit met en scène une mère qui attache un bambin dans un siège de sécurité pour enfant. Les deux rient et se sourient. La troisième séquence met en scène une mère qui tient un jeune enfant, assis sur ses genoux. En face de la mère, une infirmière applique un pansement sur le bras de l'enfant et lui sourit. Après, on voit apparaître sur un écran blanc le texte « Vous les protégez tous les jours » en noir pendant qu'une narratrice dit le même message. Le texte est ensuite remplacé par « Les vaccins aussi ». Sous ce texte, on peut lire « Renseignez-vous » et l'adresse URL d'un site Web « Canada.ca/VaccinsEnfance ». À la fin, le logo du gouvernement du Canada apparaît à l'écran pendant qu'une narratrice dit « Un message du gouvernement du Canada ».

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves

Mis à jour le 15 février 2020



Tous

les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici



88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

61 avis à long terme étaient toujours en vigueur

Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019



441

projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées



59

projets et services de soutien



74

études de faisabilité et projets de conception

L'infographie ci-dessus est présentée sur fond blanc et passe au bleu pâle au tiers de l'image, puis au bleu foncé dans le bas. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 15 février 2020 » en caractères gris surlignés d'un trait ondulé bleu. Du côté droit, on voit l'image d'un robinet blanc qui laisse échapper une goutte d'eau, dans une bulle bleue. Au centre de

l'image, du côté gauche, figure le texte « Tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici » en caractères gris, avec les mots « tous » et « levés » en bleu. Juste à droite de ce texte, on voit l'image d'un calendrier de mars 2021. À droite du calendrier, il y a une ligne verticale pointillée bleue puis à droite de la ligne, le texte suivant : « 88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » et en dessous, « 61 avis à long terme étaient toujours en vigueur ». Dans les deux cas, les chiffres sont imprimés beaucoup plus gros que le reste du texte. Dessous, dans le dernier tiers de l'image, on voit une banderole bleue avec ce texte : « Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019 » en caractères blancs. Juste en dessous et séparées par des lignes verticales pointillées bleues se trouvent trois sections. Celle à l'extrême gauche illustre un cône dans une goutte d'eau en bleu, avec ce texte en gris : « 441 projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées ». La section du centre contient trois personnes dans la goutte d'eau en bleu, avec en dessous le texte « 59 projets et services de soutien » en gris. Dans la section de droite figurent une carte et une loupe dans une goutte d'eau en bleu, avec le texte « 74 études de faisabilité et projets de conception » en dessous.